

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'AUTONOMIE
DES
COMMUNAUTÉS JUIVES EN POLOGNE
AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PRÉSENTÉE

par David Bencionas TEIMANAS



PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

—
1933

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A M. LOUIS EISENMANN

Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PRÉFACE

Nous nous proposons d'étudier l'autonomie des communautés juives en Pologne au ^{xvi}e et au ^{xvii}e siècles. Beaucoup d'auteurs ont écrit sur ce sujet, beaucoup ont essayé de mettre en lumière tel ou tel point particulier. Mais jusqu'à présent, personne, à notre avis, n'a donné une vue d'ensemble sur cet âge d'or du judaïsme polonais. En outre, tout ce qui a été écrit sur ce sujet, l'était dans les langues des Juifs habitant les pays qui, autrefois, constituaient la République Polonaise, c'est-à-dire : l'hébreu, le polonais, le russe et l'allemand. Le lecteur français qui ne connaît pas ces langues ignore complètement ou à peu près tout ce qui concerne l'autonomie juive en Pologne. C'est à combler cette double lacune, c'est-à-dire, à donner une vue d'ensemble sur une époque brillante de l'histoire juive et à la mettre à la portée du lecteur français qu'aspire ce modeste ouvrage.

Qu'il nous soit permis d'exprimer toute notre reconnaissance à M. Liber, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes, pour nous avoir guidé de ses conseils. Nous remercions également l'éminent historien S. Dubnow de nous avoir donné une bibliographie, de même que les bibliothécaires de l'Alliance Israélite Universelle et de la Bibliothèque Polonaise à Paris d'avoir mis avec bienveillance les livres de leurs bibliothèques à notre disposition.

Nous voulons mentionner, parmi ceux qui ont mérité notre gratitude, nos amis Aaron Minc, Mme Fauconnet et Mlle Wanda Gruszczyńska, que nous remercions sincèrement, de même que tous ceux qui nous ont aidé ou encouragé durant notre travail.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Pour la transcription des noms étrangers nous avons employé la règle suivante :

Pour les noms polonais, nous avons conservé l'orthographe polonaise ; pour les noms russes, nous nous sommes servis de l'orthographe phonétique ; quant aux noms hébraïques, nous les avons transcrits d'après la prononciation dite « portugaise » (Havara Sefaradith).

* * *

Acta tomiciana, t. III, p. 63 (reproduits dans le *Vokshod*, 1884, II).

Acta tomiciana, t. III, p. 210-211 (reproduits dans le *Vokshod*, 1884, II).

Akty vaada tchétyriokh oblastei. Actes du « Congrès des Quatre Pays » (reprod. dans la *Yevreïskaja Starina*, 1912, IV).

Archives Roussko-gevreïski, t. I, n° 61.

Archives Roussko-gevreïski, t. III, n° 104 (reprod. par M. Balaban dans *Skizzen und Studien zur Geschichte der Juden in Polen*).

Archives Roussko-gevreïski, t. III, n° 5 (reprod. par M. Balaban dans *Die Krakauer Judengemeindeordnung von 1595*).

Assaf. — Baté ha'dinime vessidréhème ahar hathimath ha'talmoud (Les tribunaux et leurs procédures après la clôture du Talmud), Jérusalem, 1929.

Balaban (M.). — Die Krakauer Judengemeindeordnung von 1595. Francfort-sur-Mein, 1913-1916 (Dans le *Jahrbuch der Juedisch-Literarischen Gesellschaft*).

— Iz prochlavo yevreïskoï oulitsy v. Lwowe (Notes sur le passé de la rue juive à Lwow, dans *Yevreïskaya Starina*), 1909, II.

— *Skizzen und Studien zur Geschichte der Juden in Polen*. Berlin, Louis Lamm, 1911, in-12°, 127 p.

— Yevreïskié istoritcheskié pamiatniki v Polché (Monuments historiques juifs en Pologne, dans *Yevreïskaya Starina*), 1909, I.

- Yevreiskíe vratchi v Krakové (Les médecins juifs à Cracovie dans Yevreiskaya Starina), 1912, I.
- Zur Geschichte der Juden in Polen (Zwei Vortraege gehalten in Wien) Wien, Loewit. 1915, in-12°, 66 p.
- Berchadski.* — Litovskíe yevréi (Les Juifs lithuaniens) Saint-Pétersbourg, imp. Stasyiewicz, 1883, in-8°, VII, 431 p.
- Bersohn (M.).* — Dyplomatoryusz dotyczacy Zydow w dawnej Polsce (Lois et décrets concernant les Juifs dans l'ancienne Pologne) Varsovie 1911 (Bibliothèque polonaise à Paris, n° 9.351).
- Bloch (Ph.).* — Die Generalprivilegien der polnischen Judenschaft. Posen, Jolowicz, 1892, in-12°, 120 p.
- Dembitzer.* — Klilath yofi (La couronne de la beauté) Cracovie, J. Fischer, 1888, in-8°, X p. + 156 ff.
- Dubnow (S.).* — Enzyklopaedie des Judentums, Berlin, Echkol, 1926.
- Kagalnyé oustavy (Les statuts municipaux), (dans le Voskhod, 1894, II).
- Nassilya polskoï administracii nad yevreyami (Violences exercées par l'administration polonaise contre les Juifs, dans le Voskhod, 1894, IV).
- Oblastnyé kagalnyé sejmy v voévodstvé volynskoï i v Beloroussii (Les Comitialia dans les voïvodies de Volynie et de la Ruthénie-Blanche, dans le Voskhod, 1894, IV).
- Ogranitchénié i samoogranitchénié (Restriction imposée et volontaire, dans le Voskhod, 1894, IX).
- O srednikh organakh yevr. samooupravlénia (Sur les organes moyens de l'autonomie juive, dans le Voskhod, 1894, XII).
- Pincas ha'medina de'Lita (1623-1761). (Le Registre de l'Etat lithuanien). Berlin, 1925, in-4°, XXXI, 358 p.
- Razdory mejdou kagalami (Les discordes entre les municipalités, dans Yevreiskaya Starina, 1912, I).
- Razgovorny yazyk polsko-litovskikh yevreyef v XVI i pervoi poloviné XVII véka (La langue parlée des Juifs polono-lithuaniens au XVI^e siècle et dans la première moitié du XVII^e siècle, dans Yevreiskaya Starina, 1909, I).
- Vaad arba aratsoth (Le Congrès des Quatre Pays, Sefer ha'yovel, 1904).
- Vnoutrennaya jizn yevreyef v Polché i Litvé v XVI v. (La vie intérieure des Juifs en Pologne et en Lithuanie au XVI^e siècle, dans Voskhod, 1900, II ; 1900, IV).
- Weltgeschichte des Juedischen Volkes, t. IV, V, VI.
- Yevreiskaya starina v gorodé Ostrogué (Les antiquités juive dans la ville d'Ostrog, dans Voskhod, 1894, X).

- Grappin (H.)*. — Histoire de la Pologne de ses origines à 1900, Paris, Revue de Pologne, in-12°, 188 p.
- Gross (H.)*. — Gallia judaica. Paris, 1888.
- Halperin (I.)*. — Zur Frage der Zusammensetzung der Vierlaendersynode in Polen (Monatschrift fuer Geschichte und Wissenschaft des Judentums, 1932).
- Hannover (N.)*. — Yeveine metsoula (La boue de l'abîme), Venise 1652, pt. 4°, 12 f. (Bibliothèque de l'Alliance Israélite Universelle à Paris, H. 2604).
- Harkavy (A.-E.)*. — Hadachime gam yechanime (Nouveautés et Antiquités. Additions à la traduction hébraïque de l'histoire juive de Graetz, t. VII). Varsovie 1899.
- Istoritcheskié otcherki synoda tchétyriokh stran (Articles historiques sur le synode des Quatre Pays, dans Voskhod, 1884, IV).
 - Kogda i kème outchrejdione ètod synod (Quand et par qui fut fondé ce synode, dans Voskhod, 1884, II).
- Hollaenderski (L.)*. — Les Israélites de Pologne. Paris, Dagetau et Cie. 1846, in-12°, XVI + 342 p. (Bibliothèque de l'Alliance Israélite Universelle à Paris, Zk 203).
- Horovitz*. — Meguilath hasslihoth beprémichla (Le Rouleau des Elégies de Przemysl, Haasif, 1892).
- Lewin (L.)*. — Die Juden in Lissa. Pinne, Gundermann, 1904. in-8°, 401 p.
- Die Landessynode der grosspolnischen Judenschaft. Francfort sur-Mein J. Kauffmann, 1926, in-8°, 126 p. + err. (Schriften der Gesellschaft zur Foerderung der Wissenschaft des Judentums, 27).
 - Neue Materialien zur Geschichte der Vierlaendersynode, I-III, Francfort-sur-Mein, 1905-1916.
- Marek*. — Raskladtchiki nalogof v litovskikh kagalakh, XVII-XVIII v (Les répartisseurs des impôts dans les municipalités lithuaniennes aux XVII^e et XVIII^e siècles, dans Yevreiskaya Starina, 1909, II).
- Meisl (I.)*. — Geschichte der Juden in Polen und Russland. Berlin, Schwetschke, 1921, in-8°, XII + 342 p.
- Nissenbaum*. — Leqoroth ha'yehoudime be'Loubline (Sur l'histoire des Juifs à Lublin, Lublin, Fedor, 1899, in-8°, 175 p. + Index.
- Perles (I.)*. — Geschiehe der Juden in Posen. Breslau, Schletter, 1865. in-12°, 155 p. (Bibliothèque de l'Alliance Israélite Universelle à Paris, 5104 a).
- Rabinovitch (S. P.)*. — Al dvar ha'vaad dearba aratsoth (Sur le Con-

- grès des Quatres Pays. Annotations à la traduction hébraïque de l'histoire juive de Graetz, t. VII). Varsovie, 1899.
- Rutkowski (J.)*. — Histoire économique de la Pologne. Paris, Champion, 1927, in-8°
- Scherer (J.)*. — Die Rechtsverhaeltnisse der Juden in den deutsch-österreichischen Leandern. Leipzig, Duncker et Humblot, 1901, in-8° XX + 671 p.
- Schorr*. — Krakovski svod yevreiskikh zakonof (Le code des lois juives de Cracovie, dans *Yevreiskaya Starina*, 1909, III).
- Vnoutrennaya organisacia yevryef v Polché (Organisation intérieure des Juifs en Pologne, dans *Voskhod*, 1900, IX; 1900, XII; 1901, I; 1901, II).
- Taqanoth ha' vaad* de 1623 (Les ordonnances du Congrès de 1623, dans *Yevreiskaya Starina*, 1909, I).
- Urisson*. — Mardochee Yaffé (dans *Yevreiskaya Starina*, 1912, IV).
- Volumina legum*, t. I, p. 255, 258; t. II, p. 193, 215, 321; t. III, p. 128, 194, 314; t. VI, p. 183.
- Wettstein* — Qadmonyoth mi'pincassim yechanime (Sur les antiquités des vieux registres. Quellenschriften zur Geschichte der Juden in Polen, insbesondere in Krakau). Cracovie (J. Fischer), A. Faust, 1892, in-8°, 66 p. (Bibliothèque de l'Alliance Israélite Universelle à Paris, H, 4995).
- Yomtob, Lippmann-Heller, Meguilath eiva*. — (Le rouleau de la haine). Munkacs, Herskowitz, 1895, in-12° (Bibliothèque de l'Alliance Israélite Universelle à Paris, Zk 2287).
- Zunz (M.)*. — Ir ha' tsedeq (La ville de justice). Lwow, 1874, in-8°, X + 190 + 76 p. + err.
-

L'AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS JUIVES EN POLOGNE

AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

AVANT-PROPOS

Au cours des siècles, durant leur dispersion, les Juifs ont joui, dans divers pays, de privilèges plus ou moins étendus et importants, qu'ils ont obtenus des gouvernements des pays où ils étaient établis.

Déjà en Palestine, après avoir perdu leur indépendance politique, les Juifs avaient conservé une sorte d'autonomie. A la tête du peuple se trouvait le Sanhédrin, calqué sur le modèle du Sanhédrin ancien, qui avait existé à Jérusalem au temps de l'indépendance. Le Sanhédrin était présidé par le *Nassi* ou Patriarche. Le Patriarche nommait les juges et les administrateurs des communautés. Ainsi les Juifs, vaincus par les armes romaines, conservaient néanmoins une sorte d'indépendance; ils ne s'étaient pas assimilés aux vainqueurs, mais restaient un corps, un bloc national.

Il en était de même dans les autres parties de l'empire romain. C'est ainsi qu'en Egypte les Juifs formaient, à Alexandrie, un grand centre autonome. La population juive, concentrée dans deux quartiers, possédait une administration indépendante, de sorte qu'au cours des temps s'éleva au milieu de la ville grecque, une ville juive. A la tête de cette communauté se trouvait un ethnarque, pris parmi les Juifs. Il gouvernait son peuple, le jugeait et veillait à l'application des lois.

Nous trouvons un régime analogue en Babylonie. Par suite de leur importance numérique, les Juifs vivaient dans ce pays presque aussi indépendants qu'ils auraient pu l'être dans leur propre Etat. Leur dépendance vis-à-vis des rois parthes consistait dans le paiement de la taxe personnelle et de l'impôt foncier. Ils avaient un chef politique, le

« Prince de l'exil » ou Exilarque (*Rêche-galoutha*), qui était regardé comme vassal de la couronne de Perse et qui jouissait auprès du roi d'une grande considération. Il avait dans ses attributions l'administration de la justice, de la police des villes, le soin de veiller à la sûreté générale, le contrôle des poids et mesures, l'entretien des canaux. Ses immenses revenus lui permettaient de déployer un faste tout oriental et le peuple lui accordait des honneurs presque royaux. Les exilarques, qui faisaient remonter leur origine à la dynastie de David, se succédèrent en Babylonie jusqu'au ^x^e siècle.

Plus tard, nous trouverons dans d'autres pays des autonomies juives moins étendues. Elles furent accordées aux agglomérations du khalfat de Cordoue, des royaumes de Grenade et de Séville, et à un moindre degré, à celles de l'Allemagne et de la France.

A la tête de tous ces centres autonomes nous trouvons de grandes personnalités juives : Guerchon ben Yehouda à Mayence, les Sages de Lorraine, Rachi à Troyes. Tous ces personnages étaient secondés, dans le gouvernement des communautés juives, par des synodes régionaux : les Synodes de France, les Synodes d'Allemagne.

L'autonomie juive en Allemagne et en France reçut des croisades un coup mortel. Néanmoins elle se maintint encore pendant un certain temps. Même des rois hostiles aux Juifs la laissèrent subsister, pour des raisons intéressées, car il était plus facile dans les affaires fiscales de traiter avec une organisation qu'avec des individus. Bon gré mal gré, les souverains chrétiens étaient obligés d'accorder aux Juifs une autonomie dans leurs quartiers.

Après l'écroulement de la plupart des centres autonomes à la fin du moyen âge dans l'Europe occidentale (expulsion des Juifs de France, d'Espagne, persécutions en Allemagne), la prépondérance passa aux Juifs de Pologne. Toutes les énergies nationales qui, à partir des croisades, affluaient de l'Allemagne vers la Pologne, se sont condensées en une puissance qui, au ^{xvi}^e siècle, aboutit à la création de la grande autonomie des Juifs en Pologne.

INTRODUCTION

I

La période de l'autonomie des communautés juives en Pologne peut être enfermée entre les années 1551 et 1764. Naturellement, cette autonomie est venue couronner une longue succession de privilèges locaux et partiels, qui aboutirent à l'édit royal du 13 août 1551, date qui peut être considérée comme le commencement de la période que nous nous proposons d'étudier.

L'autonomie a duré, comme nous venons de le dire, jusqu'en 1764, année où elle fut abolie par le décret royal de Stanislas II Auguste Poniatowski (1764-1795). Cependant nous ne poursuivrons notre étude que jusqu'en l'année 1648, date décisive aussi bien dans l'histoire de la Pologne que dans celle des Juifs. En effet, au cours de cette année, eut lieu le premier soulèvement des Cosaques sous la conduite de l'ataman Bogdan Chmielnicki.

Les Juifs de Pologne formaient à cette époque les quatre cinquièmes du peuple juif entier, car, chassés de la plupart des Etats de l'Europe occidentale et centrale, ils s'étaient installés dans ce pays. Au cours des soulèvements des cosaques des milliers et des dizaines de milliers de Juifs, hommes, femmes, enfants et vieillards furent massacrés, des villes entières furent rasées et réduites en cendres. Les Juifs ne s'étaient pas encore relevés de ce désastre qu'un deuxième et un troisième malheurs vinrent les frapper : l'invasion suédoise et la peste.

Le désordre intérieur de l'Etat polonais, les prétentions de la noblesse et la faiblesse du gouvernement aggravèrent l'anarchie et appauvrirent la population. Des communautés juives, jadis florissantes, il ne restait plus que l'ombre. Peu de chose subsistait de l'au-

tonomie juive. Le décret royal ordonnant de dissoudre les communautés juives ne fit qu'ensevelir un mort.

C'est pourquoi, voulant nous faire une idée de l'autonomie des communautés juives en Pologne, telle qu'elle était dans la période de floraison, nous nous arrêtons à l'année 1648, à la veille de la décadence.

Cette autonomie s'étendait sur toute la Pologne et la Lithuanie. Les communautés juives de ces deux pays avaient constitué un organe central, le *Vaad* ou Congrès, qui se réunissait à des intervalles fixes dans l'une ou l'autre des grandes villes de la Pologne. Un registre de ces réunions était dressé. C'est le *Pincas vaad ha'aratsoth*. Le *Vaad* fut commun aux deux pays jusqu'en 1623. A cette date les communautés de Lithuanie se séparèrent de celles de Pologne en se constituant en un organe central indépendant.

II

Pour étudier l'autonomie des communautés juives de Pologne nous nous sommes servis surtout de l'unique document contemporain qui soit complet, le *Pincas ha'medina de'Lita*. C'était le registre dans lequel étaient inscrites toutes les décisions prises par l'organe central des communautés juives en Lithuanie; il faisait double emploi avec le *Pincas vaad ha'aratsoth* de Pologne. Celui-ci est malheureusement perdu. Il se trouvait à Lublin, lorsqu'en 1821 il fut, par ordre supérieur, versé aux archives gouvernementales de cette ville. En 1829, ces archives devinrent la proie des flammes.

Pour la période antérieure à 1623, nous n'aurions rien su de cet organe si des décisions prises par lui et concernant les différentes communautés ne s'étaient pas conservées dans les archives de ces communautés. C'est grâce à elles que nous pouvons reconstituer, en majeure partie, l'activité de l'organe central polonais et nous faire une idée de l'autonomie des communautés juives du royaume. D'autre part, étant donné la grande analogie des faits et de la vie juive en Pologne et en Lithuanie, nous nous croyons en droit de recourir au registre de Lithuanie pour combler les lacunes en ce qui concerne la Pologne.

Pour la même raison, nous nous permettrons de puiser dans les

documents postérieurs à la date à laquelle nous nous arrêtons pour reconstituer maints détails pour lesquels les documents contemporains nous font défaut. En effet, si l'autonomie juive après 1648 ne fut, nous l'avons dit, que l'ombre de celle de l'époque classique de son existence, elle conserva néanmoins les mêmes rouages dans son organisation et, sauf quelques petits remaniements dont nous parlerons, la même juridiction dans sa vie intérieure. Bien que les rapports avec l'extérieur aient eu leur répercussion sur la vie intérieure des Juifs (leurs rapports avec la population chrétienne ayant empiré au point de mettre, parfois, sous la pression des événements, en danger leur vie même), les bases juridiques et organiques de cette vie n'ont pas été ébranlées et sont, dans leurs grandes lignes, restées les mêmes durant les deux siècles de l'autonomie juive.

Après un aperçu général de l'histoire des Juifs en Pologne (chap. I^{er}), nous exposerons les origines de l'autonomie juive dans ce pays et de son organe essentiel, le Vaad (chap. II). Nous étudierons ensuite le fonctionnement de cette institution et de ses différents organes (chap. III). Enfin, nous essayerons de tracer un tableau de la vie juive en Pologne dans le cadre de ce régime d'autonomie (chap. V).

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GÉNÉRAL DE L'HISTOIRE DES JUIFS EN POLOGNE

L'existence d'une autonomie des communautés juives en Pologne suppose donc qu'il y avait dans ce pays de grandes masses compactes de Juifs, une population juive concentrée. D'où viennent ces Juifs ? Comment se fait-il que dans un pays de l'Europe orientale, presque aux confins de l'Europe civilisée (la Russie, en ces temps, étant encore un pays à peu près inconnu pour les Européens occidentaux), si loin de leur patrie primitive, la Palestine, les Juifs se soient trouvés en si grand nombre aux bords du Niemen et de la Vistule ? Pour répondre à cette question, il faut revenir en arrière et étudier, au moins dans ses grandes lignes, l'histoire des établissements des Juifs dans ce pays.

Nous ne savons pas la date exacte de l'arrivée des premiers Juifs en Pologne. De même, nous ne savons pas de quel pays de leur dispersion ils arrivèrent. Sans doute étaient-ce des Juifs venus d'Allemagne. Mais il n'est pas impossible non plus que les premiers Juifs aient été des commerçants venus, dans le haut moyen âge, du royaume juif des Khazares, installés sur les bords de la Volga et de la mer Caspienne et cherchant de nouveaux débouchés pour écouler leurs marchandises.

Différentes légendes qui circulaient parmi les Polonais semblent prouver que les Juifs étaient déjà en Pologne avant que le christianisme y ait été introduit (996). Nous nous bornerons à en rapporter une seule, d'après laquelle un Juif aurait joué un rôle important dans la fondation de la dynastie princière des Piast. Au ix^e siècle, à la mort du prince Popiel, les Polonais se réunirent à Kruszwica pour élire un

nouveau prince. Ne pouvant se mettre d'accord sur le choix du candidat, le peuple décida de nommer celui qui le premier passerait le lendemain par la porte de la ville. Or, il arriva que le premier homme qui entra le lendemain dans la ville fut un Juif nommé Abraham Prochownik, Abraham, vendeur de poudre (la poudre n'était pas encore inventée!) Aussi fut-il proclamé prince, mais le Juif déclina cet honneur et proposa de nommer à sa place le Polonais Piast, renommé par sa vertu, sa sagesse et son courage.

Bien que cette légende soit pleine d'anachronismes, elle renferme un grain de vérité en ce sens qu'elle témoigne de l'ancienneté de l'installation des Juifs en Pologne. Néanmoins nous n'avons pas de documents pour appuyer cette hypothèse. Même pour les premiers siècles après l'introduction du christianisme en Pologne, les documents qui parlent des Juifs sont très peu nombreux et ne font que les mentionner d'une manière très discrète.

La véritable histoire des Juifs en Pologné commence avec la première croisade (1096), qui eut pour conséquence leur fuite d'Allemagne et de Bohême vers les régions limitrophes, vers la Pologne. La migration des Juifs venant d'Allemagne et se dirigeant vers la Pologne atteignit son apogée au ^{xiv}^e siècle.

Traqués comme des bêtes sauvages, chassés de l'Europe occidentale (de l'Angleterre en 1290, de la France à trois reprises différentes au ^{xiv}^e siècle, de plusieurs pays germaniques), les Juifs traversèrent les pays européens, passèrent de ville en ville, cherchant partout un abri, demandant en vain l'hospitalité. Il se trouva alors une nation qui ne suivit pas cet exemple, ce fut la Pologne.

Ce pays, couvert de forêts immenses, avait alors peu d'habitants ; les villes se distinguaient à peine de la campagne ; le commerce et l'industrie étaient à créer. Les princes polonais accueillaient volontiers les fugitifs juifs. En même temps que ces derniers immigrèrent en Pologne des colons et des commerçants allemands qui fuyaient leur patrie éprouvée par les troubles de l'Interrègne. Dans ce pays d'économie patriarcale, qui, jusqu'alors, ne connaissait que deux classes, les paysans et les grands propriétaires, les immigrants juifs et allemands allaient constituer le tiers état.

Les princes polonais accordèrent aux Allemands, installés dans leurs villes, une autonomie qui se basait sur le principe du « Droit teuto-nique », appelé plus tard « Droit de Magdebourg ». Ce droit est un

mélange de coutumes slaves et saxonnes et d'usages locaux. Il assurait une large autonomie aux municipalités. Ainsi se constitua, au milieu des forêts polonaises, la ville typique de l'Allemagne médiévale, dans laquelle, à côté de la bourgeoisie chrétienne, vivait la communauté juive.

Les émigrés juifs de l'Allemagne et de l'Autriche apportèrent avec eux leur riche expérience économique, l'esprit commercial entreprenant, l'activité financière, qui leur permirent de créer des banques.

Mais, avec l'épanouissement des villes germano-juives dans la Grande-Pologne (région de Poznan, Kalisz et Gdansk), s'accrût aussi entre commerçants allemands et commerçants juifs l'antagonisme que les premiers avaient apporté avec eux en Pologne. Prévoyant et craignant le choc, les Juifs tâchèrent d'obtenir des rois polonais un statut qui leur assurât la liberté dans la même mesure que le *Jus teutonicum* l'avait fait aux Allemands.

C'est parce qu'ils avaient conscience de l'importance des Juifs pour le pays et le fisc, pour les progrès du commerce et l'accroissement des villes, et non en raison d'une tolérance élevée, comme on s'est plu souvent à le présenter, pour glorifier les princes polonais, que ceux-ci avaient pris sous leur protection les Juifs immigrés. Mais ils y voyaient encore un autre avantage : opposer aux prérogatives politiques des Allemands, très rétifs, les Juifs, toujours loyaux et obéissants. Con vaincu de l'utilité des Juifs et voulant l'augmenter encore, le prince Boleslaw le Pieux, de Kalisz, accorda, le 16 août 1264, un statut aux Juifs. L'importance de ce privilège était dans le fait qu'il constituait la base juridique sur laquelle devaient se fonder plus tard les privilèges et les lois postérieurs.

D'ailleurs, un tel privilège n'était pas sans précédent. En effet, nous retrouvons ses origines sous les Carlovingiens. Louis le Pieux accorda, au ix^e siècle, un privilège à la famille de Colonymos à Lucques. En 1084, l'évêque de Spire, s'inspirant de ce privilège, en accorda un aux Juifs de sa ville. En 1090, l'empereur Henri IV, prenant le privilège de Spire pour base, l'élargit et l'accorda aux Juifs de cette ville. En 1182, l'empereur Frédéric I^{er} Barberousse accorda un privilège analogue à tous les Juifs d'Allemagne. En 1238, l'empereur Frédéric II accorda aux Juifs de Vienne le même privilège, calqué presque sur celui d'Henri IV avec quelques changements. En 1244 (1^{er} juillet), Frédéric le Batailleur, duc d'Autriche, le fit incorporer dans ses lois. Le souve-

rain de Bohême Ottokar accorda, le 29 mars 1254, aux Juifs de ses pays un privilège reproduisant presque littéralement celui de Frédéric le Batailleur.

Ce sont surtout les articles visant la protection des Juifs qui sont copiés presque mot par mot sur le privilège de Frédéric le Batailleur dans les privilèges postérieurs. En voici deux :

« ART. 10. — Si christianus judeum interemerit, morte digno iudicio puniatur et omnia rei mobilia et immobilia in ducis transeant proprietatem (cf. *infra*).

ART. 15. — Item si aliquis temerarie jactaverit super scholas judaeorum iudici judaeorum duo talenta volumus ut persolvat » (1) (cf. *infra*).

C'est sur le privilège d'Ottokar de Bohême que le prince polonais Boleslaw le Pieux, de Kalisz, copia le sien pour l'accorder à ses Juifs.

Son statut a trente-sept articles, qui assurent aux Juifs liberté individuelle, religieuse et commerciale.

L'Eglise prit tout de suite partie contre ce privilège et, au Synode de Breslau, en 1267, furent promulgués plusieurs canons humiliants pour les Juifs, entre autres, l'obligation de porter un bonnet spécial. Néanmoins l'Eglise ne parvint pas à faire révoquer ce privilège.

* * *

Dans quelles villes polonaises les Juifs étaient-ils installés à cette époque et y avait-il déjà alors en Pologne une vie communale juive ? Les sources nous manquent pour le dire avec précision. Tout au plus pouvons-nous inférer la médiocrité de leur état social et intellectuel de la lettre du rabbin Eliézer de Bohême, écrite en l'année 1210 au rabbin, Yehouda Hassid, auteur du *Livre des Pieux*.

« ...Dans la plupart des régions de Pologne, de Russie et de Hongrie, il n'y a pas d'hommes instruits parmi les Juifs, car ces derniers, à cause de leur misère, ne sont pas en état d'entretenir des rabbins » (2).

Dans les derniers siècles du moyen âge, la Pologne reçut d'Allemagne une deuxième vague d'émigration juive. Cette migration est

1. J. Scherer, *Die Rechtsverhaeltnisse der Juden in den Deutsch-Oesterreichischen Laendern*.

2. S. Dubnow, *Weltgeschichte des juedischen Volkes*, t. V.

due à deux raisons : 1) Les Juifs furent entraînés par le flot des émigrés allemands qui se dirigeaient vers la Pologne. 2) Les Juifs y furent poussés par les persécutions, par les « Judenschlaeger », par la Peste noire, dont on les accusait. Ils furent expulsés d'une façon systématique de différentes villes allemandes et autrichiennes. La Pologne offrit un asile aux bannis, une protection aux persécutés, des moyens d'existence à ceux qui, spoliés, arrivaient sans aucune ressource. La Pologne était alors politiquement forte et se préparait à entrer dans un nouveau stade de son développement économique. Le roi Vladislav Lokietek (le Bref) (1306-1333) prépara l'unité polonaise, tandis que son fils, le pacifique Casimir le Grand (1333-1370), travailla sans relâche à diriger la vie civile et économique dans des voies ordonnées.

Dans la colonisation des émigrants allemands, Casimir le Grand voyait, comme son prédécesseur Boleslaw le Pieux, un moyen sûr d'animer le commerce et l'industrie dans le pays. Ce roi avait à cœur les intérêts de toutes les classes de la population, y compris celle des esclaves. Le peuple le surnomma le « Roi des esclaves » et on a dit de lui qu'« il hérita d'une Pologne en bois et en laissa une en pierres », parce qu'il fit ériger beaucoup d'édifices. Pour l'organisation de l'Etat et la construction des villes, le roi Casimir ne pouvait pas se passer de l'esprit entreprenant et des capitaux des Juifs. Ces raisons économiques l'amènèrent, dans la deuxième année de son règne (le 9 octobre 1334), à renouveler le privilège que le prince Boleslaw de Kalisz avait accordé précédemment aux Juifs de la Grande-Pologne.

Ce privilège commence par le préambule suivant :

« In nomine domini amen. Humani generis actiones, nisi vigeant voce testium aut testimonio litterarum, celeriter transeunt et prorsus memoria relabuntur. Igitur nos Casimirus dei gratia rex Polonie nec non terrarum Cracovie, Sandomirie, Siradie, Lancicie, Cujavie, Pomeranie Russieque dominus et heres notum facimus tam presentibus quam futuris, ad quorum noticiam devenerit presens scriptum, quod Judeis nostris in Cracovia, in Sandomiria, in Lamburga et alibi, ubilibet in regno nostro consistunt eorum statuta et privilegia, que a nobis obtinuerunt, de verbo ad verbum, sicut in subsequenti continetur serie, duximus declaranda » (1).

Le privilège débute ainsi :

1. Ph. Bloch, *Die Generalprivilegien der polnischen Judenschaft.*

« I. Primum quidem statuimus, ut pro pecunia aut pro quacunque re mobili aut in causa criminali, que tangit personam aut res Judei, nullus Christianus contra Judeum nisi cum Judeo et Christiano in testimonium admitatur... » (1).

Ce premier paragraphe est d'une grande importance, car il protège les Juifs contre les fausses accusations des chrétiens : le témoignage d'un chrétien contre un Juif ne sera valable que lorsque ce témoignage sera confirmé par un témoin juif.

D'une plus grande importance pour les Juifs était le paragraphe 8 :

« 8. Si Judei inter se de facto discordiam moverint aut guerram, judex civitatis nostre nullam jurisdictionem sibi vendicet in eosdem, sed nos tantummodo aut noster capitaneus, palatinus vel ejus judex judicium exercebit, si autem reatus vergit in personam, nobis tantummodo hic casus reservabitur juridicandus » (2).

En vertu de ce paragraphe, les Juifs étaient soustraits à la juridiction du magistrat et placés sous la juridiction soit du souverain lui-même, soit de son représentant, le voïvode ou capitaine, ou enfin sous celle d'un juge spécialement désigné pour eux.

Les articles, visant la protection des Juifs, rehaussent la valeur de ce privilège.

« 10. Si christianus judeum occiderit, digno judicio puniatur colulum et omnia rei mobilia et immobilia in nostram transeant potestatem » (3).

Le statut prévoit de graves punitions pour l'enlèvement d'un enfant juif en vue de sa conversion au christianisme. Si on blesse un Juif, il faut payer la même amende que pour la blessure faite à un noble.

Protégeant le culte juif, le statut dit :

« 15. Si aliquis temerarie jactaverit super scholas judaeorum, nostro capitaneo volumus duo talenta piperis (4) ut persolvantur » (5).

Le statut renferme un point très important. Conformément aux bulles pontificales de Grégoire IX en 1235 et d'Innocent IV en 1247, il est défendu d'accuser les Juifs d'employer du sang chrétien pour des usages rituels : « cum juxta preceptum legis ab omni prorsus sanguine se

1. *Ibidem.*

2. *Ibidem.*

3. Ph. Bloch, *Die Generalprivilegien der polnischen Judenschaft.*

4 Le poivre étant alors une épice précieuse et rare était très recherché

5. Ph. Bloch, *Die Generalprivilegien der polnischen Judenschaft.*

contineant et abstineant universi » (1). Si toutefois une telle accusation se produit, elle doit être confirmée par le témoignage de six personnes (trois Chrétiens et trois Juifs). Si l'accusation est prouvée, le Juif coupable subira la mort. Si, par contre, le Juif est innocent, le calomniateur chrétien sera passible de la peine capitale.

Le statut fut contresigné par les voïvodes de Cracovie, de Sandomir et par plusieurs barons et comtes.

Par un autre privilège accordé à la demande des Juifs de Cracovie, Sandomir et Lwow, le 25 avril 1367, le roi élargit encore la portée de son statut primitif et l'étendit à toute la Pologne.

L'ensemble de ces privilèges forma la Constitution des Juifs de Pologne.

De même que les corporations bourgeoises des immigrants allemands étaient gouvernées par leur propre « Droit allemand », de même les Juifs cherchèrent à obtenir par voie de privilèges une administration autonome analogue. Car, de ce *jus teutonicum*, seuls, les Juifs de Lwow, où il fut accordé en 1356 à l'ensemble des habitants, jouissaient au même titre que les Chrétiens. Mais, même dans cette ville, les Juifs durent abandonner ce droit, huit ans plus tard (1364), pour accepter celui qui était commun aux Juifs de toutes les autres villes. D'après ce droit, ils étaient soumis dans les affaires civiles générales à la juridiction du voïvode ; par contre, dans les affaires concernant leur vie entre eux, ils étaient gouvernés par des hommes de leur propre choix. Il était fort important pour les Juifs le fait de ne pas dépendre de la juridiction des magistrats des villes et des corporations chrétiennes, car, autrement, ils auraient été livrés à la merci de leurs concurrents ou d'un clergé hostile. L'instance d'appel dans les procès mixtes ou dans les affaires civiles et criminelles était le roi lui-même. Dans les conflits entre Juifs mêmes, si les délinquants ne faisaient pas appel à leur propre juridiction, ils pouvaient s'adresser au suppléant du voïvode, spécialement délégué à cette fin et désigné sous le titre de *Judex Judaeorum*. Celui-ci devait alors se rendre au lieu du conflit et régler l'affaire.

Ainsi, à l'époque où les Juifs étaient maltraités dans les pays de l'Europe occidentale en général et, particulièrement, en Allemagne, ils jouissaient en Pologne de l'égalité devant la loi, de la liberté du commerce et du droit d'habitation dans toute l'étendue du royaume. C'est

1. *Ibidem*.

que les rois polonais, comprenant l'utilité des Juifs pour leur pays, cherchèrent à l'augmenter par voie de privilèges : « *Utilitates camerae nostrae augere cupientes* ».

La situation des Juifs en Pologne s'améliora de plus en plus, de façon que ce pays devint le refuge de leurs coreligionnaires fuyant l'Allemagne. Ils y fondèrent des colonies et des villes, établirent des ateliers et s'enrichirent en enrichissant le pays. La noblesse polonaise avait de la répugnance pour le commerce et l'artisanat : ce furent donc les Juifs qui s'en occupèrent, ouvrant des fabriques et exerçant tous les métiers.

Déjà à cette époque apparaissent les premières agglomérations juives en Pologne. C'étaient : la capitale Cracovie et Sandomir (en Petite-Pologne), Poznan et Kalisz (en Grande-Pologne), Lwow (en Ruthénie-Rouge). Les Juifs de Cracovie, bien que se groupant déjà dans un quartier spécial, n'étaient pas confinés dans ce quartier, qui, d'ailleurs, abritait d'autres habitants. Déjà à cette époque les Juifs de Cracovie comptaient plusieurs grandes fortunes et l'un d'eux, Lewko, fut même le banquier privilégié de Casimir-le-Grand, ce qui ne contribua pas peu à la jalousie de la bourgeoisie.

La mort du grand roi amena un changement dans le sort des Juifs. Comme il n'avait pas laissé d'héritiers mâles, le trône passa à Louis, roi de Hongrie, de la maison d'Anjou (1370-1382). Plus attaché à la Hongrie qu'à la Pologne, Louis gouverna cette dernière par ses lieutenants. Pour conserver le pouvoir, il devait flatter les évêques et la noblesse. Les Juifs durent quitter les villes, ils furent obligés de porter des bonnets jaunes pour être reconnus au premier coup d'œil. Il leur était défendu de se rendre adjudicataires des revenus des douanes ; ils ne pouvaient exercer d'emplois publics quelconques, ni faire le commerce dans les villages.

En 1386, le prince lithuanien Jagellon épousa l'héritière du trône polonais, Hedwige ; à la suite de ce mariage, la Lithuanie et la Pologne furent unies sous un seul sceptre. Il paraît que le roi Jagellon n'avait pas sanctionné le privilège de Casimir-le-Grand. Néanmoins, il se vit obligé de prendre les Juifs sous sa protection lorsque la propagande antijuive dégénéra en excès populaires. Les instigateurs de cette propagande (tous des Allemands, comme le prouvent leurs noms : Lenz, Neukirch, etc.), furent traduits sur l'ordre du roi devant le tribunal. Sous l'influence des commerçants et de la petite noblesse, la *szlachta*,

Vladislas Jagellon (1386-1434) consentit à renouveler la décision du Sejm de Wislica (1347) visant à restreindre la liberté commerciale des Juifs.

Bien que les deux pays, la Lithuanie et la Pologne, fussent réunis désormais sous la même couronne, les attaques antijuives en Pologne n'eurent pas de répercussion en Lithuanie, et les Juifs purent s'installer dans ce dernier pays sans craindre les persécutions.

De quelle année datent les premières installations des Juifs en Lithuanie ? A vrai dire, on ne le sait pas. Ce qui est certain, c'est que, vers la fin du ^{xiv}^e siècle, on trouve déjà des colonies juives dans les villes les plus importantes de Lithuanie et de Volynie, telles que Brest, Grodno, Troki, Luck et Wlodzimierz. Les émigrés juifs, fuyant l'Allemagne et se dirigeant vers la Pologne inclinèrent volontiers vers la Lithuanie. En 1388, le grand-duc de Lithuanie Vitautas (1388-1430); cousin du roi Jagellon, accorda aux Juifs de Grodno et d'autres villes importantes de la Lithuanie un privilège, calqué dans ses parties essentielles sur ceux de Boleslaw de Kalisz et de Casimir-le-Grand. En 1447, le grand-duc Casimir Jagellon devint roi de Pologne sous le nom de Casimir IV (1447-1492) et il appliqua, dans son nouveau royaume, la même politique libérale envers les Juifs qu'il avait pratiquée en Lithuanie. Pour mettre fin aux instigations antijuives, il publia, en 1453, un décret qui sanctionna solennellement les libertés accordées aux Juifs par ses prédécesseurs. Dans le préambule de ce décret, le roi dit : « C'est Notre désir que les Juifs que Nous protégeons dans Notre intérêt aussi bien que dans l'intérêt de l'Etat se sentent sous notre règne en sécurité » (1).

Ce roi fit davantage. En confirmant le privilège de Casimir-le-Grand, il précisa le point relatif aux conflits des Juifs entre eux. Il intercala, dans le paragraphe 10 de sa « Confirmation », le passage suivant :

« Et etiam statuimus, quod quaecumque causa propter discordiam aut contentiones Judaeorum oriretur, hoc nullus, nisi ipsorum antiquiores judicare debent, dempto, quod si ipsi veritatem inter eos comperire nequiverint, extunc ad dominum palatinum hoc deferre debent » (2).

Mais, le clergé, les commerçants allemands et la petite noblesse ne

1. S. Dubnow, *Weltgeschichte des Juedischen Volkes*, t. V.

2. *Roussko-jevreiski archiv*, t. III, n° 5, § 10.

s'endormaient pas. Soutenus par l'évêque Obesnicki, devenu cardinal, ils arrachèrent au roi, en 1454, le statut de Nieszawa, qui restreignait les libertés juives. Mais, ce statut resta, du vivant du roi Casimir IV, lettre morte, car le roi ne manquait pas l'occasion de témoigner aux Juifs sa bienveillance. Tout changea à sa mort. Sous son successeur, son fils Jean-Albert (1492-1501), les ennemis des Juifs obtinrent du roi l'éloignement de ces derniers de Cracovie. Ainsi, la haine qui avait chassé les Juifs d'Espagne, de France, d'Allemagne ne s'arrêtait plus à la frontière polonaise.

Comment expliquer cette haine ? A quoi l'attribuer ? Nous croyons pouvoir l'expliquer ainsi :

Les Juifs étaient, dans toute l'Europe, surtout des citadins et des commerçants. La concurrence et l'envie des commerçants de Pologne, qui étaient alors tous des Allemands, n'étaient pas moins grandes qu'en Allemagne même. Seulement, la situation sociale en Pologne était autre que dans l'Europe occidentale et cette différence donnait aux Juifs la possibilité de gagner leur vie. En Allemagne, les villes impériales jouaient un rôle important ; empereur et princes rivalisaient pour obtenir leurs faveurs et cherchaient dans les villes un soutien et de l'argent. En Pologne, la noblesse était tout et les villes s'efforçaient en vain de faire valoir leurs droits. Dans les Sejms, la noblesse s'efforçait d'opprimer l'état naissant de la bourgeoisie et, pour arriver à cette fin, les nobles se servaient de leur droit d'exemption d'impôts. Même les maisons qu'ils possédaient dans les villes étaient exemptes d'impôts. Un des moyens d'abaisser les bourgeois était de soutenir les Juifs dans leur lutte contre les municipalités.

Dans chaque ville royale libre, la communauté juive était en conflit avec la municipalité. A Poznan, à Kalisz, à Lwow les Juifs luttèrent pour le droit d'habitation et de commerce. Parfois, il y avait trêve, c'est-à-dire que le conflit se terminait par un compromis commercial, plus souvent, par des excès et des violences. Les compromis commerciaux mettaient un frein à l'expansion du commerce des Juifs et entravaient leurs entreprises. Mais les Juifs, ne pouvant pas s'en tenir longtemps à cette liberté limitée, passaient outre. Cela fournissait des prétextes à des reprises d'hostilités. Telle fut la raison de l'expulsion des Juifs de Cracovie en 1495. Comme ç'avait été souvent le cas en Allemagne, les Juifs durent abandonner maisons et biens, synagogues et cimetières, mais ils n'allèrent pas loin : ils s'installèrent dans le voi-

sinage, sur les bords de la Vistule et de la Wilga et y fondèrent la « Sainte communauté » de Kazimierz.

Mais les Juifs avaient besoin de la grande ville, d'où leur infiltration dans Cracovie et la location de boutiques sur la place du marché, ce qui ralluma de nouveau la haine, endormie, pour un temps, des bourgeois et des commerçants de la capitale. Le sort des Juifs ne fut pas meilleur dans les autres villes. Ainsi, ils furent expulsés de Briesz, de Bochnia, d'Oswiecim, de Joslo, de Krosno, etc.

En général, on pourrait énoncer la règle suivante : plus les Juifs se trouvaient rapprochés de l'Ouest, mieux la bourgeoisie était organisée, plus les Juifs souffraient. Les villes allemandes, telles que Dantzig, Thorn, Elbing, Marienbourg se débarrassèrent entièrement des Juifs. Bromberg possédait des Grands-Maitres de l'Ordre teutonique le droit de *non tolerandis Judæis* ; dans toute la Masovie, y compris Varsovie, les Juifs n'avaient pas le droit d'habitation et dans la Grande et Petite-Pologne les Juifs n'avaient pas le droit de posséder d'immeubles, de moulins, ni de prendre à ferme les impôts. Dans la Pologne orientale, par contre, dans la Ruthénie-Rouge (Galicie orientale et Podolie) et en Volynie, les Juifs avaient tout le commerce, affermaient tous les impôts, des villages entiers, des moulins, des péages. Les magnats polonais, grands propriétaires, fondaient beaucoup de villes dont les habitants étaient exclusivement des Juifs. Dans la campagne aussi, les Juifs prenaient à bail les moulins, les étangs, les auberges, etc.

A l'encontre du roi polonais Jean-Albert, son frère Alexandre, grand-duc de Lithuanie, se montra bienveillant pour ses sujets juifs : il leur permit d'affermir les *regalia*. D'autant plus surprenant dut leur apparaître son décret de 1495, qui les somma de quitter le territoire lithuanien. La plupart de ces Juifs expulsés s'installèrent avec la permission du roi Jean-Albert en Pologne, tandis qu'une partie des expulsés, et notamment ceux de Volynie et de Kiew, se dirigèrent vers la Crimée.

En 1501, Jean-Albert mourut et son frère Alexandre, grand-duc de Lithuanie, lui succéda sur le trône de Pologne. Il n'était pas raisonnable de maintenir les Juifs expulsés de Lithuanie dans la Pologne surpeuplée, tandis que la Lithuanie avait de grands territoires très peu peuplés. Ayant pris l'avis de ses conseillers, Alexandre permit aux Juifs expulsés de regagner leur patrie (1513), leur permettant en outre de rentrer dans leurs anciennes possessions telles que maisons, ter-

rains, synagogues et cimetières. Ils devaient seulement payer désormais un impôt spécial, nommé *Poworotne* (impôt de retour).

Malgré toutes ces entraves, les Juifs de Pologne et de Lithuanie constituaient, au commencement du xvi^e siècle, une puissance économique et sociale avec laquelle il fallait bon gré mal gré compter. Après une période de quatre siècles, durant laquelle les Juifs de Pologne et de Lithuanie furent tributaires des centres juifs d'Allemagne, ils s'émancipèrent d'eux dans le domaine intellectuel et déployèrent une grande activité spirituelle, qui rayonna même, par la suite, sur leurs coreligionnaires de l'Europe occidentale.

A Alexandre (1501-1506) succéda sur le trône de Pologne Sigismond I le Vieux (1506-1548). Comme ses prédécesseurs, il accorda des privilèges aux Juifs. Ainsi il permit, par son décret du 4 juin 1507, que le *Judex Judaeorum* put être aussi bien un Juif qu'un chrétien (1). Mais, à l'encontre de ses prédécesseurs, le rôle que le roi Sigismond I jouait dans la vie juive ne s'arrêta pas aux privilèges. Il prit à cœur de consolider l'organisation des communautés juives.

A la tête de chaque communauté, le roi mit un rabbin qu'il appela « Docteur en droit juif », ou « Préfet », ou encore *Senior*. Chaque *senior* était assisté d'un certain nombre d'« exacteurs », d'abord pour certaines provinces, plus tard pour tout le royaume. Par ces « exacteurs » appelés eux aussi « Préfets » et qui étaient soustraits à la juridiction ordinaire des tribunaux municipaux et royaux, le roi voulait exercer, dans des vues fiscales, une pression immédiate sur les Juifs et établir un certain ordre dans les impôts payés par eux.

Sigismond I n'innova pas dans ce domaine. Déjà, avant lui, Robert, empereur d'Allemagne (1400-1410), avait nommé, en 1407, Israël de Krems « Hochmeister ueber aller Rabbiner, Juden und Juedinnen des deutschen Reiches » (2). Conrad de Wissembourg nomma Anselm de Cologne Grand-rabbin, et Charles IV chargea le comte Félix Berdenbourg de nommer un Grand-rabbin pour encaisser le « Guldener Opferpfennig ». Tous ces essais échouèrent. Le Grand-rabbinat allemand expira bientôt. Malgré cet échec, l'exemple allemand inspira Sigismond I ; seulement, au lieu d'une seule personne, le roi polonais en nomma plusieurs : un *senior* ou « docteur », auquel il adjoignit un ou deux « exacteurs ».

1. Meisl, *Geschichte der Juden in Polen und Russland*, p. 135.

2. *Ibidem*.

En Lithanie, le roi concentra ces deux fonctions en une seule personne, à laquelle il subordonna les rabbins qui devaient la seconder par leur pouvoir spirituel pour châtier les récalcitrants.

Cette charge d'« exacteur » fut d'abord intermittente ; le roi voulut la transformer en une charge constante. Les premiers « exacteurs » intermittents furent les Juifs de Poznan Salomon et Samuel, auxquels le roi délivra, le 25 mai 1512, une quittance pour la somme encaissée de 235 florins d'or. Mais, dans la même année, le roi nomma, le 2 juin, d'une façon durable, Abraham de Bohême percepteur des impôts juifs de Grande-Pologne (« In exactorem universalem omnibus Judaeis in terris Majoris Poloniae demorantibus ») (1) et, le 6 août, le juif Franczek « exacteur » de Petite-Pologne et de Ruthénie-Rouge. Ils furent exemptés tous les deux de la juridiction du voïvode et soumis à celle du roi.

L'opposition des Juifs allait jusqu'à refuser le paiement des impôts. Franczek se retira et, en 1512, nous trouvons un seul « exacteur » pour toute la Pologne : Abraham de Bohême.

Cet Abraham était venu, au début du xvi^e siècle, de Bohême en Pologne. Il s'installa à Cracovie. Ses relations antérieures avec le roi Ladislas de Hongrie et l'empereur Maximilien lui servirent plus tard dans sa nouvelle patrie. Il fut nommé, comme nous venons de le dire, le 2 juin 1512, par le roi Sigismond I percepteur des impôts juifs pour la Grande-Pologne. Le 29 septembre 1514, le roi ordonna à tous les Juifs de la Grande et de la Petite-Pologne de payer les impôts à leur préfet, le Juif Abraham de Bohême. Tout récalcitrant sera obligé de payer le double et sera même excommunié par le rabbin. Voici ce décret royal :

« CCLII, Sigismundus Rex, universis et singulis Judaeis in Majori et Minori Polonia ubilibet existentibus et commorantibus. Judaei, Noveritis, quia praefecto vestro Abraha Judaeo Bohemo, pre nos universaliter vobis constituto, mandavimus : ut sine ulla mora a vobis nostras exactiones exigeret et perciperet et ad thesaurum daret. Vobis itaque mandamus omnibus et singulis : quatenus per eundem requisiti, sine mora ulla ejusmodi redditus nostros ei extradatis sub penis nostris gravissimis duplicatis et sub execratione per doctorem mandato

1. M. Balaban, *Skizzen und Studien zur Geschichte der Juden in Polen.*

nostro in vos et quemlibet vestrum fulminanda. Igitur aliter non facturi.

Datum Vilne XXIX septembris » (1).

Le 24 octobre de la même année, le roi envoya un rescrit à tous les rabbins de son royaume, leur ordonnant d'obliger les Juifs, sous menace d'excommunication, à payer les impôts et redevances. Si les rabbins ne le faisaient pas, ils seraient punis par le roi. Voici ce document :

« CCCXIII. Sigismundus Rex, Doctoribus Judaeorum in Regno existentibus, universis et singulis Judaerom doctoribus in regno in communitate Judaeorum existentibus mandato nostro praesenti et severo sub penis gravissimis mandamus : quatenus excommunicatione preter nostras duplicatas penas omnibus inobedientibus impositas et imponendas, omnes inobedientes ad celrem solutionem nostre exactionis compellatis. Secus sub indignatione nostra non facturi.

Datum Vilne XXIV octobris » (2).

Mais Abraham de Bohême se heurta à une opposition farouche de la part des Juifs. La répartition des impôts était, jusqu'alors, l'affaire de la communauté juive. De même la communauté ne voulait pas renoncer à la juridiction qu'elle exerçait au profit d'un seul juif. Voulant apaiser le conflit, Abraham consentit à percevoir une somme globale annuelle de deux cents florins de la communauté de Kazimierz. Mais les *seniores* n'y consentirent pas. Il fallut recourir à de longs pourparlers avec les communautés pour les amener à l'obéissance, comme nous prouve l'accord d'Abraham avec la communauté de Lublin, conclu en 1517. Il avait surtout des difficultés avec la communauté de Cracovie, qui lui contesta même le droit de séjour dans cette ville. Abraham eut recours à des moyens extraordinaires. Il voulut obliger les rabbins à excommunier les récalcitrants. Il n'y parvint pas, mais devint l'objet lui-même de l'excommunication que lança contre lui Jacob Polak. Le roi réagit par son décret du 16 août 1518, par lequel il défendit aux rabbins, sous peine de deux cents florins, d'excommunier Abraham de Bohême.

« Vobis vero Judaeis omnibus praesertim vero doctoribus districte praecipimus, quatinus praedictum Abraham in hoc nostra illi concessa

1. *Acta Tomiciana*, t. III, p. 210-211 ; Voskhod, 1884, II, p. 41.

2. *Ibidem*.

libertate et praerogativa teneatis conservetis et liberum habeatis, nihilque contra ipsum vel bannis, vel aliis legis et sectae vestrae usibus... agere praesumatis sub poena ducentarum marcarum pecuniae communis » (1).

Nous avons conservé un autre document qui nous montre tout l'intérêt que le roi Sigismond I témoignait à Abraham de Bohême. C'est un ordre adressé aux rabbins de Cracovie d'excommunier tout Juif qui refuserait de contribuer à la somme de deux cents florins dont le roi voulait gratifier son préfet.

« Mandamusque doctoribus legis vestre ut vos ob eam rem carpant aut vos censuris legis vestre ad solvendum compellant, et nos penas nostras in vos repetemus » (2).

Néanmoins Abraham ne put pas se maintenir dans ses fonctions. Il avait des difficultés d'argent, il se fit des ennemis parmi les Juifs et les Chrétiens, notamment parmi les Juifs convertis. Il s'adressa à l'empereur Maximilien qui prit parti pour lui et le recommanda chaleureusement au roi Sigismond (les relations entre les deux souverains étaient, en ce temps, très amicales). Sigismond donna à Abraham, le 16 août 1518, une lettre le soustrayant à toute juridiction civile et religieuse juive, le plaçant sous la juridiction immédiate du roi. Il obtint en outre le droit de séjour et de commerce dans toute l'étendue du royaume polonais (3).

Parallèlement avec Abraham de Bohême, le roi Sigismond I nomma, le 24 février 1511, *senior* et juge de tous les Juifs en Lithuanie Michel Josefowicz, frère d'Abraham Josefowicz, ministre des finances de Pologne. Ce dernier était converti au christianisme. Malgré sa conversion, il resta en bons termes avec ses frères juifs et il faut croire qu'il était de grande utilité, grâce à sa position officielle, pour son frère Michel, qui, bien que resté juif, fut néanmoins adoubé chevalier par le roi en 1525. Ce fut l'unique Juif noble en Pologne et en Lithuanie.

La lettre de nomination de Michel Josefowicz, *senior* et juge, dit ce qui suit :

« ... Nous étant rendu compte des services fidèles de Notre Michel de

1. *Roussko-Yevreikis archiv*, III, n° 104.

2. A.-E. Harkavy, *Hadachime gam yechanime* (Additions à la traduction hébraïque de l'histoire juive de Graetz, t. VII) ; Voskhod 1884, II.

3. S. Dubnow, *Enzyklopaedie des Judentums*, art. Autonomie.

Brzesc, Nous lui avons donné les pouvoirs suivants : Il doit représenter toutes vos affaires devant Nous et sera *senior* sur vous tous. Vous pouvez vous adresser à Nous par son intermédiaire et devrez lui obéir en tout. S'il ordonne à quelqu'un de se présenter à Nous, celui-ci doit le faire. Il doit vous gouverner et vous juger d'après la coutume de vos droits et doit châtier les coupables, chacun selon sa faute. Et les impôts, ainsi que le « Florin d'argent » que nous imposons cette fois sur toute Notre patrie, le Grand-Duché de Lithuanie, et que Nous imposerons plus tard, tout ceci, vous devez lui donner et lui Nous le transmettra. C'est pourquoi vous devez le traiter en *senior*, lui obéir toujours et vous adresser à lui en toutes circonstances. Nous voudrions vous rendre justice par son intermédiaire dans toutes vos affaires. Et tous les impôts que vous Nous donnez, vous les remettrez entre ses mains. De même, Nous lui avons permis de se faire seconder par un « docteur » de son choix dans tous les cas de désobéissance. » (1)

Comme nous le voyons, le pouvoir de Michel Josefowicz s'étendait à la juridiction et à la représentation des Juifs auprès du roi et à la perception des impôts. Ce dernier point semble le plus important, car le roi le mentionne deux fois dans le décret. Michel serait donc un percepteur d'impôts et, c'est pourquoi, le roi l'investit d'un grand pouvoir. Les récalcitrants seront excommuniés et, étant donné que Michel n'était pas rabbin, le roi lui permettait de s'associer un « docteur », c'est-à-dire un rabbin.

Il ressort d'un autre document que la nomination de Michel Josefowicz comme chef et *senior* avait pour base la perception des impôts. Le roi ordonna, en 1514, au voivode de Poznan de protéger et d'aider Michel Josefowicz contre les voleurs, qui menaçaient aussi bien la vie de Michel que celle de ses parents. Dans cette lettre le roi l'appelle : « Notre commissaire des recettes dans le Grand-Duché de Lithuanie » (2).

Malgré la haute protection du roi, ni Michel Josefowicz, ni Abraham de Bohême ne purent vaincre la résistance des Juifs, car ceux-ci, rejetant tout représentant et chef imposé, avaient créé un organe central qui leur était propre. C'était le VAAD HA'ARATSOT (« Congrès des Pays ») qui devait durer plus de deux siècles.

1. Roussko-yevreiski archiv, I, n° 61.

2. Berchadski, *Litovskié yevréi*, p. 361.

CHAPITRE II

L'AUTONOMIE JUIVE ET SON ORGANE CENTRAL, LE *VAAD*.

Origines de l'institution.

Les principaux centres commerciaux de la Pologne, au xvi^e siècle, étaient Lublin et Jaroslaw. Deux fois par an s'y tenaient de grandes foires, dont l'une s'ouvrait à Lublin à la fête de la Chandeleur (le 2 février) et l'autre à Jaroslaw, à la fin de l'été. Ces foires duraient une quinzaine de jours et elles attiraient les commerçants chrétiens et juifs de tout le royaume. D'après une vieille coutume affluaient aux foires les élèves des *Yechiboth* (académies talmudiques) avec leurs professeurs pour se distinguer par l'étendue de leurs connaissances devant d'autres collègues en présence de nombreux hôtes ou pour suivre les conférences de savants célèbres d'autres villes. Des Juifs riches y venaient également pour marier leurs filles avec des candidats au rabbinat. En outre, les rabbins des principales communautés venaient à ces foires pour juger les litiges commerciaux entre les Juifs de deux communautés différentes. Ils y établissaient à cette fin des tribunaux forains. Peu à peu ces foires devinrent le rendez-vous des commerçants et des rabbins de toute la Pologne. Les tribunaux forains prirent alors un autre caractère. Ils se transformèrent en synodes, où les représentants de diverses communautés délibéraient sur l'état religieux et intellectuel de leurs ouailles. A ces synodes purement religieux s'adjoignirent parfois des représentants laïques des communautés juives, lorsqu'il s'agissait des intérêts vitaux d'une province entière. Les représentants de cette province se réunissaient alors en synode provincial. C'est ainsi que les représentants de la Grande-Pologne obtinrent le privilège de Boleslaw de Kalisz en 1264. La Grande-Pologne comprenait alors le pays situé

sur les deux rives de la Wartha (affluent de l'Oder) et à savoir, les villes de Poznan, Gniezno, Kalisz, Lenczyce, Brzesz et Wloclawek. Le privilège de Boleslaw constitua la charte communale des Juifs de cette province. C'est dans ce privilège que nous trouvons le noyau de leur organisation centrale ultérieure : VAAD CHEL POLINE GUEDOLA. Ce privilège était de la plus haute importance pour les Juifs de Grande-Pologne, étant donné les conditions juridiques dans lesquelles se trouvaient alors la Pologne en général et les Juifs en particulier.

La loi polonaise ne comptait qu'avec une partie de la population, la noblesse. Tous les droits et privilèges étaient accordés à cette caste et les nouveaux arrivés qui allaient fonder dans ce pays exclusivement agricole de nouveaux centres de vie et d'activité, les Juifs et les Allemands, se seraient trouvés hors la loi s'ils n'avaient pas demandé de leur côté un règlement des conditions de leur vie. Les Allemands avaient déjà une certaine tradition sur laquelle ils pouvaient baser leurs desiderata. Le « Droit de Magdebourg » en est résulté.

Les Juifs n'avaient pas cette tradition. Dans les pays de l'Europe occidentale, qu'ils venaient de quitter, ils avaient été souvent en butte aux calomnies de leurs concurrents, commerçants chrétiens, et en proie aux superstitions de la foule. Les Juifs furent les boucs émissaires de l'épidémie qui éclata au milieu du xiv^e siècle, la « Peste noire ». L'hostilité du clergé fournissait d'autres prétextes aux excès de la population trop crédule (vol de vases sacrés, profanation d'hosties). Mais la mise à sac réitérée des maisons juives, le pillage de leurs fortunes avaient leur répercussion sur le Trésor de l'Etat. Pour mettre un terme à ces violences nuisibles à leurs finances, les princes régnants des pays en question, ayant déclaré les Juifs *servi camerae*, les prirent sous leur protection immédiate. Renonçant au titre d'« hommes libres », qui ne leur procurait, d'ailleurs, aucune liberté, augmentant par le nouvel impôt qu'ils payaient pour cette protection d'Etat la richesse du Trésor, les Juifs contribuèrent à la consolidation du pouvoir central au détriment des seigneurs féodaux. Mais, si leur nouvel état les mit à l'abri des exigences municipales, il les rendit taillables et corvéables à merci vis-à-vis de leurs nouveaux protecteurs ; d'ailleurs, il assurait mal leurs biens et leur vie contre les excès de la foule, qui ne prenait pas toujours garde au fait qu'elle s'attaquait aux biens de l'Etat. Les Juifs renoncèrent donc à cette protection et émigrèrent en masse en Pologne.

Contribuant par leur énergie et leur argent à l'érection des villes et au développement du commerce et de l'industrie dans la même mesure que les Allemands, les Juifs s'attendirent à jouir d'une autonomie municipale semblable à la leur. Cette autonomie municipale, ils l'avaient en fait avant de l'avoir obtenue en droit. Aidant à l'érection des villes, les Juifs occupaient une ou plusieurs rues dans chacune d'elles, formant ainsi un quartier spécial. Ainsi, il y avait une rue juive à Lwow (aujourd'hui Blacharska), une à Poznan (ulica Zydowska), une à Cracovie (aujourd'hui ulica Saint-Anny, etc). Ce quartier était situé la plupart du temps à proximité du marché et souvent hors de la ville. Il pouvait donc être territorialement séparé du reste de la ville et présenter une sorte de ville distincte. Au milieu du quartier juif s'élevait la synagogue et les autres institutions religieuses et municipales. L'autorité publique n'intervenant pas dans les affaires intérieures des Juifs, ces derniers devaient eux-mêmes pourvoir à tous leurs besoins municipaux. Ils établirent à la tête de chaque communauté une municipalité appelée *Kahal* (assemblée). Ce *Kahal* n'exerçait pas seulement la justice, mais avait encore la surveillance des constructions, le contrôle sanitaire, les pouvoirs de police et toutes les fonctions qui entraient dans la compétence de la municipalité pour le reste de la ville.

Nous ignorons le nombre des membres du *Kahal*. De même nous ignorons si ces membres étaient élus ou nommés et à quel titre et par quel mode. Nous pouvons seulement supposer par analogie avec ce qui se fait encore de nos jours en Pologne et en Lithuanie, où les conditions n'ont pas dû beaucoup changer depuis, que ces notables étaient les plus riches commerçants de la communauté, ceux qui, par leur fortune et leur situation sociale, étaient à même d'intervenir auprès des autorités. D'ailleurs, les fonctions municipales étant pour la plupart honorifiques et exigeant souvent de leurs titulaires des sacrifices de temps et d'argent, les membres de la communauté étaient contents de charger de cette tâche quelques riches et personne ne songeait à la leur disputer.

A la tête du *Kahal* se trouvait le chef religieux de la communauté, le rabbin. A cette époque, comme encore de nos jours, le rabbin était nommé à vie par le *Kahal*. C'était un personnage qui, outre sa valeur morale, s'était signalé par ses vastes connaissances talmudiques. Ce dernier point était très important étant donné que le rabbin était le juge de sa communauté et devait tirer du Talmud et de ses commen-

taires la solution des problèmes qui lui étaient posés. La juridiction du rabbin s'étendait aux affaires religieuses et civiles entre Juifs. Ce droit consacré par le temps paraissait si évident qu'il n'est pas mentionné dans le privilège de Casimir le Grand. Mais, comme il se produisait sans doute des empiètements du fait des voïvodes, le privilège de 1453, accordé par le roi Casimir IV Jagellon aux Juifs de Cracovie et aux Juifs de Poznan et étendu par la suite aux Juifs des autres villes, précisa que, dans les affaires civiles entre Juifs, ils seraient jugés par leurs anciens. Ce privilège offrit ainsi une base légale à la juridiction juive. Mais il n'explique pas par qui et comment ces anciens devaient être désignés. Ce sont les voïvodes qui s'en chargèrent. Ils promulguèrent des « Règlements Juifs » (*Porzondek zydowski*) dans lesquels ils fixèrent les détails de l'organisation judiciaire.

Le premier « Règlement juif » fut promulgué par le voïvode de Cracovie André Tescynski, le 9 avril 1527. En voici quelques paragraphes :

« 1. Les différends entre Juifs et Chrétiens sont tranchés par le suppléant du voïvode (*Vicesgerens*), assisté des *seniores* juifs, qui sont désignés par le voïvode.

3. Les différends entre Juifs mêmes sont tranchés par les *Doctores* (rabbins) *seu seniores Judaeorum*.

5. Le Juif ne peut être jugé que dans le quartier juif et ne peut être incarcéré que dans la prison juive » (1).

Ce dernier paragraphe correspond au paragraphe 23 du privilège de Casimir le Grand, qui dit : *Judaei circa scholas vel ubi eligerint, debent judicari* (2).

Ainsi ces règlements, tout en restreignant d'une part les droits des Juifs (les *seniores* étant désignés par le voïvode), les consolida d'autre part en reconnaissant officiellement la juridiction juive. Le Juif, qui, hors de son quartier, devait se coiffer d'un bonnet spécial pour être distingué d'un chrétien, ne se trouvait pas, devant la loi, inférieur à ce dernier. Si, dans les procès mixtes, il était jugé par le *vicesgerens* du voïvode, qui était chrétien, il n'avait pas à craindre la partialité de celui-ci, étant donné que le jugement n'était valable que s'il était approuvé par les assistants juifs. Si le Juif était déclaré coupable et condamné

1. M. Balaban, *Die Krakauer Judengemeindeordnung von 1595*.

2. *Ibidem*.

à la prison, celle-ci se trouvait dans son quartier et son geolier lui-même était un coreligionnaire, qu'il ne pouvait pas soupçonner de préjugés confessionnels. Le Juif, trouvant sa protection et son abri entre les murs de son quartier, se vit bientôt forcé d'y demeurer même contre son gré et s'isoler de plus en plus du reste de la population indigène. Voulant se débarrasser de leurs concurrents, les commerçants de Cracovie obtinrent, en 1495, de Jean-Albert l'éloignement des Juifs, qui fondèrent à proximité de la capitale la communauté de Kazimierz. Les Juifs qui, jusqu'alors, avaient droit d'habitation dans toute l'étendue du royaume et qui s'étaient massés dans des quartiers spéciaux de leur propre gré, furent astreints à y demeurer. Au début du xvi^e siècle, nous trouvons des *ghetti* dans toutes les grandes villes de la Pologne.

Pourtant, éloignés de la vie civile générale, les Juifs polonais savaient organiser leur vie intérieure, sinon mieux, du moins aussi bien que les classes dirigeantes de la nation polonaise.

Il ne manquait aux communautés juives qu'un organe central les unissant toutes et les représentant à l'extérieur pour faire de leur autonomie municipale une autonomie nationale. Des raisons extérieures contribuèrent à la naissance d'un tel organe. La raison extérieure fut le changement qui se produisit dans la politique fiscale du royaume.

Jusqu'en 1565, les impôts votés par le Sejm constituaient la seule ressource du Trésor. Aussi la création d'un Trésor public qui disposerait de revenus indépendants des votes du Sejm constitua-t-elle, au xvi^e siècle, le problème le plus important de l'organisation financière. Les impositions votées à différentes reprises au xvi^e siècle par le Sejm figurent généralement sous le nom de « Levées » (*Pobory*) et comprennent différentes taxes, tant directes qu'indirectes. L'imposition directe de la noblesse disparut alors que les impôts qui pesaient sur les paysans et les bourgeois augmentèrent sensiblement en même temps qu'ils se différencièrent de plus en plus. En 1520, on institua la capitation, à laquelle furent soumises toutes les classes de la population.

Le « Szos » jouait dans les villes le même rôle que l'impôt foncier dans les campagnes. Impôt municipal, le « Szos » était primitivement un impôt sur la fortune. Lorsque le revenu normal des biens appartenant à la ville ne suffisait pas à couvrir les dépenses publiques, tout bourgeois était tenu de donner une partie de sa fortune au profit de la cause commune. Plus tard, le « Szos » se changea en un impôt immobilier sur les maisons d'habitation, les places et autres terrains. Il fut

complété par les impôts sur le commerce et l'industrie, l'argent liquide, etc. Dans certaines villes, cet impôt comprenait aussi la capitation. Il frappait tous ceux qui ne payaient à aucun autre titre d'impôts directs. Chaque nouvelle perception du « Szos » ne s'accompagnait pas d'une nouvelle estimation de la fortune du contribuable. On s'en tenait, parfois, pour le prélever, aux « anciens reçus ». Les autorités municipales des différentes villes déterminaient elles-mêmes la somme à payer par chaque contribuable sur le montant global du « Szos », habituellement sous forme d'impôt immobilier. La population juive qui était, au début du xvi^e siècle, presque exclusivement fixée dans les villes, payait le « Szos ». Mais, en raison des difficultés qu'il présentait pour l'exacte évaluation de leur fortune, on lui substitua, le 16 septembre 1549, la capitation, qui se montait à trente *gros* par chef de famille.

Cependant la capitation suscita d'autres problèmes, que l'Etat ne pouvait résoudre sans l'aide du *Kahal*, car seul ce dernier pouvait connaître le nombre exact des familles juives. Il était donc de l'intérêt de l'Etat de favoriser l'existence du *Kahal*, qui lui servait de contrôleur pour l'établissement du nombre des assujettis à la capitation. Le gouvernement conçut alors l'idée de s'épargner aussi la peine de se tenir en contact avec chacune des communautés juives en particulier, d'autant plus que le nombre de celles-ci en Pologne-Lithuanie au xvi^e siècle allait croissant. Pour mieux répartir les impôts, il était nécessaire de grouper les communautés en districts. Ainsi naquirent des districts fiscaux, dont les limites correspondaient en général aux frontières historiques de chaque province : la Grande-Pologne (chef-lieu Poznan), la Petite-Pologne (chefs-lieux Cracovie et Lublin), la Ruthénie-Rouge (chef-lieu Lwow), la Volynie (chefs-lieux Wlodzimierz-Wolynsk et Kamieniec), la Lithuanie (chefs-lieux Brzesc, Grodno et plus tard Vilna). Les nombreuses communautés juives se groupèrent elles aussi en districts. Chaque district ayant à payer une somme globale chargea de la répartition de cette somme entre ses différentes communautés les *Kahal* de celles-ci. Les *Kahal* se réunissaient en conférences pour délibérer sur les sommes que chaque communauté pouvait et devait payer. C'est ainsi que les communautés de la Grande-Pologne envoyèrent leurs représentants à Wloclawek, où ils se réunirent, le 19 février 1519, pour la première fois, afin de répartir entre elles la somme des impôts.

Pour simplifier encore davantage le système de la répartition des

impôts et afin de ne pas être obligé de s'occuper même de chaque district, le gouvernement se décida à constituer un organe central, qui embrasserait tous les districts et serait responsable de la rentrée régulière des impôts des Juifs de tout le pays. Mais avant d'arriver à l'idée d'instituer cet organe central, qui aurait pu prendre le caractère d'un corps représentatif du judaïsme polonais — ce que le gouvernement ne voulait pas admettre — il essaya d'abord d'établir la centralisation des impôts juifs par l'intermédiaire non d'un corps entier, mais d'une ou deux personnes. Les souverains de Pologne essayèrent, comme jadis ceux d'Espagne, d'attacher les Juifs au fisc en réunissant dans la même personne la charge de percepteur général des impôts et celle de chef suprême de toutes les communautés, de Rabbin-général, nommé par le gouvernement. C'est ainsi que Sigismond I nomma, comme nous l'avons dit plus haut, ses percepteurs ou « exacteurs » d'impôts Abraham de Bohême et Franczek Préfets des communautés juives de Grande et de Petite-Pologne, tandis que son fermier général Michel Josefowicz était qualifié de « Représentant des Juifs de Lithuanie ». Bien que ces fonctionnaires fussent secondés par des rabbins, ils n'eurent aucune autorité et les communautés se soumirent à leurs ordonnances avec une extrême répugnance. Aussi cet essai fit-il naufrage. Le roi tenta alors de centraliser les communautés juives d'une autre manière : il s'empara de la nomination des rabbins provinciaux et nomma de son chef des *Doctores Judaeorum* dans plusieurs villes. De cette façon le roi Sigismond I nomma, en 1527, rabbin Moïse Fischel, fils de Franczek déjà cité (1). Peu d'années après, le roi nomma Mendel Frank rabbin de Brest-Litowsk (vers 1530-1540).

D'ailleurs, en s'immisçant dans la nomination des rabbins, Sigismond I ne faisait que suivre l'exemple de son prédécesseur.

Déjà, en 1503, le roi Alexandre nomma Jacob Polak Grand-rabbin. A Cracovie existaient alors deux communautés : l'une de Juifs polonais et l'autre de Juifs étrangers, pour la plupart venus de Bohême, attirés, peut-être, par l'élévation de leur compatriote Abraham à sa haute fonction. Entre ces deux communautés régnait une hostilité constante. Pour mettre fin à cet antagonisme, le roi nomma deux

1. Ante annos aliquot constituerimus Moysen Doctorem Judaeorum nostrum Posnaniae et alibi in terris Majoris Poloniae degentium contulerimusque et jurisdictionem et judicatum legalem Mosaicam in eisdem terris super Judaeis ubique exercendum (L. Lewin, *Die Landessynode der grosspolnischen Judenschaft*).

rabbins, un pour chaque communauté : Ossar pour les Juifs indigènes et Perets pour les Juifs étrangers.

Mais rien ne favorisa autant l'autonomie juive que ces essais des rois polonais pour organiser les Juifs en les soumettant à un Grand-rabbin, nommé par eux. En effet, les communautés juives témoignaient très peu de confiance à ces chefs imposés et bientôt cette méfiance se transforma en opposition. Celle-ci fut poussée à un tel point que le rabbin Mendel Frank se vit obligé de s'adresser au roi, se plaignant de l'insoumission des communautés. Sigismond I dut intervenir en faveur de son protégé auprès des Juifs de Lithuanie, les exhortant à se soumettre sans restriction aux jugements rendus par leur « Docteur », qui les jugeait d'après les lois juives.

Néanmoins l'opposition des communautés juives allait croissant, de sorte que le roi se vit forcé d'abolir lui-même l'institution du Grand-rabbinat. Le 23 avril 1540, il envoya à son voïvode de Lublin un décret qui porte le titre suivant : *Literae mandati ad palatinum Lublinensem pro Judaeis cracoviensibus, posnaniensibus et leopoliensibus dati*, (1). Dans ce document le roi mande au voïvode de Lublin qu'il a reçu une plainte des Juifs de Cracovie, de Poznan et de Lwow contre le Grand-rabbin Chakhno qui sème, d'après eux, la discorde et l'inquiétude entre eux pendant les conférences qu'ils tiennent aux foires de Lublin. Il entrave, en outre, leur commerce et les opprime par des excommunications et des impositions contraires à leurs lois. Le roi prescrit au voïvode d'interdire au Grand-rabbin Chakhno, sous peine d'une amende de mille marcs, d'imposer à ses fidèles des obligations nuisibles à leurs intérêts et de lui défendre surtout de se servir de l'excommunication sans le consentement de six anciens, pris à raison de deux par ville dans les communautés de Cracovie, Poznan et Lwow. En même temps, le roi annule les pleins pouvoirs du Grand-rabbin en tant qu'ils se trouvent en contradiction avec le nouveau décret.

Ce document reflète, d'une part, la lutte soutenue par la ligue des trois communautés de Cracovie, Poznan et Lwow contre le rabbinat et les *seniores* ou représentants des communautés, c'est-à-dire, entre l'autorité laïque et l'autorité ecclésiastique. Le document royal nous fournit encore un renseignement très important, touchant la composition du tribunal forain qui devrait comprendre, d'après ce décret, sept

1. S. Dubnow, *Weltgeschichte des jüdischen Volkes*, VI, 469.

membres dont un rabbin et six laïques. Le plus curieux est que c'est le roi lui-même qui s'est chargé de régler ce détail.

Les efforts faits par Sigismond I pour centraliser les impôts des Juifs ont avorté, l'un après l'autre, mais ils ont préparé la voie à l'organisation de l'autonomie juive. A la mort de Sigismond I, il s'en fallait de peu que les communautés juives n'eussent une autonomie complète. Ce peu leur fut accordé par le successeur de Sigismond I, le roi Sigismond Auguste (1548-1572).

En 1551, les représentants juifs de la Grande-Pologne adressèrent au roi, par l'intermédiaire du Conseil royal, une pétition qui dit entre autres :

« ... Etant donné qu'après la mort du *senior* juif de la Grande-Pologne, sa charge reste vacante jusqu'à ce que le roi ait nommé un remplaçant, et que, de ce fait, beaucoup d'affaires importantes sont en souffrance, les Juifs de la Grande-Pologne sollicitent la faveur du roi de choisir eux-mêmes, dans leur milieu, le rabbin-juge qui leur semblera le meilleur et le plus méritant » (1).

A la suite de cette pétition qui venait clore une longue série d'efforts juifs, le roi Sigismond II Auguste renonça à sa prérogative de nommer le Grand-rabbin et accéda à la demande des représentants juifs. Le 13 août 1551, il publia un décret par lequel les communautés juives obtenaient le droit d'élire librement leurs rabbins-juges. Ceux-ci furent chargés d'exercer en commun avec les *seniores* toutes les fonctions de l'administration, de rendre la justice d'après la « Loi de Moïse », de même que de procéder contre les récalcitrants par l'excommunication et d'autres punitions, pour l'exécution desquelles ils seraient secondés par les fonctionnaires royaux. L'indépendance de ces rabbins-juges à l'égard de l'autorité publique devait être assurée par leur exemption de leur juridiction du voïvode. Ils ne seront soumis qu'à la juridiction immédiate du roi. Peu après, le même privilège fut accordé aux communautés de la Petite-Pologne, de la Ruthénie-Rouge et de la Lithuanie. Ce privilège, que nous citons ci-dessous, devint ainsi la *Magna Charta* de l'autonomie juive :

« Sigismundus Augustus Dei gratia rex Poloniae, magnus dux Lithuaniae, etc. Dominus et haeres. Significamus tenore praesentium quibus expedit universis et singulis praesentibus et futuris harum

1. Schorr, *Vnoutrennaya organisacia yevreyef v Polché*, Voskhod, 1900, IX.

noticiam habituris, quia cum relatum esset Nobis a certis consiliariis, nomine judaeorum nostrorum in majori Polonia, quod cum post obitum senioris, seu judicis illorum legalis, senioratum seu judicatum vacare contingit, multas negligentias, committi, priusquam in locum demortui alter per Nos eligatur, et supplicatum Nobis eorum esset nomine, ut cum ejusmodi vacatio contingere ipsi judaei terrarum majoris Poloniae, unanimi voto et consensu doctorem seu judicem legalem, qui illis magis idoneus videretur, eligendi haberent facultatem, Nos supplicationibus consiliariorum nostrorum pro dictis judaeis ad nos factis benigne annuentes, hanc facultatem vigore praesentis Privilegii nostri, illis concedendam duximus, per praesentesque concedimus, quod vacatione ejusmodi doctoratus seu judicatus contingente, ipsis judaeis seniores doctorem, ac judicem legalem constituendi et deputandi plena sit facultas, quociuscunque fuerit opus, dantes et concedentes ei plenam et omnimodam potestatem, judaeos omnes in terris majoris Poloniae et ducatu Masoviae commorantes, in his quae legis sunt, iudicandi, cognoscendi, definiendi, et sine debito terminandi, censurarum et excommunicationum sententiis juxta ritum et morem legis illorum mosaicae, innodandi, ac alia omnia in spiritualibus exercendi, hoc addito et expresso, et ut iidem judaei nobis declararent servato, ut si quis judaeorum ipsorum censuras et excommunicationum sententias per doctorem seu judicem, ac alios seniores judaeos in se latas temerarie sustinere praesumpserit, de eisque intra spatium unius mensis se extricare non curaverit, talis postquam fuerit Nobis delatus poena capitis puniri, bonaque illius omnia fisco nostro applicari dedebunt. Et ut ipse doctor pro tempore existens, manus et officium sibi iniunctum, melius et commodius obire et exercere posset, eximimus cum literis nostris praesentibus, ab omnium et singulorum palatinorum, dignitariorum, officialium, et judicum quoruncunque regni nostri et dominorum potestate, et omni impedimento, ita ut coram nomine illorum, nisi coram Nobis ipsis comparare et respondere teneatur. Quocirca vobis omnibus et singulis, palatinis, castellanis, dignitariis, officialibus, nobiles, ac aliis subditis nostris status et conditionis cujuscunque, in regno et dominiis nostris, ubilibet constitutis, districte percipiendo mandamus, ut doctorem seniores quem prefati judaei majoris Poloniae elegerint, pro exempto a jurisdictione et potestate vestra habentes, illum in exercendis et administrandis his, quae legis sunt, non impediat, impediri non permittatis, ac judaeos in palatinibus, posses-

sionibus, ac tenetis vestris commorantes, ad ejus disciplina et obedientia legali non excipiat, et quominus per illum in spiritualibus coerceantur et puniantur, illos non dependatis. Vobis etiam judaeis nostris in terris majoris Poloniae et ducatus Masoviae consistentibus severe percipimus et mandamus, ut doctore, qui pro tempore constitutus fuerit, auctoritatem illius agnoscatis, ei in hiis quae legis sunt, hoc est in spiritualibus, obedientiam debitam exhibeatis. Ab ejusque jurisdictione legali vos nullo modo, directe vel indirecte, aut quacunque quaesito colore subtrahere audeatis pro gratia nostra. Harum quibus sigillum nostrum est subappensum, testimonio literarum.

Datum Vilne, feria quinta ante festum Assumptionis gloriosissimae virginis Mariae proxima. Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo primo. Regni nostri vigesimo secundo (1).

Cette *Magna Charta* fut le point culminant dans la lutte des communautés juives pour leur indépendance. Mais la lutte n'était pas finie. Il fallait la poursuivre si l'on ne voulait pas compromettre les résultats déjà obtenus. Par le privilège de 1551, le roi renonça à nommer les rabbins, mais il pouvait influencer l'élection de ceux-ci indirectement. Comme il intervenait dans le choix des rabbins autrefois, ses voïvodes continuaient toujours à nommer les seniors juifs de chaque communauté. De même qu'il y avait des rabbins de provinces, il y avait des *seniores* pour la même étendue territoriale, comprenant un groupe de communautés. Ces derniers portaient le titre de *Seniores generales*. La raison de cette fonction était la même que pour les rabbins de provinces : c'était une raison fiscale. Les *seniores* étaient exempts d'impôts et soumis à la juridiction immédiate du roi. Ils pouvaient habiter dans toute la Pologne. Leur entretien était à la charge des Juifs, qui payaient pour cela un impôt spécial, appelé *Tenarios*.

Or, par la nomination des *seniores*, qui, à leur tour, influençaient, en qualité de membres du *Kahal*, le choix des rabbins, le roi tenait par l'intermédiaire de ses voïvodes les rabbins eux-mêmes entre ses mains. Les communautés juives s'opposèrent à l'immixtion des gouverneurs dans le choix des *seniores*, avec la même opiniâtreté que naguère à celle du roi dans la nomination des rabbins. Cédant aux instances des Juifs, le roi promulgua, le 19 février 1569, à la Diète de Lublin, un

1. M. Bersohn, *Dyplomatarjusz dotyczacy Zydow w dawnej Polsce*, n° 57.

décret par lequel il abandonna l'élection des *seniores* juifs aux communautés elles-mêmes.

Les points les plus importants de ce décret sont les suivants :

« 1. Le voïvode n'a pas le droit de nommer un rabbin sans le consentement des Juifs.

2. Personne autre que les membres de la communauté juive n'a le droit de choisir leurs *seniores*, qui, élus par les Juifs, doivent être présentés par ces derniers au voïvode pour leur confirmation.

3. Les documents et les livres juifs doivent se trouver dans la synagogue et non ailleurs.

4. Le juge juif ne peut prendre aucune décision sans l'approbation des *seniores* juifs » (1).

Cet édit fut accordé d'abord aux Juifs de Lwow. Le roi Etienne Batory, en s'en inspirant gratifia, le 27 juillet 1576, ceux de Przemysl d'un privilège semblable.

De Przemysl le privilège s'étendit aux Juifs de toute la Pologne.

L'édit de 1569 n'est pas moins important que celui de 1551. Ce sont ces deux actes qui ont consolidé l'entière autonomie des communautés juives.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que Sigismond II Auguste était très favorable aux Juifs. En confirmant tous leurs privilèges antérieurs, il les enrichit d'additions très appréciables.

Ayant sanctionné l'autonomie municipale des communautés juives, Sigismond II Auguste eut soin de la consolider. Il autorisa ainsi, en 1571, les *seniores* juifs de Poznan à se servir de tous les moyens et de toutes les punitions et à ne pas même reculer devant la peine capitale pour réduire les récalcitrants à l'obéissance. Le voïvode ne devait entraver aucune mesure prise par les *seniores* contre les désobéissants.

« Significamus praesentibus literis nostris quorum interest universis et singulis, quia nos postulationibus nonnullorum Consiliariorum nostrorum pro Judaeis Posnaniensibus ad nos factis et multis justis et legitimis rationibus, exigentibus adducti, quaevis omnia illorum jura

1. Schorr, *Vnoutennaya organisacia yevreyef v Polché*, dans le *Veskhod*, 1900, IX.

privilegia, libertates tam ab autecessoribus quam a nobis ipsis datas et donatas, ac veteres consuetudines in omnibus earum punctis clausulis et articulis integre conservari volumus, tamen hac quoque singulari praerogativa praedictos Judaeos donare instituimus, ut eis infrascriptos articulos praesentibus literis confirmare et si quorum ipsis a moderno Palatino Posnaniensi et ab aliis in posterum existentibus Palatinis isti articuli violarentur, opportunum ipsis praesidium dare et designare dignati sumus. Inprimis igitur volumus et praecipimus, ne Palatinus Posnaniensis modernus et in posterum quilibet existens ullum ex praefatis Judaeis jure conventum, si idoneos pro se dederit fidejussores, in quali causa cum quibusvis personis illi intercedentes et quae propriam quoque Palatini personam spectaret, caperet et vinculis manciparet. Si vero nullos fidejussores dederit, ut eum non alibi nisi in Civitate nostra Posnaniensi in carcerem debitum, serenum, tamen non subterraneum conjiciat. Praeterea ut illos in diebus Sabbathorum juxta Jus commune in Judicium non vocet neque judicet et nonnisi una die citatione interveniente more civitatis Posnaniensis ad Judicium sisti et venire cogat. Insuper ut poenas et multas pecunias in omnibus processibus non alias nisi quae in eorum privilegiis luculenter descriptae sunt, ab illis exigat.

Deinde ut Christianos in omnibus causis et contractibus quaecunque illis cum praedictis Judaeis aut aliqua eorum interveniente juxta Chyrogapha et inscriptiones ipsorum adsolvendos et praestandos, ea omnia quae specialiter et nominatim expressa et stipulata fuerint sine ulla disceptatione decernat. Denique si aliquos Judaeos discolos et in legem Judaicam peccantes ipsi Judaei per Seniores suos juxta morem suum corrigere, castigare et punire in cunctibus excessibus vel criminibus vel etiam urbe depellere et exturbare aut vita privare perexerint, ut in eo nullam illis difficultatem et impedimentum a Palatinis tunc et pro tempore existentibus imponatur, quod si vero vel praesens Palatinus vel quicumque successuris temporibus existens omnes superius expressos articulos aut quemcunque ex illis praedictis Judaeis servare noluerint, quin potius violare praesumperit tum eo casu de singulari commissione nostra, quam sese literis perpetuo inscribimus, Generosus Albertus Sandivogius Czarnkowski, modernus Capitaneus Generalis Posnaniensis et quilibet in posterum existens, cui id serio severeque mandamus et injungimus, eos Judaeos quandocunque ab illis requisitum fuerit vel juxta omnes suprascriptos articulos a Pala-

tino Posnaniensi praesente et successuris temporibus existente conservatur sine ulla exceptione et tergiversatione defendere, tueri ac protegere tenebitur et erit adstrictus. In cujus rei fidem et evidentius testimonium Sigillum nostrum praesentibus est appensum. » (1)

Désormais, les conférences de Lublin et de Jaroslaw pourraient prendre des décisions concernant le judaïsme polono-lithuanien tout entier. Les participants de ces conférences ne seraient plus des rabbins nommés par le roi ou *des seniores* désignés par les voïvodes ; aussi bien les laïques que les ecclésiastiques seraient des membres élus des différents *Kahal*, qui, délégués par leurs communautés, pourraient parler et agir au nom de celles-ci. Les conférences intermittentes allaient se transformer en une institution régulière : le Congrès Juif allait naître. Ce furent encore des raisons extérieures qui donnèrent la dernière impulsion à la naissance de cette institution.

Depuis 1549, on l'a vu, les Juifs payaient la capitation. Pour évaluer, en toute équité, la fortune de chaque contribuable, le roi ordonna aux fonctionnaires chargés de la perception de la capitation de se mettre en rapport avec les *seniores* juifs. Cet ordre fut réitéré à chaque nouvelle exigence de la capitation. Nous en reproduisons un, datant de 1578 et émanant du roi Etienne Batory (1576-1586), qui répète presque textuellement les ordres précédents.

« Tous les Juifs et chacun particulièrement dans le Royaume de Pologne, et dans le Grand Duché de Lithuanie, dans les villes, les villages et les campagnes ; aussi bien dans les nôtres que dans ceux de nos sujets, aussi bien des ecclésiastiques que des laïques, doivent payer non d'après les anciens reçus et coutumes mais à raison d'un florin par tête. Il faut pourtant avoir égard aux indigents. Néanmoins, suivant la coutume, le bureau du voïvode ou quelque autre qui est soumis à l'autorité et à la juridiction de la ville doit évaluer la somme avec le percepteur et son adjoint, d'accord avec les *seniores* juifs. Ceux-ci, sous la foi du serment, déclareront l'avoir fait en toute justice. Ils la percevront sans faire exception pour qui que ce soit. Le serment des *seniores* juifs doit être prêté sur le Décalogue » (2).

Le Cérémonial du serment étant humiliant pour les *seniores* juifs, Etienne Batory le changea. Ce roi a, d'ailleurs, beaucoup contribué à

1. I. Perles, *Geschichte der Juden in Posen*.

2. *Volumina legum*, II, p. 193.

consolider le pouvoir des rabbins-juges et par cela même à rehausser l'autorité et le prestige des *Kahal*.

« ... Conceditur facultas eligendi doctorem sen judicem legalem cujus sententiae, si Judaeus temerarie adversetur, ad Regiam Majestatem delatus poena capitis et confiscatione bonorum puniatur. Qui quidem judex eximitur ab omnibus jurisdictionibus etiam palatinallibus solique tantum Regiae jurisdictioni reservatur, ut eo facilius judicium exerceat » (1) (Edit du 19 février 1578).

Malgré toutes les précautions, la perception de la Capitation engendra beaucoup d'abus. Pour y remédier, le roi se décida à changer la capitation personnelle en une redevance annuelle prélevée sur l'ensemble des Juifs de la Pologne-Lithuanie. En 1581, la Diète de Varsovie, ayant élaboré de nouveaux règlements d'impôts, publia l'ordre suivant :

« Les Juifs, aussi bien dans le Royaume de Pologne que dans le Grand-Duché de Lithuanie, *nemine prorsus excepto*, doivent se cotiser pour la somme de trente mille florins, qu'ils devront remettre chaque année à Messieurs le Trésorier et l'Econome de la Pologne-Lithuanie pendant deux ans. Cette somme sera réunie comme suit : Les Juifs de Pologne donneront quinze mille florins par an, qu'ils verseront le jour de la Saint-Jean à Varsovie, tandis que les Juifs de Lithuanie verseront pareille somme le même jour à Vilna, *sub poena similis summae* » (2).

La somme alla croissant d'une année à l'autre pour atteindre au temps de Sigismond III Vasa (1536-1631) le chiffre de deux cent vingt mille florins.

Le gouvernement polonais imposa d'abord des sommes globales sur l'ensemble des Juifs des deux pays : Pologne et Lithuanie. A partir de 1590, l'usage s'établit de fixer séparément une somme pour les Juifs de Pologne et une autre pour ceux de Lithuanie.

« Les Juifs du Royaume polonais doivent donner à nos Trésorier et Contrôleur le jour de Saint-Jean-Baptiste, au lieu de la Capitation, la somme de vingt mille florins.

Quant aux Juifs lithuaniens, ils devront donner le même jour aux Trésorier et Contrôleur du Grand-Duché lithuanien la somme de six

1. Sehorr, *Yevreiskaya Starina*, 1909, III.

2. *Volumina legum*, II, p. 215.

mille florins *sub poena confiscationis bonorum* si, au jour fixé, ils n'avaient pas versé les sommes désignées ci-dessus. Ces sommes données, ils seront exempts de tous les autres impôts » (1).

C'est ainsi que le gouvernement et la Diète créèrent, dans l'intérêt du fisc, la base légale, d'abord, de la centralisation des *Kahal* en union de districts et, ensuite, en deux unions de pays (celle des *Kahal* de Pologne et celle des *Kahal* de Lithuanie). En même temps les organes centraux de ces deux unions obtinrent leur sanction légale. C'étaient ces réunions périodiques, où les délégués délibéraient, en outre des affaires d'impôts, sur toutes les autres questions intéressant l'ensemble des Juifs de ces deux pays.

Mais longtemps avant que l'autonomie fût légalisée et le Congrès juif reconnu par l'Etat, des raisons intérieures, tirées de la vie des communautés juives avaient nécessité la naissance de ce Congrès. C'était, comme nous l'avons dit au début de ce chapitre, pour délibérer sur les affaires intéressant les Juifs d'une province ou même ceux du pays entier que les représentants juifs se réunissaient en conférence. C'était aussi pour demander au roi, au nom de l'ensemble des Juifs polonais, la confirmation des privilèges ou sa protection contre l'oppression des autorités municipales et du clergé. Les synodes, qui réunissaient d'ordinaire des rabbins, s'élargissaient pour recevoir des représentants laïques des communautés intéressées à obtenir des privilèges ou à écarter le danger qui les menaçait. Malgré tout le respect que les Juifs avaient pour leurs pasteurs, malgré tout le prestige que ces derniers avaient aux yeux de leurs ouailles, il était préférable pour les choses telles que l'obtention de privilèges, de choisir des hommes pratiques, connaissant la vie et ses vicissitudes, pour rehausser l'autorité morale des rabbins. Les communautés envoyèrent donc à cette fin leurs notables laïques qui étaient pour la plupart les plus riches commerçants. Il s'agissait, d'autre part, d'élaborer un mode uniforme pour l'administration de tous les *Kahal*, de régler les rapports mutuels entre les grandes communautés et entre celles-ci et leurs dépendances, les petites communautés, entre les *Kahal* et leurs annexes. Le vaste domaine de la juridiction autonome juive exigeait en outre, de temps à autre, de la part des rabbins-juges, l'échange d'avis sur l'application de telle ou telle loi du droit mosaïco-talmudique. La vie posait des pro-

1. *Volumina legum*, II, p. 321.

blèmes que les auteurs du Tamul et ses commentateurs ne pouvaient pas prévoir. Il fallait donc trouver une issue à toutes les difficultés auxquelles se heurtaient journellement les rabbins-juges de leurs fidèles. Ce que ne pouvait faire un seul rabbin d'une communauté, l'ensemble des rabbins polonais pouvait le faire. Rien ne se prêtait mieux à cette fin que la réunion des rabbins dans les villes de foires. Il fallait aussi créer une instance d'appel, composée des plus grands rabbins du pays, pour les jugements rendus par les rabbins-juges locaux, instance qui servirait en même temps de tribunal pour les conflits mettant aux prises soit deux communautés, soit un *Kahal* et son annexe ou enfin des particuliers avec leur *Kahal*. Toutes ces raisons ont amené la constitution d'un organe central, réunissant les représentants de l'ensemble des Juifs polonais.

Cet organe a donc existé longtemps avant d'être reconnu par le gouvernement. Mais depuis quand a-t-il existé ? Quand les représentants juifs se réunirent-ils pour la première fois ? Nous n'en savons rien. Nous pouvons seulement supposer que cet organe n'existait pas encore au xv^e siècle. En effet, les Juifs de Cracovie se plaignirent en 1454 à un synode de rabbins allemands de leur triste sort depuis l'arrivée en Pologne du moine Jean Capistrano, légat du pape Nicolas V. Ce légat excitait le roi Casimir Jagellon contre les dissidents et s'efforçait d'obtenir du roi l'annulation du privilège accordé aux Juifs par Casimir-le-Grand. Les Juifs de Cracovie demandèrent au synode de Hesse conseil (et peut-être espéraient-ils obtenir des subsides d'argent) pour parer au danger. Il faut conclure de cette démarche que l'organe central des Juifs polonais n'existait pas encore, autrement ces derniers se seraient adressés à leur propre organe au lieu d'attendre secours des Juifs allemands.

Par contre nous trouvons déjà des assemblées générales des Juifs de Pologne au xv^e siècle.

Le 23 juillet 1533, le roi Sigismond I ordonna à tous ses voïvodes et starostes de Lithuanie de soutenir Juda Bogdanowicz, qui avait pour cliente la reine Bona, dans son conflit avec le Juif Joseph, fils de Salomon de Belz. Ce dernier réclamait à Pessah, fils de Juda Bogdanowicz, une grosse somme. Le roi soutint Juda Bogdanowicz, se référant à la décision des rabbins, prise à la conférence de Lublin, qui, ayant déclaré la réclamation de Joseph de Belz non fondée, l'avaient reletée.

Nous voyons donc par là que déjà en 1533 existaient des assemblées

de représentants des Juifs dont l'importance était telle que le roi se référait à leurs décisions. La renommée dont jouissaient ces conférences (des Juifs de Lithuanie soumettant leurs conflits à un tribunal à Lublin, en Pologne) nous fait supposer que l'assemblée de 1533 n'était pas la première en date.

Les rabbins de la ville de Lublin, qui comptaient parmi les plus illustres savants talmudiques de cette époque (Moïse Isserlès, Salomon Lifchitz, Halpern, Mardochée Jaffée, Salomon Louria, etc.), ont beaucoup contribué à l'importance et à la renommée des assemblées tenues dans cette ville. Parmi eux, le plus grand mérite revient à Mardochée Jaffée (1540-1612), qui mit en œuvre toute son énergie pour transformer ces réunions intermittentes en assemblées régulières, dont les décisions seraient obligatoires pour tous les Juifs du royaume. Né à Prague, il dut partager, en 1561, le sort de ses coreligionnaires expulsés de la Bohême par Ferdinand I. Il se rendit en Italie, où il continua ses études sous la direction des savants rabbins italiens. En 1572, il quitta l'Italie pour la Pologne, où il exerça le rabbinat successivement dans les grandes villes, chefs-lieux des districts, Grodno, Lublin et Kamieniec. En 1592, il retourna dans sa ville natale pour remplacer pendant sept ans le célèbre Lévi ben Betsalel. Il regagna en 1599 la Pologne, où il occupa le poste de rabbin jusqu'à sa mort. Son active participation aux affaires publiques ne l'a pas empêché de s'adonner aux œuvres littéraires. Emule de son prédécesseur Moïse Isserlès dans le domaine de la jurisprudence, il publia une œuvre capitale, intitulée *Levouchime* (« Vêtements »), qui eut un grand retentissement dans le monde talmudique. Par sa haute valeur morale, par ses vastes connaissances, par son esprit ordonné et son talent organisateur (dont il a donné la preuve dans son compendium des lois talmudiques), par le prestige dont il jouissait en qualité de rabbin ayant exercé successivement dans les capitales des pays de Lithuanie, Grande et Petite-Pologne, il contribua à un tel point au prestige moral des synodes provinciaux que l'historien Graetz, s'étant mépris sur le rôle que ce rabbin avait joué dans l'institution du Congrès juif, lui a attribué, à lui seul, toute la création de ce dernier. Mais la publication par le savant Harkavy du document qui nous révèle l'importance de l'assemblée générale des représentants des communautés de 1533 ainsi que des consultations de Moïse Isserlès nous obligent à rejeter cette hypothèse. Nous admettons cependant volontiers que Mardochée Jaffée fut un

des principaux organisateurs de l'union des *Kahal* et de son organe central, le Congrès. Il présida même le tribunal attaché à ce dernier, comme il avait dû probablement présider, avant la fondation du Congrès, les assemblées générales.

Ces conférences, où furent réglées toutes les conditions de la vie juive, se développèrent de plus en plus pour aboutir, en 1580, après qu'eut été obtenue la sanction officielle de l'Etat, à l'institution du « Congrès juif ».

Telles sont les origines de l'organe central de l'autonomie juive en Pologne, connu sous le nom de *Vaad Ha'aratsoth*.

Les membres du Congrès étaient les représentants des cinq provinces : Grande-Pologne, Petite-Pologne, Ruthénie-Rouge, Volynie et Lithuanie. A ses débuts, le *Vaad* changeait souvent de nom, suivant le nombre des provinces qui participaient à ses sessions, s'appelant tantôt *Vaad hamèche* (« Congrès des Cinq »), tantôt *Vaad arba* (« Congrès des Quatre ») ou même *Vaad cheloche aratsoth* (« Congrès des Trois Pays »). Cependant, après que la Lithuanie eut quitté l'union des communautés polonaises et constitué une union indépendante des communautés lithuaniennes (1623), et après que les quatre autres provinces du royaume eurent commencé à envoyer régulièrement leurs représentants au Congrès, ce dernier obtint sa nomination définitive de *Vaad arba aratsoth* (« Congrès des Quatre Pays »).

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'autonomie juive en Pologne, n'était pas sans précédents même dans les pays chrétiens.

La première fois que nous voyons une organisation de ce genre, c'est en Allemagne au ^x^e siècle, sous la forme de synodes de rabbins des communautés rhénanes. La reconnaissance aux rabbins du droit de juger les Juifs dans leurs affaires entre eux obligeait les premiers à accommoder la jurisprudence talmudique aux exigences de la vie de leur temps d'une part et à établir un système administratif d'autre part. Tout cela ne pouvait être atteint que par un effort commun. Pour se rendre compte de l'activité de ces synodes et de l'importance de leur travail, il faut voir la répercussion que celui-ci eut non seulement sur la vie juive en Allemagne mais même sur celle des pays limitrophes. Les normes juridiques et administratives élaborées par ces synodes servirent de base aux Juifs de France, d'Italie et plus tard, au ^{xv}^e siècle, à ceux de Pologne. Ainsi nous voyons le Congrès juif en Pologne reprendre une décision prise antérieurement par le

synode des rabbins de France. Ce dernier avait prononcé l'excommunication contre celui des plaideurs qui porterait son affaire devant un tribunal chrétien au lieu de recourir aux tribunaux juifs. Le même synode avait prononcé l'anathème contre celui qui ferait intervenir les autorités publiques pour être nommé à des fonctions honorifiques dans une communauté juive. La même peine devrait atteindre les dénonciateurs.

Nous trouvons un système tout à fait différent d'organisation des Juifs en Sicile à la fin du ^{xv}^e siècle. Dans ce royaume durait déjà depuis longtemps la lutte entre le gouvernement et les communautés juives. Le premier voulait centraliser les Juifs afin de les tenir mieux entre ses mains, tandis que ces derniers y résistaient, aspirant à l'autonomie. C'est un cas tout à fait semblable à celui qui se produisit plus tard en Pologne. Nous ne connaissons pas toutes les péripéties de cette lutte. Ce qui est certain, c'est que dans la deuxième moitié du ^{xv}^e siècle nous trouvons en Sicile un Parlement juif, calqué sur le Parlement sicilien ; phénomène jusque-là unique dans l'histoire juive. Le 9 mars 1464, le lieutenant royal convoqua, tout à fait selon la même procédure pratiquée pour le Parlement général, les représentants des seize principales communautés juives de Sicile à Palerme, afin de délibérer sur l'accueil que ceux-ci devraient faire au roi à son arrivée en Sicile. Pour la deuxième fois, le Parlement juif fut convoqué par le lieutenant royal en 1489. Chaque communauté envoya à Palerme un ou deux représentants, suivant le nombre de ses membres. Le 26 juillet de ladite année, le Parlement juif présenta une adresse au roi au nom de la collectivité juive de Sicile, en joignant à cette adresse un riche cadeau. Le 7 octobre de la même année, le roi fit parvenir sa réponse. Il confirmait tous les privilèges anciens des Juifs de Sicile, y en ajoutait un nouveau, à savoir : il renonçait à sa prérogative de nommer les *seniores* juifs en abandonnant ce droit aux communautés elles-mêmes. Le roi se réservait, toutefois, le droit de confirmer les *seniores*, élus par les Juifs, dans leur charge.

L'existence de cette autonomie prit fin trois ans plus tard (1492) avec l'expulsion générale des Juifs par Ferdinand le Catholique de tous ses domaines, y compris la Sicile.

Pourtant il y a une grande différence entre le *Congressus judaicus* en Pologne et les synodes des rabbins en Allemagne, en France et même le Parlement juif en Sicile.

En Allemagne et en France, ce n'étaient que des synodes, c'est-à-dire des réunions de rabbins, dont les décisions, n'ayant pas de soutien du bras séculier, dépendaient entièrement de l'autorité dont les rabbins jouissaient auprès de leurs fidèles. En Pologne, par contre, les participants du Congrès étaient les chefs religieux et laïques des communautés juives régulièrement élus et délégués par celles-ci au Congrès pour des délibérations communes. Dans les questions politiques et administratives, c'étaient toujours l'opinion des laïques (dont le nombre était d'ailleurs prédominant) qui prévalait sur celle des rabbins. Pour résumer la différence entre les synodes et le Congrès nous pouvons dire que, tandis que les premiers avaient un caractère religieux, les assemblées générales des représentants des communautés juives en Pologne avaient un caractère laïque et politique. On peut faire encore une autre distinction. Les synodes étaient intermittents et convoqués chaque fois que le besoin s'en faisait sentir ; le Congrès, par contre, se réunissait à des dates fixes.

Le Parlement juif en Sicile a plus de ressemblance avec le Congrès que les synodes des rabbins. Mais cette ressemblance n'est qu'extérieure. Calqué sur le Parlement sicilien général, il porta tout le temps de son existence le cachet du régime administratif du pays, faisait partie de ce dernier et se trouvait sous le contrôle du lieutenant royal. En Pologne, par contre, le trait caractéristique du Congrès juif était sa complète autonomie dans toutes les affaires intérieures, dans lesquelles l'Etat ne s'immisçait jamais. Le seul point de contact entre le Congrès juif et le gouvernement polonais était le règlement des impôts et même alors ce dernier traitait avec le Congrès juif comme avec l'organe représentatif de l'ensemble des Juifs polonais et n'exerçait sur lui aucun contrôle.

CHAPITRE III

ORGANISATION DU JUDAÏSME POLONAIS

Le *Kahal*, les *comitalia*, le *Vaad* (ou Congrès). Rapports entre le Congrès de la Pologne et celui de la Lithuanie.

A. — LE KAHAL

Le Congrès juif comprenait les représentants de la Pologne-Lithuanie. Mais ces derniers n'étaient pas élus directement par le peuple. Il existait entre celui-ci et le corps représentatif suprême qu'était le Congrès deux instances intermédiaires. C'était les *Kahal* et le *Vaad ha'medina*. Le mot hébreu *Kahal* signifiait à l'origine (comme d'ailleurs de nos jours) « Communauté ». Mais à mesure que la communauté juive s'organisa, le mot *Kahal* rétrécit sa signification pour ne plus désigner que le corps représentatif et administratif de la communauté. Il correspondait donc à ce qu'était la municipalité pour les autres habitants de la ville. S'étant affranchi par les décrets de 1551, 1569 et 1576 de la tutelle de l'Etat, le *Kahal* obtint par ces statuts l'autonomie, assurée aux municipalités non juives par le « Droit de Magdebourg ». Ce fut alors que la communauté juive elabora son statut municipal. Le premier en date fut celui de Cracovie en 1595. Il devint le type de toutes les municipalités juives de la Pologne-Lithuanie.

1. *Organisation administrative.* — Le statut de Cracovie réglait non seulement l'administration municipale, mais aussi toute la vie des membres de la communauté juive. Dans les plus grandes communautés, le *Kahal* comptait environ quarante membres. A Cracovie, qui était

au xvr^e siècle le centre religieux le plus important du judaïsme polonais, le *Kahal* comprenait quarante membres. A Poznan, le nombre des fonctionnaires municipaux était de trente-sept ; à Vilna, de trente-cinq. Dans les communautés de moindre importance, le nombre variait entre trente-quatre et vingt-deux, tandis que, dans les bourgades (*Przykahalki*), il ne devait pas être inférieur à huit. Ces membres se divisaient en degrés ou grades. A la tête du *Kahal* se trouvaient les *Rachim* (seniores), appelés aussi *Parnassim* (administrateurs), au nombre de quatre. C'étaient les fonctionnaires les plus importants du *Kahal* et ils étaient responsables envers l'autorité polonaise, c'est pourquoi ils devaient, à l'entrée de leur charge, prêter serment de fidélité au roi et à l'État.

Tous les mois chacun d'eux, à son tour, se trouvait à la tête de la communauté et était chargé de toute la direction de celle-ci. Il portait le titre de *PARNESS HODECHE* (*senior mensis*) et, durant le mois de sa gestion, il était le véritable maître de la ville juive. Dans les villes où il y avait deux communautés, comme à Cracovie et à Lwow, les Juifs étaient représentés devant l'autorité polonaise par deux *Seniores*, dont la nomination devait être confirmée par le palatin.

La compétence du *senior mensis* s'étendait à toutes les affaires du *Kahal*. Il était en même temps le maire et le préfet de police : il surveillait les différentes commissions municipales, dont la composition dépendait en grande partie de lui ; il dressait le budget pour la durée de sa gestion, payait les dettes communales, contresignait toutes les dépenses et pouvait citer tout Juif de sa circonscription devant son tribunal. Bref, il était un véritable potentat.

En deuxième lieu venaient les *Touvim* (*boni viri*), dont le nombre variait, selon l'importance de la communauté de trois, à cinq. Ils correspondaient aux échevins de la communauté polonaise qui assistaient en qualité d'assesseurs au tribunal du palatin. Leur compétence ne différait pas beaucoup de celle des *Seniores*, sauf qu'ils ne pouvaient devenir *seniores mensis*. Ces deux degrés (*Rachim* et *Touvim*) composaient le noyau du *Kahal* et formaient une sorte d'exécutif municipal. Ils décidaient de toutes les affaires communales. Ils pouvaient constituer un collège, dont les membres ne devaient pas être moins de sept. Les décisions de ce collège, appelé *CHIVA TORVE HA'IR* (sept *boni viri* de la ville), avaient la même valeur que les décisions prises par la réunion municipale plénière.

A ces deux collèges, celui des *seniores* et celui des *boni viri*, s'en adjoignait un troisième qui, par analogie avec les « QUARANTE » de la municipalité polonaise, s'appelait les « QUATORZE DU KAHAL » (ARBA ASSAR KAHAL). Ces Quatorze avaient une grande influence sur la direction des affaires communales et devaient contresigner tous les documents importants, surtout ceux qui engageaient les finances. A Cracovie, les Quatorze s'adjoignant aux RACHIM et aux cinq TOUVIM, constituaient une sorte de petit Synhédrin, à l'instar de celui qui existait au temps du deuxième Temple, et qui était également composé de vingt-trois membres.

La direction de la communauté était donc répartie entre trois collèges : RACHIM, TOUVIM et QUATORZE du KAHAL. Si les deux premiers collèges avaient la même dénomination dans toutes les communautés de la Pologne-Lithuanie, le troisième, par contre, changeait de nom et parfois de composition, d'une contrée à l'autre. Ainsi il était formé à Poznan (Grande-Pologne) de cinq membres, appelés MANHIGUIM (chefs). En Lithuanie, le troisième collège s'appelait IQUARIM (principaux). Il s'y adjoignait les MITSTARFIM (suppléants). En Ruthénie-Blanche, le troisième collège des membres municipaux portait le nom de ALOUFE HA'QEHILA (conseillers de la communauté). Leur nombre variait, dans les communautés moyennes, de quatre à dix. C'est au sein du troisième collège qu'on choisissait les candidats devant suppléer les *seniores* et les *boni viri* (MITSTARFIM BI'MEQOM). Ils formaient, en général, une sorte de réserve de hauts fonctionnaires municipaux.

La direction des différentes branches communales se trouvait entre les mains de commissions qui travaillaient, selon les besoins, soit d'une façon permanente, soit d'une façon intermittente. Chaque communauté avait ses comptables (ROE HECHBONOTH ou BAALÉ HECHBONOTH). A Cracovie, il y avait trois comptables ; en Lithuanie, quatre. En Ruthénie Blanche, ces comptables s'appelaient NEEMANIM (accrédités). Chaque communauté avait encore des GABBAIM (curateurs) de différentes institutions. Ces *Gabbaim* étaient répartis en plusieurs degrés. En premier lieu venaient les GABBAE TSEDAQA GUEDOLA (curateurs de la Grande Bienfaisance). A Poznan et à Lissa, ils étaient au nombre de sept et avaient trois suppléants. Ils ne pouvaient pas garder leur charge plus de deux ans. Leur nombre et la durée de leur fonction variaient, d'ailleurs, d'une ville à l'autre. Ils avaient la charge des pauvres, des hôpitaux, des orphelinats et des funérailles. De plus,

ils s'occupaient de la vente des places à la synagogue, de la répartition des *ALYOTH* (1), de l'entretien des *MIQVAOTH* (2), de la dotation de fiancées pauvres, de la surveillance des bouchers et de leurs aides, les *NAQRANIM* (3). En deuxième lieu venaient les *GABBAE beth ha'keneseth* (curateurs de la synagogue), ensuite les *GABBAE TALMUD TORA* (curateurs des écoles), enfin les curateurs de la quête palestinienne. Comme les *seniores*, les curateurs se relayaient tous les mois *GABBAI HODCHI* (curator mensis). Sous les auspices des curateurs se trouvaient les sociétés appelées parfois « Fraternités » dont le but était de seconder les curateurs dans leur activité sociale. Chacune de ces sociétés ou fraternités s'occupait d'une œuvre sociale ; ainsi la *HEVRA QADICHA* (Sainte Fraternité) s'occupait des enterrements ; la *HEVRATH HEQDECHE* (« Fraternité des choses consacrées »), des hospices.

Une commission très importante, qui déployait une grande activité, était celle des *MEMOUNIM* (Assignés) ou *NEEMANIM* (Accrédités) qui, à Cracovie, comptait quatre membres. Ils veillaient à la *CACHROUTH* (4) du vin, beurre et fromage, à la justesse des poids et mesures ; ils punissaient les récalcitrants dont ils affichaient les noms dans les synagogues. Les *Memounim* devaient veiller, en outre, à la salubrité des rues, des puits, à la sécurité des habitants (dans les quartiers juifs) et au repos nocturne. A Poznan, ces fonctionnaires s'appelaient *PARNASSE CHOUQ* (*seniores fori*) qui, au nombre de sept, ayant trois suppléants, étaient élus par les *KECHERIM* (5). Ces *Parnassé Chouq* devaient surveiller le commerce et l'industrie dans le quartier juif : ne pas permettre de fraude, ni tolérer une trop grande hausse sur les prix. Ils ne pouvaient garder leur charge plus de deux ans. Pour payer les gardiens de nuit, les *Memounim* percevaient un impôt annuel de six *grosz* (6) sur chaque propriétaire de maison et de trois *grosz* sur tous les autres membres de la communauté. Si cet impôt, à lui seul, ne suffisait pas, les *Memounim* avaient recours aux fonds publics. Des agents spéciaux étaient chargés de veiller à ce qu'aucun instrument musical

1. *ALYA* désigne l'honneur d'être appelé sur l'estrade de la synagogue pour assister à la lecture d'un chapitre du Pentateuque et parfois de le lire soi-même.

2. Bains rituels.

3. Les *Naqranim* étaient chargés de tirer les tendons de la viande et de l'apprêter afin qu'elle devienne propre à la consommation.

4. Conformité des aliments aux prescriptions religieuses.

5. Voir plus loin l'explication de ce terme.

6. Le *grosz* était la trentième partie du florin.

ou aucun bruit ne troublât le repos des dormeurs. Ils contrôlaient, enfin, la HAZAQA (1), afin qu'aucun Juif étranger ne se glissât sans permission dans leur ville.

Une commission spéciale veillait à l'application des règlements somptuaires. Une autre commission s'occupait des écoles communales (TALMUD-TORA). Une troisième commission, composée par les femmes des notables et appelée GABBAE-NACHIM (curatrices), répartissait les secours à porter aux femmes pauvres. Une quatrième commission avait pour tâche de délivrer les prisonniers (2) (PIDIONE CHEVOUYIM). Une cinquième était chargée de la quête pour les pauvres de Terre-Sainte.

2. *Organisation judiciaire.* — Le triple collège des DAIANIM (juges) avait une importance particulière. Chaque collège était composé, d'après le statut cracovien de 1595, de trois membres. Le premier collège ou premier tribunal civil jugeait les affaires dont l'importance ne dépassait pas la somme de dix florins. Il recevait pour toute affaire atteignant cinq florins un demi *gross* par florin. Pour les affaires dont le montant s'élevait de cinq à dix florins, les juges touchaient trois *gross*. Les honoraires des juges étaient payés également par les deux parties. L'argent n'était pas versé directement aux juges, mais aux cinq électeurs désignés annuellement aux demi-fêtes de Pâque. Ce collège siégeait tous les jours sauf le vendredi et le samedi, les jours de fêtes et les veilles de fêtes. Toutes les affaires de première instance devaient être réglées dans un délai de trois jours.

Le deuxième collège jugeait les affaires dont l'importance allait de dix à cent florins. Les juges touchaient, pour les litiges de onze à cinquante florins, deux *gross* par florin de chaque partie et pour les sommes allant de cinquante à cent florins, trois *gross* de chacune des parties. Ils siégeaient les mêmes jours que les juges du premier col-

1. Voir plus loin l'explication de ce terme

2. A cette époque différentes circonstances telles qu'accusations de meurtre rituel, de profanations d'hosties, d'empoisonnement des fontaines et des sources, provoquaient des arrestations et des détentions parmi la population juive. D'autre part, la nécessité où se trouvaient les commerçants juifs de se déplacer fréquemment pour les besoins de leur commerce faisaient d'eux les victimes soit des bandits, soit des pirates qui les retenaient et ne les libéraient que moyennant paiement d'une rançon. C'est pour remédier à cet état de choses que cette commission avait été instituée.

lège. Ils devaient juger toute affaire dans un délai de deux jours et, si l'affaire était compliquée, ils pouvaient proroger ce délai, mais sans jamais dépasser cinq jours. Au delà de ce délai chacun des juges devait payer une amende d'un demi-thaler (1) pour l'entretien de la synagogue.

Le troisième collège ou tribunal civil jugeait les affaires dont l'importance dépassait la somme de cent florins. A l'encontre des deux premiers collèges, il n'avait pas le droit d'accepter la moindre rémunération. Il siégeait trois fois par semaine : le dimanche, le lundi et le jeudi, s'il le fallait, mais ordinairement deux fois par semaine seulement : le dimanche et le jeudi. Ces juges devaient trancher tout litige dans un délai de deux jours.

Ainsi les Juifs avaient pour leurs litiges civils trois tribunaux de différents degrés. Pour les affaires civiles entre Juifs et Chrétiens il y avait le *Judex Judaeorum*, qui, assisté d'assesseurs juifs, jugeait toutes les affaires civiles et criminelles en première instance. Il siégeait dans le quartier juif deux fois par semaine : le lundi et le jeudi. De sa décision on pouvait appeler au tribunal du voïvode. Dans le choix du *Judex Judaeorum* le voïvode devait à l'origine avoir le consentement des *seniores* juifs. Plus tard les Juifs obtinrent même le droit de proposition et le voïvode ne faisait que choisir le juge parmi les deux candidats proposés par les notables juifs (2).

La dernière instance d'appel était le roi lui-même. Mais on ne pouvait en appeler à lui que quand la somme d'argent en litige dépassait mille florins.

La juridiction de police n'était pas du ressort des *Daïanim*. Elle appartenait aux *seniores*. Ces derniers devaient en principe non seulement assister au jugement du *Judex Judaeorum*, mais même se rendre avec les Juifs chez le notaire lorsque ceux-ci avaient besoin de son ministère. Mais pour alléger le travail des *seniores*, le *Kahal* nomma un syndic, sur lequel les *seniores* se déchargèrent de cette tâche. Le *Notarius Judaeorum* était, à partir de 1633, un noble. Le syndic accompagnait les Juifs également chez le Capitaine et le magistrat polonais. Il lui était défendu d'accepter argent ou gratification de quoi que ce fût.

Au service du tribunal se trouvaient les *Edim Dematha* (témoins

1. Le thaler était une monnaie d'argent qui équivalait au florin.

2. Schorr, *Voskhod*, 1900, XII, p. 41.

locaux). La législation polonaise exigeait que chaque acte juridique fût confirmé par un fonctionnaire et par deux témoins nobles. Cette prescription donna naissance à l'institution des témoins professionnels. Ces derniers se recrutaient parmi des nobles appauvris, souvent même moralement dégradés, qui se tenaient à proximité du tribunal et offraient leurs services. A ces témoins polonais nobles correspondaient, noblesse à part, les *Edim dematha* juifs qui, avec l'huissier, confirmaient la *Species facti*. Le statut municipal juif de Cracovie régla leurs traitements. A l'instar du tribunal polonais, le BETH-DINE possédait des registres où les décisions étaient consignées. Quand le tribunal avait constaté que le document en question (jugement, contrat) était *Sanum, salvum* et le cachet *illacus*, on l'inscrivait dans le registre et l'on en délivrait une expédition aux intéressés. Cette expédition avait la même valeur juridique que l'original. Pour la signature de chaque jugement, les *Edim dematha* touchaient deux *grosz*, pour celle de l'expédition, un *grosz*. Pour un contrat de mariage ils touchaient quatre *grosz* par cent florins.

Le nombre des *Da'ananim* n'était pas le même dans toutes les communautés. Ainsi, à Poznan comme à Cracovie (Grande et Petite-Pologne), il était de neuf, à Vilna (Lithuanie) et à Lwow (Ruthénie-Rouge), de douze, à Zolkiew (Ruthénie-Rouge), de dix, à Przemyśl (Ruthénie-Rouge), de six. Dans les petites communautés il variait entre trois et six. Il fallait se présenter personnellement au tribunal. Seuls les veuves, orphelins et mineurs pouvaient se faire représenter par des mandataires.

Outre ces tribunaux, qui fonctionnaient en temps ordinaire, il y avait des tribunaux forains qui ne siégeaient que dans la période des foires, leurs membres, appelés *DAIANE HA'YERIDIME* (juges forains), avaient à examiner les procès nés en ces circonstances.

3. *Organisation fiscale.* — La commission chargée de répartir les impôts était de la plus grande importance. Les membres de cette commission étaient appelés *CHAMAÏM* (taxateurs). Les précautions prises par les Juifs pour l'élection de *Chamaïm* prouvent l'importance qu'ils attachaient à ces fonctions. Voici comment cette élection se passait à Lissa (Grande-Pologne).

Pendant les demi-fêtes de Pâque les représentants de la communauté, le rabbin à leur tête, se réunissaient dans la maison du *Kahal*. Ils y invitaient en outre deux riches contribuables et tous ensemble

dressaient une liste de soixante membres de la communauté censés bien connaître la situation économique et pécuniaire de chaque contribuable. Ces soixante personnes devaient être elles-mêmes des contribuables payant régulièrement leurs impôts et mariés au moins depuis six ans. On inscrivait les noms de ces soixante personnes sur soixante bulletins. Après que le rabbin avait constaté que tout avait été fait dans les règles, on mettait les soixante bulletins dans une urne. Le rabbin les mêlait pour en tirer ensuite successivement neuf. Entre les neuf personnes ainsi désignées il ne devait pas y avoir de lien de parenté, jusqu'au quatrième degré. S'il se trouvait deux parents, la désignation du dernier tiré était annulée et le rabbin tirait un autre bulletin. Les neuf élus devaient se présenter immédiatement devant le *senior mensis*, qui les initiait à leur tâche et leur indiquait le montant des taxes à percevoir. Ensuite, il se rendait avec eux à la synagogue, où ils prêtaient serment d'accomplir leur tâche en toute équité. Les neuf taxateurs étaient ensuite divisés en trois groupes égaux, d'après les trois classes dans lesquelles on répartissait suivant la fortune la population juive. Chaque groupe avait sa salle de délibérations et ne devait pas avoir de rapports avec les autres groupes. Il avait, en outre, son *CHAMACHE* (huissier) qui interdisait l'entrée aux personnes non invitées. Le *senior mensis* ayant partagé la somme totale des impôts à percevoir entre les trois groupes, chacun d'eux recevait la liste des contribuables sur lesquels il devait percevoir ladite somme. Après que les trois groupes avaient fixé les taxations des contribuables, on comparait les trois impositions différentes et l'on prenait la moyenne comme taxe définitive. Ainsi, si un contribuable était taxé par le premier groupe à cent florins, par le deuxième à soixante-quinze et par le troisième à cinquante, il devait payer soixante-quinze florins. Les sommes définitives étaient inscrites dans le *PINCAS* et étaient signées par le rabbin et les représentants communaux. Aucune réclamation ne pouvait avoir plus lieu.

Le statut municipal juif de Cracovie nous donne d'autres détails sur l'institution des taxateurs. Outre les trois *Chamäim*, qui taxaient tout le monde, on élisait un suppléant, qui devait remplacer chaque *Chamaï* quand il fallait taxer les parents de celui-ci, et trois autres *Chamaïm* pour taxer les membres du collège. Ce deuxième collège devait commencer son travail après que le premier avait fini le sien et en avait consigné les résultats dans le *Pincas*.

Les trois *Chamaïm* de Cracovie divisaient tous les contribuables en trois catégories. A la première catégorie appartenait ceux qui payaient le cens le plus élevé (SKHOUM GAVOAH); à la deuxième, ceux du cens moyen (SKHOUM BENOUNI), à la troisième, ceux du cens le plus bas (SKHOUM PAHOTI MI' BENOUNI).

A Poznan, chaque catégorie de contribuables était représentée par un collège entier de taxateurs. Les collèges de la première et de la troisième catégorie comptaient chacun cinq membres, tandis que celui de la deuxième catégorie en comptait sept.

Voici le texte du serment que les *Chamaïm* prêtaient à l'entrée de leur charge :

« Le présent serment, je le prête en toute conscience devant Dieu et le *Beth-Dine* (Tribunal) sans ruse ni tromperie et sans aucune réserve mentale. Je n'ai pas le droit de me prononcer sur une imposition visant une personne avec laquelle je suis lié par un lien de parenté ou à l'égard de laquelle mon témoignage serait récusé. Je suis obligé de taxer tout propriétaire de maison (1) en prenant en considération aussi bien les déclarations de ce dernier que mes propres données, sans me laisser guider par l'amitié ni l'inimitié, mais seulement par mes renseignements. Je n'ai le droit de révéler ma décision ni à toute la commission des répartiteurs réunis, ni à chacun d'eux en particulier. Et que Dieu m'aide dans toutes mes affaires et entreprises selon la véracité de mon serment. Amen ! » (2)

Il est possible que le texte du serment ait varié dans les différentes communautés, mais dans les grandes lignes il devait être le même, étant donné que pareil serment était exigé par tous les statuts communaux qui voulaient assurer l'impartialité des taxateurs.

Comme nous le voyons par le texte du serment, une des conditions imposées au taxateur était de s'abstenir de juger un parent quelconque. Cette interdiction s'étendait jusqu'au cinquième degré de parenté. Etaient considérés comme parents même ceux qui l'étaient devenus par alliance. Une règle importante était celle qui interdisait aux taxateurs de taxer eux-mêmes un ennemi. C'était une obligation morale,

1. Le terme de propriétaire de maison est ici identique à celui de chef de famille. La possession d'une maison était considérée comme la condition primordiale pour l'acquisition des droits de membre de la communauté.

2. Marek, *Raskladtchiki nalogof v litovskikh kahalakh XVII-XVIII v.*, dans *Yevreyskaya starina*, 1900, II.

car les contribuables ne pouvaient pas se soustraire à la taxation de tel ou tel *Chamaï* sous prétexte d'inimitié, à moins de présenter des preuves irréfutables.

Le serment des *Chamaïm* devait être prêté dans la maison communale. Cela fait, les *Chamaïm* étaient introduits dans une chambre spéciale, où ils restaient jusqu'à l'accomplissement de leur tâche. Ils recevaient la permission de rentrer chez eux seulement les samedis et les jours fériés. Pratiquement, du reste, ces permissions étaient très rares, car les *Chamaïm* s'engageaient ordinairement à finir leur travail dans un délai de six jours : du dimanche au vendredi. C'est seulement dans les grandes communautés que ce travail se prolongeait au-delà d'une semaine. Dans leur travail, les répartiteurs ne devaient demander conseil à qui que ce fût., « fût-ce le propre père ou beau-père, frère ou un autre. Chacun devait travailler pour soi-même ».

La base de chaque nouvelle répartition des impôts était la taxe antérieure du contribuable. Cette taxe pouvait être augmentée seulement en proportion de l'augmentation de fortune. Pour établir cette taxe, le taxateur convoquait chaque contribuable personnellement. Il faut remarquer qu'en principe étaient censés contribuables non seulement les chefs de familles, mais les fils mariés et les gendres, bien qu'ils fussent à la charge de leur père ou beau-père. Pourtant en pratique on faisait une exception importante : si les jeunes membres de la famille (fils ou gendres) s'adonnaient à l'étude de la Tora, ils étaient exempts d'impôts. Chaque chef de famille convoqué devant le *Chamaï* apprenait de ce dernier la taxe qu'il devait payer. Il pouvait faire des objections en alléguant que sa fortune était inférieure à l'évaluation du *Chamaï*. S'il pouvait convaincre le taxateur de la justesse de ses arguments, ce dernier insérait tel ou tel changement dans sa liste préalable des impôts. Il était en son pouvoir d'exiger des contribuables la confirmation de leurs arguments par un serment. A l'encontre du serment obligatoire prêté par les *Chamaïm*, celui du contribuable dépendait uniquement de la décision des *Chamaïm*. En voici le texte :

« Je prête le présent serment en toute conscience devant Dieu et le *Beth-Dine*, sans ruse ni fraude, que la déclaration faite par moi à messieurs les répartiteurs est faite consciencieusement dans toutes ses parties. Je n'ai rien caché de ma fortune, ni rien transféré de celle-ci en d'autres mains, ni sous forme de dot à mes enfants, ni sous forme de douaire à ma femme, ni sous aucune autre forme par la

remise d'argent ou d'objets, sans me laisser guider pour cela par des motifs légitimes. Et que Dieu m'aide dans mes affaires et entreprises dans la mesure de la véracité de mon serment. Amen ! » (1).

Si quelqu'un était en voyage lors de la répartition des impôts, on retardait sa taxation. S'il ne rentrait qu'au moment où la répartition était déjà close et la liste des impôts transmise au percepteur, le contribuable en question pouvait faire une réclamation et si celle-ci était fondée, son imposition pouvait être modifiée.

Il dépendait des répartiteurs de prêter foi ou non aux déclarations du contribuable. Le statut de 1623 prévoit même le cas où le répartiteur se méfierait même du serment :

« Si quelqu'un prête serment à propos de sa taxe, et qu'il semble aux répartiteurs qu'il a juré faussement, ceux-ci ont le droit de se rendre chez lui à domicile et de perquisitionner dans ses objets, dans toutes les chambres, caisses et coffres, d'examiner ses livres de compte pour s'assurer s'il a juré véridiquement ou non » (2).

Une fausse déposition pouvait avoir pour le coupable des conséquences très fâcheuses. Le *Kahal* le traduisait devant le tribunal et pouvait lui appliquer toute la rigueur des mesures pénales qui étaient à sa disposition.

Après avoir rectifié ou modifié selon les déclarations des contribuables les taxes, les répartiteurs fixaient définitivement la liste des impôts et la transmettaient au *Chamache* (huissier) du *Kahal*. A partir de ce moment le rôle des répartiteurs était achevé et, sauf de rares exceptions, comme le cas précité des contribuables en voyage, ils n'avaient plus le droit de changer quoi que ce fût à la liste des impôts. Comme ils devaient accomplir leur tâche dans un délai de six jours (sauf dans les très grands centres), il était défendu aux contribuables de venir faire des réclamations plus de deux fois. D'autre part, il était défendu aux répartiteurs de prolonger la répartition au-delà du délai prévu, sous peine de payer une amende. Les répartitions étaient faites tous les ans.

Les *Chamaïm* n'avaient donc qu'à évaluer la fortune des contribuables et à les taxer. Quant à la perception des impôts, c'était la charge d'autres fonctionnaires. A Cracovie il y avait deux percepteurs qui touchaient dix *grosz* par série de huit contribuables. Les percepteurs

1. *Ibidem*.

2. *Taqanoth ha'vaad* (1633), 5.

se rendaient d'abord chez les chefs de la communauté, qui devaient payer les premiers. Ceux qui ne payaient pas tout de suite faisaient l'objet d'un avertissement du *Kahal*, qui affichait leurs noms à la synagogue. Après un deuxième avertissement, resté sans effet, ils étaient excommuniés et, après le troisième, emprisonnés.

Toutes les communautés n'avaient pas de percepteurs spéciaux. A Lwow et à Zolkiew la perception était confiée aux huissiers.

4. *Les fonctionnaires du Kahal.* — Parmi les fonctionnaires du culte, le rabbin occupait la première place. C'était le chef spirituel de la communauté. A la différence du clergé chrétien, les rabbins n'ont jamais constitué un état distinct. Ils faisaient corps avec le peuple. Bien que dépendant des chefs laïques de la communauté, ils exerçaient néanmoins une grande influence et rien ne se faisait sans leur avis. Ils contresignaient tous les actes importants. Les rabbins présidaient les tribunaux religieux et, dans les communautés qui avaient plusieurs collèges de *Daïanim*, le rabbin présidait le tribunal civil de dernier degré. La seule restriction à ce pouvoir était sa limite dans le temps : la charge du rabbin, contrairement à l'usage actuel et à celui qui existait avant l'acquisition de l'autonomie juive en Pologne, n'était pas viagère. La constitution d'Opatow (Ruthénie-Rouge) imposa aux rabbins d'autres restrictions. Ainsi le rabbin ne pouvait garder sa charge que six ans et il ne pouvait obtenir une prolongation que pour une autre période de quatre ans. Le rabbin ne devait pas marier ses enfants dans la ville où il exerçait le rabbinat. Aucune assemblée communale ne devait se tenir dans son domicile. Il était rarement autorisé à assister à une assemblée communale. Ses parents n'avaient pas accès aux charges communales. Pour éviter tout favoritisme et toute partialité, le rabbin devait être pris dans une ville étrangère. C'étaient à peu près les conditions imposées au Moyen-Age par les municipalités italiennes à l'entrée en charge de leurs podestats. En effet, c'était une précaution générale prise par tous les organes autonomes pour empêcher leurs chefs de muer leurs charges amovibles, temporaires et responsables devant le corps électoral, en charges à vie et autocratiques. Dans les grandes villes où il existait un grand-rabbin (Lissa, Poznan) le même principe exigeait que le grand-rabbin fût pris dans une ville étrangère.

Dans les grandes communautés le rabbin touchait des honoraires hebdomadaires de six à huit florins polonais, plus le logement et des

honoraires spéciaux pour les sermons qu'il prononçait au Grand-Pardon et le Sabbat de Pénitence. Il avait, en outre, des revenus irréguliers comme ceux qu'on lui donnait pour la célébration d'un mariage, à savoir un florin et dix-huit *grosz* par cent florins de dot, et qu'il touchait même sur la valeur du trousseau et des livres donnés aux nouveaux mariés. Pour chaque divorce le rabbin touchait quatre florins.

Le grand-rabbin de Lissa était élu par soixante-et-onze membres honorables (НИКБАДЕ HA'IR) de la communauté. Ces soixante-et-onze honorables étaient composés des *seniores*, des membres du collège rabbinique et d'autres savants talmudistes.

La compétence du grand-rabbin s'étendait à la juridiction civile ainsi qu'à d'importantes décisions concernant la perception des impôts. Il participait également à l'élection des taxateurs. Bien que jouissant de la plus grande autorité dans le domaine religieux, il n'avait pourtant pas le droit d'accorder à quelqu'un le titre de « Morénou » (1) sans le consentement des *seniores*.

L'élection du grand-rabbin provincial se faisait elle aussi à plusieurs degrés. Ainsi en Grande-Pologne cette élection se passait de la façon suivante : Toutes les communautés de cette province élaient neuf délégués et les envoyaient à Poznan. Là ces neuf députés réunis avec les *seniores* de la communauté locale, après avoir prêté serment selon l'usage d'accomplir leur tâche en toute équité, élaient trente-deux électeurs définitifs. Ces BORRERIM élaient à leur tour le grand-rabbin provincial. Celui-ci était l'instance supérieure de la juridiction de toute la province. Son tribunal s'appelait BETH-DINE HA' GADOL (« Le grand tribunal »). Le grand-rabbin veillait à l'application des décisions du « Congrès des Quatre Pays ».

Pour son entretien le grand-rabbin provincial touchait la moitié des impôts perçus sur les dots (МАОТН-НОВА), ce qui en 1635 lui rapporta la somme de 66 florins et 20 *grosz* et des honoraires annuels, dont le montant variait selon le contrat préalable. Ainsi ces honoraires furent pour l'année 1629 de 232 florins, pour l'année 1632 de 400 florins (2). La moitié de cette somme, représentant les honoraires, était payée par la communauté de Poznan, tandis que l'autre moitié était répartie entre toutes les communautés de la province.

1. Titre décerné aux rabbins.

2. L. Lewin, *Die Landessynode der grosspolnischen Judenschaft*.

Au même degré hiérarchique que le rabbin était le recteur de la YÉCHIBA (1). C'est en 1567 que ce titre de recteur fut conféré pour la première fois par le roi Sigismond II Auguste au chef de la Yéchiba de Lublin. La dignité du Roche-Yéchiba (recteur de la Yéchiba) était très recherchée. Outre son caractère honorifique, elle apportait au titulaire d'autres avantages d'ordre pratique, notamment : l'exemption des impôts.

Parmi les fonctionnaires cultuels, il faut encore mentionner le chantre, l'éorgueur et le personnel de ce dernier.

Chaque communauté avait un secrétaire municipal (SAFRA) et un notaire (*Notarius Judaeorum*). Chaque Kahal'avait, en outre, un greffier qui dressait les procès verbaux. A Cracovie ce fonctionnaire portait le titre de SAFRA-DEMATHA, qu'il ne faut pas confondre avec le SAFRA ordinaire mentionné ci-dessus. Le *Safra dematha* devait connaître l'hébreu et le polonais. Dans les communautés où le *Safra dematha* n'était pas assez versé dans la langue polonaise, c'était au syndic qu'incombait la tâche de traduire les procès-verbaux.

Plusieurs fonctionnaires portaient le titre de CHAMACHE (*Scholae minister*), car la vie communale était étroitement liée à la vie religieuse dont le centre était la synagogue. Le *Chamache* était primitivement le bedeau de la synagogue. Avec la naissance de l'autonomie communale, le *Chamache* devint l'organe exécutif du Kahal dans tous les domaines. Le développement de l'institution municipale et l'accumulation des affaires forcèrent le *Chamache* à céder certaines de ses fonctions à des fonctionnaires spéciaux, qui, tout en étant indépendants de lui, portaient le même nom. Ainsi étaient désignés par le même titre le fonctionnaire des pompes funèbres (*Chamache chel hevra gadicha*), le bedeau, le percepteur des impôts, le greffier du tribunal et même le représentant des intérêts communaux auprès du tribunal palatin.

Ce dernier, appelé dans les actes polonais *Syndic*, prit en hébreu le nom de *Chtadlan* (intercesseur). Le *Chtadlan* touchait trois cents florins par an, et, s'il se trouvait en voyage pour les besoins communaux, on donnait à sa femme trois florins par semaine. En plus il recevait un logement gratuit. Le *Chtadlan* représentait la communauté auprès de l'autorité polonaise. On choisissait à cette fin un homme énergique qui connaissait les lois du pays et qui devait être *persona*

1. Académie de hautes études talmudiques.

grata auprès du voïvode et du clergé. Mais il ne devait rien entreprendre sans le consentement du *senior mensis*. Il était assermenté et son rôle dans le *Kahal* se bornait à se tenir au courant des dettes communales afin de remettre les versements des dettes communales au magistrat polonais et d'assurer la correspondance avec l'autorité polonaise.

Au *Kahal* incombait également la charge de l'hygiène et de la santé des habitants. Le *Kahal* avait à son service des médecins, pharmaciens, infirmiers, sages-femmes etc., qui étaient occupés aussi bien dans les hôpitaux que dans le service privé.

Le tableau suivant, copié sur un vieux texte hébraïque, renfermant le procès-verbal des élections municipales dans une communauté de grandeur moyenne faites en 1724, nous donnera une idée de l'appareil d'un *Kahal*.

« Les élections pour l'année 5484 (1724) se sont heureusement bien passées. Elles sont valables jusqu'à Pâque 5485 (1725).

Sont élus :

R. (1) Arié, fils de Moïse, candidat au *seniorat*.

ALOUFIM :

R. Eliaqoum Guets, fils de R.-J.

R. Aaron, fils de Jacob.

R. Chalom, fils de Moïse.

R. Moïse, fils de R. B. Ségal.

R. Jacob, fils d'Isaac Catz.

GABBAE BETH-HA'KENESSETH :

R. Simha, fils de Nephtali,

R. David, fils de Daniel.

R. Saül, fils de Mardochée.

R. Haïm, fils de Chemarie.

1. R. abrégé de *Rabbi*, titre donné aux rabbins et aux talmudistes et maintenant par estime à toute personne âgée,

GABBAE NACHIM :

La femme de R. Eliaqoum, fils de R. J.

La veuve Roda.

La femme de R. Chemarie.

RACHIM :

R. Joël, fils de Yomtob.

R. Josué, fils de Joseph.

R. Israël, fils de Chemarie.

R. Arié, fils d'Aaron.

TOUVIM :

R. Eliézer, fils de R. Moïse Ségäl.

R. Chemarie, fils de I. Ségäl.

R. Eliézer, fils d'Elie.

GABBAE TSEDAQA GUEDOLA :

R. Abraham, fils de R. I. Ségäl.

R. Menahem, fils de Joseph.

R. Moïse, fils de Zéeb.

R. Jacob, fils de Josué.

DAIANIM :

R. Dov-Baehr Ségäl.

R. David, fils de R. Ségäl.

R. Moïse, fils de Joël.

GABBAE TALMUD-TORA :

R. Chemarie, fils de R. Isaac.

R. Joseph, fils de Salomon.

R. Ezéchiël, fils d'Abraham Ségäl.

R. Nathan, fils d'Aaron.

Tous ceux-là ont été élus par le tirage au sort conformément aux

lois et aux statuts, aujourd'hui, jeudi, deuxième jour des demi-fêtes de Pâque 5484.

Signé : Israël, fils de Chemarie.

Josué, fils de Joseph.

Arié, fils d'Aaron.

Moïse, fils de Zéeb (1).

Nous donnons ce tableau comme type, car de pareils procès-verbaux se renouvellent avec une exactitude stéréotypée d'une année à l'autre.

5. *Organisation électorale.* — Comme nous le voyons, les dignitaires municipaux étaient réélus chaque année pendant les demi-fêtes de Pâque. Le paragraphe 11 du statut municipal juif de Cracovie réglait les élections dans tous leurs détails. Voici comment elles avaient lieu :

Le premier jour des demi-fêtes de Pâque, le *senior mensis* invite tous les *seniores*, *boni viri*, les *Quatorze* du *Kahal*, les trois collègues des juges et les comptables à la maison communale. Ceux-ci arrivés (si plusieurs d'entre eux manquent, les élections ont tout de même lieu, pourvu que la majorité de ces électeurs soit présente), ils s'engagent à faire « en toute équité, sans ruse ni fraude, sans collusions clandestines, soit avec des individus, soit avec des groupements entiers, à ne prendre en considération que le bien du public, comme ils seront inspirés du ciel ». Après cela on procède aux élections mêmes. Le *Chamache* met dans l'urne les bulletins portant les noms de tous les contribuables. Ensuite il en tire les noms de neuf personnes qui ne se trouvent pas parents. Si parmi les neuf se trouvent deux parents, le premier sorti rend l'autre inapte. De même si deux bulletins portent le même nom, le deuxième est annulé et le *Chamache* en tire un autre à sa place. Les neuf, ainsi tirés au sort, jurent devant l'assemblée « qu'ils choisiront du milieu des membres de la communauté cinq hommes intelligents et instruits et qu'ils n'entreront dans aucune cabale et n'auront en vue que la direction de la communauté et le bien public ».

Après quoi ils élisent par acclamation les cinq électeurs définitifs (*Borrerim*). Ces *Borrerim* nomment tous les membres municipaux pour l'année suivante, à savoir : quatre *RACHIM*, cinq *TOUVIM*, *QUATORZE*

1. S. Dubnow, *Voskhod*, 1894, II.

du *Kahal*, trois collèges de juges de trois membres chacun, trois comptables et cinq administrateurs : des synagogues, orphelinats, de la caisse de *Czapowe* (1), etc.

D'après ce statut pouvaient faire partie de la même municipalité deux membres parents, tels que le père et le fils ou deux frères; seulement ils devaient appartenir à des collèges différents. Ainsi le père pouvait être *senior* (*Roche*) et son fils ou gendre *bonus vir* (*Touv*) ou membre du collège des *Quatorze*. Le troisième statut communal juif du palatin Lubomirski (1640, § 4) est plus sévère et interdit l'accès au *Kahal* à deux parents, même s'ils appartiennent à deux collèges différents. Mais cette défense resta sur le papier et dans la pratique on choisissait très souvent le père et le fils ou deux frères, etc., pour faire partie de l'organe représentatif de la communauté. Les élections terminées, les résultats et les noms des nouveaux élus étaient inscrits dans le registre communal, le *Pincas*. Les fonctionnaires sortants devaient rendre compte aux nouveaux élus de leur gestion. Et bien qu'à partir de ce moment leur charge fût expirée, ils continuaient à l'exercer encore deux semaines, jusqu'à la confirmation des nouvelles élections par le palatin.

Pour obtenir cette confirmation ils choisissaient trois personnes qu'ils envoyaient en qualité de syndics auprès du palatin. Avant cette confirmation ni les membres sortants du *Kahal*, ni les nouveaux élus ne devaient rien entreprendre. Pourtant si la confirmation n'avait pas lieu dans un délai de quinze jours, les nouveaux élus entraient en fonctions. Officiellement c'étaient toujours les anciens fonctionnaires qui étaient responsables devant le palatin de toutes les actions du *Kahal*. Mais vis-à-vis de la communauté juive c'étaient déjà les nouveaux élus qui assumaient cette responsabilité et les anciens ne pouvaient rien faire sans leur consentement.

Dès que le voïvode avait confirmé les élections, les quatre *seniores* nouvellement élus se présentaient chez lui et prêtaient serment de fidélité au roi et à l'Etat, d'obéissance au palatin, au *Judex Judaeorum*, etc. Ce serment était inscrit dans les *acta palatinalia*.

Tel était l'ordre des élections communales à Cracovie. Ailleurs, c'était plus simple. Ainsi à Poznan, on mettait dans l'urne vingt et un

1. Impôt sur les consommations. La communauté juive affermaît à l'État les recettes de la bière, du vin et de l'eau-de-vie et percevait ces droits par ses fonctionnaires.

bulletins portant les noms des membres communaux les plus en vue et on en tirait le tiers. Ces sept étaient les électeurs proprement dits, qui à leur tour nommaient tous les dignitaires et fonctionnaires municipaux. A Lwow et dans la plupart des communautés de la Ruthénie-Rouge, les élections se faisaient en trois temps. On subdivisait tous les membres communaux en trois curies ayant chacune son urne. A la première appartenaient les notables municipaux, tels que les *seniores*, les *boni viri*, les conseillers du *Kahal*; à la deuxième, les fonctionnaires municipaux; à la troisième, tous les autres contribuables. D'abord on tirait deux noms de la première urne et on mettait les noms restant de la première urne dans la deuxième. De celle-ci on tirait également deux noms, après quoi on mettait les noms restants dans la troisième urne, de laquelle on tirait encore deux noms. Ces six noms constituaient le collège des électeurs qui élisaient tous les dignitaires et fonctionnaires du *Kahal*. Les électeurs étaient durant ces opérations enfermés dans une pièce isolée, d'où ils ne pouvaient sortir que leur tâche finie. Il leur arrivait donc parfois de passer dans cette chambre toute une nuit.

A Lissa les électeurs définitifs ou *Borrerim*, appelés ici *KECHERIM* (Prud'hommes), étaient élus de la façon suivante : en présence des quatre *seniores* et des cinq plus riches contribuables, on mettait dans l'urne des bulletins portant chacun le nom d'un contribuable, marié au moins depuis six ans et ne payant pas moins de vingt florins d'impôt par an. Le nombre de ces bulletins ne devait pas dépasser soixante. Ensuite, on tirait de l'urne les noms de sept personnes qui n'étaient pas parentes entre elles jusqu'au troisième degré. Si les trois premiers *Kecherim* n'avaient jamais encore revêtu cette charge, le quatrième devait être un ancien *Kacher* ou au moins quelqu'un portant le titre de *Morenou*. Le cinquième *Kacher* devait avoir déjà revêtu cette charge. S'il était un novice, et même s'il portait le titre de *Morénou*, on annulait son élection et on tirait le suivant. Ainsi sur les sept *Kecherim* deux ou au moins un devait avoir l'expérience de la nomination aux charges communales. Les *Kecherim* élisaient ensuite quatre *seniores*, cinq assistants, sept *Touvé ha'ir*, sept conseillers de bienfaisance et trois suppléants, sept administrateurs des écoles et trois suppléants, quatre *seniores* pour les habitants de Lissa qui commerçaient à Breslau (1), deux surveillants des boucheries et deux suppléants, chacun des

1. Breslau constituait le centre le plus important du trafic du côté allemand.

Kechérim touchait onze florins de la caisse communale. Les élections faites, le mandat des *Kechérim* arrivait à son terme. Si leurs décisions paraissaient aux *seniores* nuisibles aux intérêts des administrés, elles pouvaient être cassées par une commission spéciale comprenant trente-deux membres (treize de la municipalité et dix-neuf membres de la communauté), sous la présidence du rabbin.

Ainsi le rôle le plus important dans toute les élections était celui des électeurs définitifs (*Borrérim*, *Kechérim*) d'où toutes les précautions dont on entourait leur élection. S'il était désirable que deux ou au moins un de ces électeurs ne fussent pas novices dans leur charge, il était tout à fait inadmissible, pour le maintien de l'égalité et de l'impartialité entre les administrés, de permettre la formation d'une coalition assurant le maintien du pouvoir entre les mêmes mains. Il fallait donc éviter la réélection des anciens électeurs. C'était pourtant ce qui avait lieu et, d'une année à l'autre, c'étaient les mêmes électeurs qui étaient désignés pour pourvoir le personnel des charges municipales. La population juive de Cracovie porta plainte contre cet abus et en 1640 le palatin Lubomirski ordonna que désormais les mêmes électeurs ne revinssent pas deux fois et, pour empêcher toute tentative contraire, il ordonna d'inscrire tous les noms des électeurs et de les conserver.

Le rôle le plus important dans l'administration de la communauté était celui des *seniores*. Il fallait se garantir contre la perpétuation du pouvoir entre leurs mains. C'est pourquoi le même *senior* ne devait pas rester en fonctions plus de deux ans. Il n'avait même plus ensuite le droit de devenir *senior* suppléant ni *bonus vir*. De plus, étant donné l'importance de cette charge, il fallait que le *senior* fût un homme d'expérience, ayant déjà revêtu auparavant une charge municipale, d'où le règlement suivant : « Peut devenir *senior* celui qui était auparavant assesseur ou curateur de bienfaisance », c'est-à-dire dont l'impartialité est déjà prouvée. En outre, le *senior* devait être marié depuis douze ans et devait avoir toujours régulièrement payé ses impôts.

A la règle selon laquelle les élections municipales devaient avoir lieu tous les ans, les exceptions étaient rares. Ainsi en 1719, lorsque les *seniores* de la communauté de Brzesc (Lithuanie) tardèrent à faire de nouvelles élections municipales, l'hetman lithuanien de Vilna envoya au capitaine de Brest l'ordre suivant : obliger l'ancien *Kahal* de Brest, dont le mandat expirait conformément au statut municipal à la fête de Pâque à faire de nouvelles élections.

Si de nouvelles élections étaient obligatoires, le renouvellement du *Kahal* ne l'était pas, à l'exception pourtant de plus hauts dignitaires. Ordinairement les nouvelles élections ne faisaient que déplacer les anciens membres en les revêtant d'une autre charge à la place de l'ancienne. Ainsi nous trouvons les mêmes noms dans les listes des élus pendant des dizaines d'années successives, passant du grade d'ALOUF à celui de TOUV ou ROCHE, etc. La perpétuation du pouvoir municipal entre les mains d'un petit groupe d'hommes imprima au *Kahal* un caractère oligarchique, qui eut des conséquences fâcheuses pour l'administration municipale.

Ce statut de Cracovie a été, on l'a vu, le prototype de tous les statuts municipaux juifs de la Pologne-Lithuanie et, longtemps après la dissolution officielle de l'autonomie municipale juive, nous en trouvons les traces jusque dans les petites localités les plus éloignées de la capitale.

En 1777, les Juifs de la petite ville de Petrowicz (gouvernement de Mohileff), s'adressèrent à l'assemblée provinciale des députés municipaux juifs tenue à Mohileff, afin d'obtenir un statut municipal semblable à celui des autres petites villes. Une demande analogue fut adressée à la même assemblée par le capitaine de la petite ville, Wolowicz, qui espérait, par l'institution d'une municipalité, mettre fin à la discorde régnant chez ses Juifs. Accédant à la double demande, l'assemblée provinciale de Mohileff confia à trois de ses membres l'élaboration d'un statut municipal pour les Juifs de Petrowicz, statut qui se baserait sur celui des autres petites communautés en prenant toutefois en considération les conditions locales.

Dans ce statut, nous retrouvons la même nomenclature des dignitaires municipaux, la même durée des charges, les mêmes conditions d'éligibilité et enfin le même ordre des élections avec toutes les précautions pour empêcher l'accumulation et la perpétuation du pouvoir entre les mêmes mains.

Ainsi nous retrouvons, à la distance de près de deux siècles (de 1595 à 1777), d'un bout de la Pologne jusqu'à l'autre, les mêmes statuts municipaux, réglant minutieusement jusqu'au moindre détail la vie religieuse et civile des Juifs. Cette concordance s'explique aisément par les rapports entre les différentes communautés entre elles et avec l'organe central qui les unissait toutes, légiférait pour toutes et d'en haut veillait à l'application de ses décrets, les contrôlant et les domi-

nant. Les rapports entre les communautés dépendaient de la position juridique dans laquelle celles-ci se trouvaient à l'égard des autres. Or, juridiquement indépendante était la communauté qui avait le droit d'être représentée au Congrès juif directement par ses propres députés et non pas par l'intermédiaire de ceux d'une communauté voisine. Pour arriver à une telle situation il lui fallait savoir s'imposer par le nombre des habitants et par son étendue territoriale, c'est-à-dire par le nombre des petites localités qui dépendaient d'elle. Or l'aspiration d'agrandir le plus possible le nombre des localités soumises était le désir ardent, le rêve de toutes les grandes communautés. Et ici nous assistons à un curieux phénomène. A peine une communauté avait-elle conquis son autonomie municipale qu'une question se posait devant elle : Quelles seraient les limites territoriales de sa juridiction ? Elle avait tendance à les élargir le plus possible et cela pour des raisons diverses. Premièrement : le désir de prévenir toute concurrence sur le terrain économique, industriel et commercial. Plus le ressort serait grand, plus la situation des habitants de la communauté maîtresse serait aisée. On agissait à l'égard des Juifs d'une communauté voisine de la même manière qu'aujourd'hui chaque Etat agit à l'égard des étrangers, c'est-à-dire qu'un Juif d'une autre communauté pouvait commercer ou exercer un métier seulement dans la mesure où il ne faisait pas concurrence aux indigènes et ne leur enlevait pas leur gagne-pain. Deuxièmement : le désir d'accroître les droits de justice et principalement le droit d'impôt. Tous les impôts qu'une communauté avait à payer soit au Congrès juif, soit au palatin ou au capitaine, soit enfin pour pourvoir à ses propres besoins, elle s'en déchargeait sur le dos de ses petits *Yichouvim* (localités), qu'elle pressurait et exploitait de la façon la plus éhontée. La domination de la communauté-mère était parfois pour la communauté-fille un véritable joug. Ainsi les habitants des *przykahalki* (annexes) de Przemyśl étaient obligés d'enterrer leurs morts dans le cimetière de Przemyśl, d'acheter les cédrats au *Kahal* de cette ville, d'appeler des procès locaux au tribunal du rabbin de Przemyśl, auquel chaque fermier devait payer trois florins par an. Rien d'étonnant dès lors que les localités plus ou moins grandes désirassent s'affranchir de cette tutelle et acquérir, malgré l'appareil onéreux du *Kahal*, leur indépendance (1). De même on com-

1. Tel fut le cas de Zolkiew, qui, après une longue lutte, parvint à s'affranchir

prend le désir de la communauté-tutrice d'empêcher la réalisation de l'ambition de sa pupille. Ces luttes entre les grandes communautés et leurs dépendances et entre les grandes communautés elles-mêmes pour l'annexion des petites localités remplissent de nombreuses pages des *Pincassim*.

Il fallait, pour que les communautés juives ne se dévorassent pas par la discorde et les querelles, un pouvoir central qui fût en même temps une instance juridique supérieure. Ce pouvoir existait déjà : c'était le Congrès juif. Mais ce Congrès se tenait une ou deux fois par an et le plus souvent dans la ville de Lubbin, c'est-à-dire géographiquement assez loin des autres centres juifs. En outre, à ce Congrès qui réunissait les représentants juifs de toute la République Polonaise, on traitait des questions qui concernaient l'ensemble des Juifs de ce vaste pays. Il ne devait pas être facile lorsqu'il s'agissait de trouver une solution à un problème très grave, d'intéresser ces hauts représentants à une affaire purement locale ou à un conflit, qui mettait aux prises deux communautés quelconques. Ces conflits locaux pouvaient tout au plus intéresser une assemblée provinciale composée des délégués de cette province. Laissant donc au Congrès les affaires vraiment importantes et les problèmes embrassant l'ensemble des Juifs polono-lithuaniens, les communautés de chaque province, ayant pris depuis longtemps déjà l'habitude de se réunir en des assemblées provinciales pour délibérer sur la répartition des impôts, commencèrent à se réunir de temps en temps en un VAAD provincial pour traiter d'autres problèmes. Ainsi naquirent les différents VAADE HA'MEDINOTH OU HAGALIL. Ayant d'abord eu pour fin unique les affaires sociales, ces *Vaadé ha'medinoth* ou *Comitalia* se réunissaient, avant chaque convocation du Congrès juif, à l'instar des Diétines provinciales polonaises avant la convocation de la Diète, en une assemblée provinciale pour délibérer sur les problèmes à soumettre au Congrès.

B. — LES COMITALIA.

Chaque province de Pologne, comme chaque district de Lithuanie, avait son *comitiale*. En Pologne, c'était le *comitiale* de Petite-Pologne

de la tutelle de Lwow, cette dernière communauté ne conservant que la juridiction d'appel.

(se réunissant à Jaroslaw ou à Wladislaw), le *comitiale* de Grande-Pologne (se réunissant à Nowe-Miasto ou Kobylin), le *comitiale* de Ruthénie-Rouge (se réunissant à Lwow ou à Zolkiew) et enfin le *comitiale* de Volynie (se réunissant à Kamieniec ou à Wladzimierz-Wolynsk). En Lithuanie, chacune des communautés les plus importantes avait son *comitiale*. C'étaient jusqu'à l'année 1648, Brzesc, Grodno et Pinsk. La Ruthénie-Blanche (gouvernements de Mohileff et de Vitebsk) avait elle aussi son *comitiale*, qui groupait l'ensemble de ses communautés. A ces assemblées provinciales venaient les députés des différents *Kahal* de la province. Les sujets principaux de leurs débats portaient, comme nous l'avons déjà dit en passant, sur :

a) la répartition des impôts entre les communautés de la province. Les députés de chaque communauté défendaient en l'occurrence les intérêts de leur *Kahal*.

b) les relations entre les *Kahal*, la liquidation des litiges entre eux de même que des litiges entre des particuliers et leur *Kahal*.

c) l'élection des délégués pour le Congrès prochain (VAAD ARBA ARATSOH et VAAD HA'MEDINA DE'LITA) et les instructions dont ceux-ci devaient être pourvus.

Outre ces problèmes, les assemblées provinciales en avaient à résoudre beaucoup d'autres, les uns intéressant la population juive de toute la province, les autres concernant seulement les Juifs d'une partie de cette province. Il fallait, en outre, prévenir tout danger menaçant du côté du gouvernement. Les chefs de chaque *comitiale* devaient suivre attentivement les débats et les délibérations des Diétines polonaises « afin d'empêcher l'acceptation des projets nuisibles aux Juifs » (1). Les exemples que nous allons citer montreront le fonctionnement des *comitalia* dans les différentes provinces.

Petite-Pologne.

Cette province comprenait trois voïvodies principales : celles de Cracovie, de Lublin et de Sandomierz. Ces trois voïvodies comptaient beaucoup de communautés juives. Ces dernières formaient une union provinciale de *Kahal* ayant à sa tête le *Kahal* de Cracovie. Les députés de cette province se réunissaient à dates fixes pour régler les problèmes

1. *Taqanoth ha'vaad* (1623), § 10, dans *Yevreyskaya starina*, 1909, I.

communs dans une de leurs villes (Jaroslaw ou Wladislaw). A partir de la deuxième moitié du XVII^e siècle, ces réunions avaient lieu pour la plupart dans le village de Wodzislaw (dans la voïvodie de Cracovie) ou dans celui de Chmielnik (dans la voïvodie de Sandomierz). Ainsi en 1676 se tint une assemblée provinciale à Chmielnik sous la présidence du célèbre rabbin de Cracovie Aaron Samuël Kaïdanover, qui y mourut pendant les délibérations. Une autre assemblée provinciale qui eut lieu dans le même bourg en 1690 acquit la célébrité par un événement encore plus tragique. Cette assemblée fut présidée par le nouveau rabbin de Cracovie Aaron Darchane. Il fut arrêté un samedi par ordre de la police. Jeté en prison, il fut battu à tel point qu'il succomba à ses plaies (1).

Grande-Pologne.

Elle était composée de quatre grandes communautés, celles de Poznan, de Kalisz, de Leszno et de Krotoszyn. Le rabbin de Poznan, grand-rabbin de toute la province, présidait généralement les assemblées provinciales. Celles-ci se réunissaient d'habitude dans une des villes voisines de Poznan. Ainsi nous trouvons une de ces assemblées provinciales à Nowe-Miasto, sous la présidence du rabbin provincial Isaac ben Abraham. Une autre assemblée, tenue dans la même ville en 1715, fut présidée par le fils de ce dernier, le rabbin Jacob ben Isaac. Une assemblée provinciale très importante eut lieu en 1733 à Kobylin, village dépendant de la communauté de Krotoszyn.

9

Ruthénie-Rouge.

La communauté principale de cette province, qui est appelée dans les *Pincassim* MEDINATH ROUSSIA, était celle de Lwow. Dans les premiers temps, les représentants de cette province, désignés dans les documents juifs sous le nom de MANHIGUE MEDINATH ROUSSIA, se réunissaient à Lwow, même au temps des foires. Plus tard les réunions des *comitalia* avaient lieu dans d'autres villes. Ainsi en 1708 nous trouvons une assemblée provinciale à Strelic. L'une des décisions prises à ce *comitale* est signée par les rabbins de Lwow, de Zolkiew

1. Zunz, *Ir ha'tsédeq*, p. 132.

et de Lisk (1). Parfois les *comitialia* se réunissaient à Przeworsk, où siégeait quelquefois également le *Vaad Arba Aratsoth*.

Volynie.

Sous le nom de « Synagogue volynienne », les documents polonais désignent l'union des *Kahal* de Volynie ainsi que l'organe central de ceux-ci, le *comitiale* provincial. Les députés de ce *comitiale* s'appelaient : « Les élus de la Synagogue volynienne ». Le *comitiale* lui-même était calqué, comme nous l'avons déjà dit, sur les Diétines provinciales de la *szlachta*. L'union des *Kahal* volyniens comptait quatre grandes communautés : Wladzimierz, Ostrog, Luck et Kamieniec. Les délégués de ces *Kahal* se réunissaient avec leurs rabbins, à des dates fixes, pour délibérer sur les affaires intéressant toute la province. Afin de donner à leurs décisions plus de poids, on les inscrivait souvent dans le *Pincas* du *Vaad arba aratsoth*. Un cas de ce genre se passa en 1635. Ayant pris les rênes de l'administration de la communauté de Wladzimierz entre ses mains, le rabbin Yomtob Lippmann-Heller constata qu'en Volynie la charge de rabbin s'achetait à prix d'argent chez le staroste ou le voïvode. Aussi le poste du chef religieux était-il souvent occupé, non pas par le plus digne, mais par le plus généreux envers l'autorité publique. Contre cette « vénalité des offices » luttèrent depuis longtemps avec acharnement les représentants du rabbinat polonais. Mais ils ne parvenaient pas à déraciner complètement ce mal. A Yomtob Heller, rabbin venu d'Autriche, le commerce des charges rabbiniques apparut tellement scandaleux, qu'il entreprit immédiatement une lutte sans merci contre ce qu'il considérait comme une abomination. De concert avec les *seniores* de sa ville, de même qu'avec ceux des principaux *Kahal* de Volynie, il lança l'excommunication aussi bien contre les rabbins qui avaient acquis leur charge à prix d'argent que contre les communautés qui avaient accepté de pareils rabbins comme chefs religieux. Par cette action énergique, le valeureux rabbin se fit de nombreux ennemis et une pluie de délations se déversa sur sa tête. Mais R. Yomtob ne recula pas et poursuivit la lutte. Au printemps de l'année 1635, se réunirent à Wiszniewice (village du ressort de la juridiction du *Kahal*

1. Dembitzer, *Klilath yofi*.

de Luck) les représentants des quatre principales communautés de Volynie. A l'instigation de R. Yomtob Heller le *comitiale* se prononça contre la vénalité du rabinat. Ayant gagné à sa cause ce *comitiale*, l'infatigable luttteur voulut obtenir également l'approbation du « Congrès des Quatre Pays ». Dans la même année 1635, il atteignit son but : le Congrès réuni à Jaroslaw lança solennellement l'excommunication contre quiconque achèterait chez le voivode ou chez le staroste le poste de rabbin, et contre la communauté qui recueillerait un tel pasteur (1).

Faisant partie de la Couronne, la Volynie envoyait ses représentants au « Congrès des Quatre Pays ». C'est ainsi qu'en l'année 1666, la « Synagogue volynienne » délégua comme ses plénipotentiaires au « Congrès des Quatre Pays » qui devait se réunir à Przeworsk (Ruthénie-Rouge) Isaac, fils de Yoézer (de Kamieniec) et Aaron Sélég (d'Ostrog). Ce *comitiale* siégea à Wladzimierz-Wolynsk. Le *Kahal* de cette ville, en qualité de *Kahal galil*, notifia officiellement l'élection des députés au staroste local et, pour éviter tout malentendu, demanda à ce dernier d'inscrire le résultat des élections et les noms des deux délégués volyniens dans les archives de la starostie. Voici la traduction du texte en question : (2).

« Le 27 août 1666, sont venus en personne au tribunal local du château de Wladzimierz, les infidèles Abramowicz Yoel, fils d'Eliézer, Leiba Joskowicz, Méir Ickowicz, Joseph Moszkowicz, *seniores* du *Kahal* de Wladzimierz lesquels m'ont déclaré, à moi châtelain de Wladzimierz, ce qui suit :

Etant donné qu'ils vont avoir prochainement la convocation de leur Congrès à Przeworsk, ils ont élu, pour les y représenter et pour défendre leurs intérêts, les deux députés suivants qu'ils ont pourvus de pleins pouvoirs : Isaac, fils de Yoézer de Kamieniec et Aaron Sélég d'Ostrog. Tout ce que ces deux députés, avec les autres représentants juifs, décideront au Congrès, lesdits *seniores* s'engagent à l'accepter avec reconnaissance, ce qu'ils me demandent d'inscrire dans les archives et ce que j'ai fait. »

L'élection des députés au Congrès juif n'était pas la seule occupation de la « Synagogue volynienne ». Un problème plus important pour

1. Yomtob Lippmann-Heller, *Meguilath eiva*.

2. Publié par le savant Berschadski dans les *Materialy*, n° 20 et reproduit par l'historien S. Dubnow dans le *Voskhod* de 1894, IV.

elle était la répartition des impôts entre les différentes communautés de Volynie. Cette répartition, problème très délicat, était souvent un motif de querelles entre les communautés imposées. Il fallait donc discuter chaque imposition avec les représentants du *Kahal* en question. Parfois il fallait faire siéger le *comitiale* dans la communauté dont l'imposition soulevait le plus de difficultés. L'usage s'établit de convoquer le *comitiale*, tour à tour, dans les différentes villes imposées. Si la ville, dont c'était le tour d'héberger le *comitiale*, était délaissée pour une autre, elle le ressentait comme un outrage. Le cas s'est produit en 1703 et les représentants de la communauté d'Olyka protestèrent contre les députés du *comitiale*, parce qu'ils n'avaient pas convoqué ce dernier dans leur ville. Le *Kahal* reprocha au *comitiale* volynien un deuxième méfait, à savoir de faire la répartition des impôts et d'en imposer la part à leur communauté sans la participation des délégués de cette dernière (1).

A la suite de la répartition des impôts entre ses différentes communautés, la « Synagogue volynienne » était obligée également de fixer les limites territoriales de chaque communauté. Chaque *Kahal* avait, comme nous l'avons déjà dit, son district composé d'un nombre plus ou moins grand de bourgs et villages. Tout le fardeau des impôts retombait sur ces petites localités, tandis que le *Kahal* se contentait d'administrer ces impôts. Certains *Kahal* percevaient sur les localités de leurs dépendances beaucoup plus d'impôts qu'il ne leur en fallait pour s'acquitter, à leur tour, de tous les impôts et gardaient de grosses sommes dans leurs caisses. Si chaque *Kahal* tâchait d'agrandir sa circonscription, le *comitiale*, organe central de la province, aspirait lui aussi à agrandir le nombre de ses *Kahal*. Ces aspirations avaient pour conséquence des conflits et il fallait l'intervention du Congrès juif pour en finir. Voici un cas qui se passa en 1750 :

D'après le décret du Tribunal du Trésor de Radom, le grand district d'Owruetz, qui appartenait auparavant à la circonscription du *Kahal* de Pinsk, fut rattaché à la juridiction de la « Synagogue volynienne » ; il devait désormais payer sa capitation, non plus en Lithuanie, mais en Pologne, c'est-à-dire aux *seniores* des *Kahal* volyniens. Cette décision déplut fort aux Juifs d'Owruetz, mais par contre réjouit la « Synagogue volynienne », qui voyait sa circonscription agrandie. Comme il

1. S. Dubnow, *Voskhod*, 1894, IV.

fallait incorporer le nouveau district dans sa province, on convint de convoquer l'assemblée provinciale à Owruć au mois de février 1750, afin de répartir les impôts entre les localités du nouveau district. Ce district se composait de plusieurs *Kahal*, Przykahalki et d'une foule de villages. Parmi les *Kahal* se trouvait celui de Czarnobyl. C'est par la lettre adressée au *Kahal* de cette ville, que nous savons que l'assemblée provinciale de Volynie devait se tenir le 19 ou le 20 février à Owruć. Cette lettre envoyée de Dubno le 8 février est signée par les « députés de la Synagogue volynienne, le rabbin local, Leiba, Joseph de Dubno, Baner de Kamieniec et Leiba de Włodzimierz » (1). L'assemblée n'eut pourtant pas lieu à la date fixée, à en juger par la protestation transmise au gouverneur d'Owruć, le 27 février de la même année, par l'intendant des propriétés du chancelier lithuanien, Markielewicz. Celui-ci s'étant rendu à Owruć, en qualité de représentant des intérêts du chancelier lithuanien, auquel appartenait le district, pour participer aux décisions du *comitale* sur la part d'impôts que devraient payer les *Kahal* de ce district, eut beau attendre, avec les députés de la communauté de Czarnobyl, la réunion de la « Synagogue volynienne ». Celle-ci n'eut pas lieu.

En même temps que cette protestation, le gouverneur d'Owruć en reçut d'autres, provenant de plusieurs propriétaires polonais de la voïvodie de Kiew contre les « chefs de la Synagogue volynienne » qui, s'étant d'abord rattaché plusieurs przykahalki de la juridiction de Pinsk, avaient obtenu ensuite, de la part du tribunal du Trésor de Radom, l'annexion de tout le district d'Owruć à leur Synagogue. Les auteurs de cette protestation se plaignaient de « l'oppression exercée par la Synagogue volynienne dans la perception des impôts sur les *Kahal* annexés et de la violation des anciens privilèges accordés à ces *Kahal* » (2).

La « Synagogue volynienne » avait sous ses ordres des agents de confiance appelés NEEMANIM, qui en son nom ratifiaient les conventions entre les différents *Kahal*. Ainsi le NEEMAN de la « Synagogue volynienne », le rabbin Haïm, confirma au *comitale* provincial, tenu à Korzec, l'arrêté du *Kahal* de Kamieniec d'après lequel le droit de percevoir la capitation sur les Juifs de dix-huit villages appartenait au

1 S. Dubnow, *Voskhod* 1894, IV.

2. Berschadski, *Materialy*, n° 40 ; Dubnow, *Voskhod*, 1894, IV.

Kahal de Teofil-Polski. Le même arrêté fut ratifié à ladite assemblée provinciale, par le commissaire du Trésor polonais, le régent de la ville de Luck, Etienne Bentkowski.

Les *Néémanim* remplissaient les fonctions de trésoriers provinciaux. C'est ce que nous apprend une lettre de protestation envoyée en 1758 au *comitiale* volynien par deux *Néémanim*, les rabbins Leiba de Kamieniec et Saül de Wlodzimierz, contre les dirigeants des *Kahal* d'Ostrog et de Luck qui les accusaient d'avoir dilapidé l'argent public. Ces *Néémanim* convoquèrent une assemblée provinciale devant laquelle ils rendirent compte de la gestion de l'argent qu'on leur avait confié. Il semble qu'ils réussirent à se justifier car dans le mois d'août de la même année, le *Marszałek* (président) du *comitiale* volynien les autorisa, en son nom et au nom des députés d'Ostrog, de Dubno, de Wlodzimierz, de Kamieniec et de Kowel à amortir les dettes de certains *Kahal* dont il leur donnait les noms (1).

Par ce fait nous apprenons que les *comitalia* avaient, à l'instar de la Diète ou des Diétines polonaises de la RZECZ POSPOLITA (République Polonaise) leur *Marszałek*.

Quelques exemples pris dans une autre contrée du royaume polonais, dans la Ruthénie-Blanche, permettront de compléter nos connaissances sur l'activité des *comitalia*. La Ruthénie-Blanche (dans les documents juifs : *Reissine*) étant très éloignée du centre de la Pologne, s'était constitué son propre organe central, le VAAD MEDINATH REISSINE, nommé dans les documents polonais « La Synagogue de la Ruthénie Blanche ». Rattachée fiscalement à la Lithuanie, cette province gardait une certaine personnalité : lorsque la Lithuanie répartissait les impôts entre les différentes communautés, celles de la Ruthénie-Blanche formaient un tout comme s'il ne s'agissait que d'une seule communauté. Pourtant il est certain que cette région en contenait plusieurs, puisqu'elle payait à elle seule presque la moitié de la somme imposée aux cinq plus grandes communautés du Grand-Duché et que, d'autre part, il est question dans les documents non du *Kahal* de la Ruthénie-Blanche, mais des *Kahal* de cette province. Cela apparaît nettement dans le décret de 1717. D'après ce dernier la capitation qu'avait à payer le Grand-Duché devait être répartie ainsi :

1. *Ibidem*.

Le Kahal de Brest, ses annexes et ses villages :				Fl. 4.900
—	Grodno	—	—	4.200
—	Pinsk	—	—	4.700
—	Vilna	—	—	1.700
—	Sluck	—	—	4.700
Les <i>Kahal</i> de la Ruthénie-Blanche				9.800 (1).

Suivent les *Kahal* de moindre importance.

Quant à la répartition des impôts à l'intérieur de la Ruthénie-Blanche, elle était assurée par son organe central, déjà cité plus haut, le *Vaad medinath Reissine* qui avait encore d'autres attributions. Comme les *comitalia* en Pologne et en Lithuanie, celui de la Ruthénie-Blanche était le régulateur de la vie sociale et religieuse juive, le défenseur et le représentant des Juifs au dehors.

L'activité du *comitale* de la Ruthénie-Blanche s'étendait surtout dans les limites de l'ancien gouvernement russe de MOHILEFF. Il se réunissait périodiquement dans l'une ou l'autre grande ville de cette province : Dubrowna, Kopyś, Szklów, etc. L'exemple que nous allons citer nous donnera une idée de l'activité de ce *comitale*. En 1715, l'assemblée provinciale se réunit à Dubrowna pour se prononcer sur une affaire qui mettait aux prises un particulier avec le *Kahal* de Mscislaw. Ledit *Kahal* avait enlevé à ce particulier son droit de *Hazaqa*. Le *Vaad* ordonna au *Kahal* de restituer ses droits à celui qui en avait été frustré (2).

En 1717, le *Vaad medinath Reissine*, réuni à Szklów, apaisa le conflit qui mettait aux prises les *Kahal* de Mscislaw et de Szumiacze à propos de l'exercice de la juridiction sur plusieurs villages. Les *Yichouwim* (petites localités) étaient, on l'a vu, pour les *Kahal*, dont ils dépendaient juridiquement et administrativement, une véritable vache à lait. Les campagnards juifs, pour la plupart fermiers ou détenteurs d'auberges, étaient dans une situation relativement aisée. La communauté se déchargeait sur eux de la majeure partie des impôts qu'elle avait à payer. Plus le nombre des *Yichouwim* était grand, plus la part des impôts qui retombait sur les habitants de la communauté était petite. C'est la possession de plusieurs de ces *Yichouwim* qui fut le

1. *Volumina legum*, VI, p. 183.

2. *Pincas ha'kahal di'Mscislaw*, fol. 16 a, cité par Dubnow dans le *Voskhod*, 1894, IV.

motif du conflit entre Mscislaw et Szumiacze. L'arrangement auquel aboutit le *comitiale* fut un compromis : Ceux des campagnards qui avaient des maisons dans les deux communautés devraient payer leurs impôts au *Kahal* de Mscislaw. Ceux qui ne possédaient qu'une maison à Szumiacze devraient payer leurs impôts au *Kahal* de cette ville dans le cas où le village de leur habitation ne se trouverait pas éloigné de plus de deux lieues de Szumiacze. Dans le cas contraire, ils payeraient au *Kahal* de Mscislaw. Cet arrêté fut signé par le rabbin provincial de la Ruthénie-Blanche, Saül Guinsbourg (1).

Un deuxième compromis fut conclu entre les deux *Kahal* à propos d'autres localités trois ans plus tard (1720), à la réunion du *comitiale* à Kopys. Ce deuxième arrêté fut signé par le secrétaire du *Vaad ha'medina*, Aaron Yaffé (2).

Dans le *Pincas* du même *Kahal* de Mscislaw nous lisons, à propos de la perception des impôts, la phrase suivante : « L'argent a été remis au MANHIGUE HA'MEDINA (chef de la province) Falk de Szklow (3).

Cette phrase nous révèle l'existence d'un autre haut fonctionnaire du *comitiale*, *Manhigue ha'medina*, qui devait servir d'agent de liaison entre les différents *Kahal* et leur organe central.

Ainsi, par les exemples cités ci-dessus, nous apprenons que le *comitiale* renfermait, outre sa partie intermittente, composée des délégués municipaux, un noyau stable et permanent qui, bien qu'élui lui aussi, ne détenait pourtant pas son mandat uniquement pour la durée d'une assemblée provinciale, mais le conservait deux ou trois ans et formait l'organe exécutif du *comitiale*. Cet organe exécutif faisait exécuter les décisions prises par le *Vaad ha'medina de'Lita* ou le *Vaad aratsoth* et assurait le fonctionnement régulier du *comitiale* dans les intervalles de ses réunions plénières. Ce noyau était composé, comme nous l'avons vu, du rabbin provincial, du secrétaire du *comitiale* et du *Manhigue ha'medina*.

Dans quels rapports se trouvait le *Vaad medinath Reissine* avec le *Vaad ha'medina de'Lita* ? Deux exemples nous éclaireront sur ce point :

a) Lorsque la Diète de Varsovie imposa, en 1717, à l'ensemble des Juifs du Grand-Duché lithuanien, dont la Ruthénie-Blanche faisait

1. *Ibidem*, fol. 14 b.

2. *Ibidem*, fol. 13 b.

3. *Ibidem*, fol. 14 a.

officiellement partie, une somme de soixante mille florins (1) l'obligation de payer fut signée par les représentants des cinq *Kahal galil* de la Lithuanie en qualité de plénipotentiaires du *Vaad ha'medina de'Lita*. Ce sont :

Méir Guétsévitch de Brzesc
Isaac Sabsaïovitch de Grodno
Aaron Abramovitch de Pinsk
Salomon Gordon de Vilna
Leiba Solomonovitch de Sluck.

Les signatures de ces représentants juifs furent ratifiées par celle du Maréchal (président) de la Diète Ledochowski.

Nous voyons donc que les représentants du *Vaad ha'medina de'Lita* assumaient officiellement la responsabilité du paiement des impôts de la Ruthénie-Blanche. S'ils l'ont fait, il faut supposer qu'ils exerçaient un certain contrôle sur le *Vaad medinath Reissine*.

b) En 1743, le *Kahal* de Mscislaw porta plainte au *Vaad ha'medina de'Lita* contre les *Manhigé medinath Reissine* au sujet d'une traite d'une valeur de douze mille florins souscrite par ces derniers au *Kahal* de Mscislaw pour couvrir les dépenses faites pour les besoins de toute la province. Cette traite était contresignée par le rabbin régional de la Ruthénie-Blanche, Isaac-Aïsik Guinsbourg. Etant donnée l'authenticité de la traite, le *Vaad ha'medina de'Lita* ordonna aux chefs du *Vaad medinath Reissine* de recouvrer ladite somme sous diverses formes. Dans le cas contraire, le Congrès juif de Lithuanie menaça les dirigeants de la Ruthénie-Blanche d'excommunication et de poursuites devant le tribunal polonais. L'arrêt fut signé par le rabbin provincial de Brest, Nahman, par deux représentants du *Kahal* de cette ville et par sept autres notables.

Ces deux faits nous montrent que le *comitiale* de la Ruthénie-Blanche se trouvait aussi bien fiscalement que juridiquement subordonné au « Congrès juif de Lithuanie ».

De même que les *Kahal* entre eux, tous les *comitalia* des différentes provinces présentaient aussi une uniformité presque complète. Ils

1. *Volumina legum* IV, p. 183.

nous montrent la grande activité que les *comitialia* déployaient dans la vie juive, le grand rôle qu'ils y jouaient, leur prestige et leur importance. Non seulement les particuliers, mais même les divers groupements du pays, voire les organes gouvernementaux comptaient avec eux.

Mais, parmi les institutions qui ont consacré l'autonomie juive en Pologne, les *comitialia* ne remplissaient que le rôle d'intermédiaires. L'organe principal de la vie publique juive était le « Congrès ».

C. — LE CONGRÈS.

Nous avons parlé dans le chapitre précédent des origines du « Congrès ». Nous voulons maintenant en décrire le fonctionnement.

Le ressort de ce Congrès était en principe toute la Pologne, avec ses cinq provinces, désignées dans les *Pincassim* sous le nom de « Pays ». Ces pays étaient : la Petite-Pologne, la Grande-Pologne, la Ruthénie-Rouge (composée de la Podolie et de la Galicie orientale), la Volynie et la Lithuanie. Organe central de toutes les communautés de la Pologne-Lithuanie, le Congrès devait comprendre en principe les représentants de tous ces pays. En effet, ces pays furent représentés au premier Congrès réuni à Lublin en 1580. Mais, par la suite, un Congrès aussi complet ne devait se réunir, en fait, que très rarement. Ne possédant pas le registre des Congrès, nous ne pouvons fixer avec exactitude la composition de chacun d'eux. Mais grâce aux *Pincassim* de quelques grandes communautés conservés jusqu'à nos jours (ceux de Poznan, de Cracovie et de Lwow) qui se réfèrent aux décisions prises tantôt au *Vaad cheloche*, tantôt au *Vaad arba* et tantôt même au *Vaad hamèche aratsoth*, nous savons que ces Congrès comprenaient, selon l'importance des problèmes à résoudre, tantôt trois pays (Petite-Pologne et Grande-Pologne comptant pour un seul pays, Ruthénie-Rouge et Lithuanie), tantôt quatre pays (Petite-Pologne, Grande-Pologne, Ruthénie-Rouge et Lithuanie), tantôt enfin cinq pays (Petite-Pologne, Grande-Pologne, Ruthénie-Rouge, Volynie et Lithuanie). Il fallait donc beaucoup de temps pour que cette nouvelle institution qu'était le Congrès, devint populaire auprès des communautés les plus éloignées du centre de la Pologne. Après que le premier Congrès, celui de 1580, eut réuni les représentants de toutes les Provinces de la Pologne-

Lithuanie, faisant des communautés isolées un bloc, une unité organisée, il semble bien que cette belle institution ne se maintint pas sous cette forme.

Ce n'est qu'à partir de l'année 1623, après que les communautés de la Lithuanie furent sorties de l'union des *Kahal* de Pologne et eurent constitué leur propre union, que les quatre autres pays, devant la menace du démembrement et du séparatisme se rapprochèrent et commencèrent à envoyer régulièrement leurs délégués au Congrès qui, depuis lors, adopta définitivement le nom de *Vaadarba aratsoth* « Congrès de Quatre Pays ». Ainsi il fallut un demi-siècle environ pour que cet organe central fonctionnât tel que l'eussent voulu ses initiateurs. Rien d'étonnant d'ailleurs que le bon fonctionnement du Congrès eût demandé tant de temps. N'a-t-il pas fallu le même espace de temps environ (1551-1595) pour la consolidation de l'organisation des *Kahal* ? Comment pouvait-il, lui, organe central des municipalités juives, fonctionner normalement avant que ces municipalités elles-mêmes eussent une organisation réglée et uniforme. Or, le premier statut municipal de Cracovie ne date, on le sait, que de 1595. Il fallut donc encore vingt-huit ans après l'apparition de ce statut pour que le « Congrès juif » devint une institution solide.

Jusqu'à l'année 1590, le Congrès se réunissait, une fois par an et dans la plupart des cas à Lublin, à partir de cette année, ce fut deux fois par an et à tour de rôle, une fois à Lublin et une fois à Jaroslaw, exceptionnellement même ailleurs (Tyszwicz, Przeworsk, etc.). Une semaine avant sa réunion, les délégués qui devaient y participer, étaient élus aux *comitialia*. Seules les communautés les plus importantes pouvaient prétendre au droit d'être représentées par un ou deux députés, très rarement par plus de deux. Par contre, une communauté qui avait le droit d'envoyer des députés au Congrès et ne le faisait pas était passible d'une amende (1). Théoriquement tout membre d'une communauté pouvait aspirer à l'honneur d'être député, mais pratiquement, étant donné l'esprit oligarchique de celle-ci, seul un contribuable fortement imposé pouvait l'obtenir. Le *Kahal* devait pourtant prendre soin de ne pas envoyer toujours les mêmes délégués et s'il avait le droit d'en envoyer plus d'un, l'un d'eux devait être un nouveau, afin qu'« il apprenne à connaître toutes les affaires qui sont traitées

1. Taqanoth ha'vaad (1623) § 58 ; *Yevreyskaya Starina*, 1909, I.

au Congrès et pour que l'ancien enseigne au nouveau l'ordre et la procédure du saint travail du Congrès et à mener les débats » (1).

Outre les députés proprement dits, appelés *Parnasse ha'medina* participaient encore au Congrès les six rabbins les plus importants de la Pologne-Lithuanie. Ces rabbins avaient les mêmes droits que les autres délégués laïques. Tous les membres du Congrès ne dépassaient pas ordinairement le nombre de trente. Pourtant la direction de celui-ci se trouvait entre les mains de trois personnes : le Président du Congrès *Parnass ha'vaad* (appelé dans les documents polonais *Marszalek generalnosci*) et qui était ordinairement le député d'une communauté très importante ; l'Acrédité ou Trésorier, en hébreu *Neeman* ; enfin, le secrétaire. Ceux-ci touchaient des honoraires fixes. Le procès verbal de chaque Congrès devait être signé par au moins quinze délégués. Parmi eux se trouvaient ordinairement plusieurs rabbins, bien que leur signature ne fût pas indispensable pour les décisions purement administratives.

Le congrès durait au moins deux semaines. Il s'ouvrait, quand il avait lieu à Lublin, le 2 février, en même temps que la foire et quand il se réunissait à Jaroslaw, au moment de la grande foire de cette ville, qui se tenait à la fin de l'été. Les réunions des *Parnassé ha'medina* rappelaient, d'après le témoignage du Chroniqueur Nathan Hannover (2), les Synhédrins qui siégeaient dans l'enceinte du Temple de Jérusalem.

La compétence du Congrès s'étendait à quatre domaines : Politique, finances, justice et éducation.

A) *Politique*. — Au point de vue politique, le Congrès était l'organe suprême de l'autonomie juive. C'est par son intermédiaire que les Juifs de Pologne obtenaient des rois à leur avènement, le renouvellement de leurs privilèges ; qu'ils en sollicitaient de nouveaux, ou qu'ils réclamaient la suppression de décrets trop onéreux et oppressifs. Lorsque le gouvernement polonais, de son côté, voulait imposer aux Juifs de nouveaux impôts ou promulguer de nouvelles lois, qui menaçaient de porter atteinte à leur liberté commerciale, c'est au Congrès juif qu'il s'adressait, lui demandant de se porter garant de l'application de ses

1. Lewin, *Neue Materialien zur Geschichte der Vierlaendersynode*, dans le *Jahrbuch der juedisch literarischen Gesellschaft*, Frankfurt 1905.

2. Nathan Hannover, *Yeveine Metsoula*.

lois ou décrets. Ici nous assistons à un phénomène singulier : le Congrès juif, défenseur de son peuple et champion de ses droits, devient, en quelque sorte, une institution de police qui se met au service de l'Etat pour abroger les droits et limiter la liberté des Juifs. En voici un exemple :

Le commerce le plus lucratif et le plus envié était, à cette époque, l'affermage des impôts. Depuis de longues années il se trouvait entre les mains de fermiers juifs. Or, voici que le premier Congrès juif, réuni en 1580 à Lublin, s'empresse de proférer des malédictions et des menaces d'excommunication contre quiconque en Israël oserait prendre à ferme les divers impôts d'Etat, pour les pays de Petite-Pologne, de Grande-Pologne et de Masovie, fût-ce les droits de douane ou l'affermage des monnaies, ou tout autre impôt sous quelque forme que ce fût.

« ... Que le désobéissant soit anathème et rejeté des deux mondes, exclu et éloigné de toute sainteté d'Israël ; que son pain soit censé pain d'idolâtre, son vin libation, sa viande celle d'un non-juif ; sa vie conjugale, prostitution ; sa tombe, celle d'un âne ; qu'aucun rabbin ne marie ses fils ni ses filles et que personne ne s'allie avec lui ! Qu'il soit maudit de toutes les malédictions écrites dans le Livre de la Loi et de celles que proféra Elisée contre son serviteur Guéhazi ! Que toutes ces malédictions retombent sur sa tête jusqu'à ce qu'il se détourne de la mauvaise voie et obéisse aux ordres des maîtres » ! (1).

Pour le cas où ces imprécations ne suffiraient pas à effrayer « les avides de gain et coureurs de grandes fortunes », divers *Kahal*, comme celui de Cracovie, en copiant cette *TAQANA* (ordonnance), ajoutaient à l'excommunication la menace d'une forte amende : « Cent florins en faveur du voivode, cinquante florins en faveur de *Judex Judaeorum* et cinquante en faveur de la caisse communale » (2).

Devant des mesures si énergiques, prises par le Congrès juif contre quiconque voudrait s'enrichir par l'affermage des impôts, nous restons stupéfaits. Notre stupéfaction devient encore plus grande quand nous voyons que l'attitude du Congrès juif de Lithuanie, un demi-siècle environ plus tard, était, au contraire, tout à fait favorable à l'affermage des impôts.

1. A. E. Harkavy, *HADACHIM GAM YECHANIM*, additions à la traduction hébraïque de l'histoire juive de Graetz, t. VII.

2. *Ibidem*.

«... Il est évident et incontestable que, dans l'intérêt commun, il est très important qu'un Juif acquière, grâce à l'affermage des impôts, une situation solide et élevée. En outre, tout le monde sait que, pour les commerçants juifs eux-mêmes, il vaut mieux que la ferme des impôts se trouve entre les mains d'un Juif. Dieu veuille que la ferme des impôts, dans toute la Diaspora, se trouve entre les mains des Juifs! Que Dieu bénisse le Juif qui, par son intelligence, parvient à acquérir la ferme des impôts » (1).

Comment expliquer cette contradiction? Comment comprendre que les représentants juifs en Pologne maudissent ce que leurs collègues de Lithuanie bénissent? Pour éclairer cette contradiction il faut revenir en arrière et expliquer les changements législatifs qui s'étaient produits à l'égard des Juifs depuis le deuxième quart du xvr^e siècle, changements qui ont aggravé leur position économique.

La Diète de Piotrkow de 1538 consolida les droits des états en Pologne et les adapta aux nouvelles conditions de la vie. Voici en quels termes la Constitution de 1538 définit le but qu'elle poursuit :

« Quas (leges constitutionis) publicae utilitatis causa institutas, parere publicae utilitati, atque ad novos casus temporum novorum, consiliorum rationes accomodari, non iniquum videbatur » (2).

Cette constitution fut un changement complet dans la législation polonaise à l'égard des Juifs. Elaborée sous l'influence des prétentions extrêmes de la *szlachta* après la fameuse « Guerre des Poules » de 1537, elle introduisit dans la législation à l'égard des Juifs, malgré les aspirations humaines de l'ère d'or de Pologne, l'esprit de caste et d'intolérance ecclésiastique. Déjà, aux Diètes de 1532 et 1534, s'étaient fait entendre des voix exigeant des restrictions au commerce des Juifs et même leur expulsion du royaume. Mais il se trouva encore, parmi les députés de la Diète ou parmi les Grands, des personnages qui, soit par humanité, soit par intérêt, parvinrent à sauvegarder les droits des Juifs. Mais tout cela changea quelques années plus tard : les Juifs perdirent leurs quelques défenseurs et la Diète de Piotrkow, réunie au mois de janvier 1538, promulgua une série de lois restrictives contre les Juifs. L'esprit de ces mesures « adaptées aux conditions de ces temps nouveaux » devient clair quand nous lisons les articles 5 et 6 du chapitre *De Judaeis* incorporé dans la Constitution de Piotrkow :

1. *Taqqanoth ha'vaad* (1623) 64 ; *Yevreyskay Starina* 1909, 4.

2. Introduction à la Constitution de l'année 1538, *Volumina legum* I, p. 255.

« Et quoniam Judaei relicto veteri instituto, projectis signis, per quae a christianis dignoscebantur, vestitum christianis per omnia similem sumpserunt, ut inter christianos dignosci non possint : statuimus perpetuo observandum, ut omnes et singuli ubique in Regno nostro, Judaei, signa, hoc est bireta, aut capellos, seu aliud capitis tegmentum, coloris glauci, alias « zolte », ubilibet locorum deferant, viatoribus exceptis, per viam enim et itinera licebit illis signa hujusmodi depingere aut occultare » (1).

Et le point suivant :

« Quodsi quispiam ex Judaeis uti transgressor hujus legis, non deferens capitis tegmentum glauci coloris, Palatino loci aut ejus Vice-Palatino, seu Judici secundum morem Terrae cujuslibet delatus, et ubi convictus fuerit, solvere cogatur, toties quoties constitutioni contravenierit praesenti unius floreni poenam, cujus medietas Palatino, seu Vice-Palatino, seu Judici, et alia medietas Instigatori (2) cedere debet » (3).

Très grande devait être l'hostilité de la Diète à l'égard des Juifs pour qu'elle se soit décidée à introduire dans une législation laïque les clauses humiliantes de l'Eglise concernant le port de signes sur leurs vêtements et de coiffures jaunes. Et bien que ce règlement ignominieux eût été introduit par l'Eglise en Pologne dès 1267 (par le synode de Breslau), il n'obtint sa sanction officielle qu'à la Diète de 1538. Cette mesure porta un grand coup au développement culturel du judaïsme polonais.

Grâce à la protection du gouvernement, la situation économique des Juifs, au début du xvi^e siècle, s'était consolidée. De pair avec la prospérité économique et la naissance des centres spirituels à Cracovie, Poznan et ailleurs, commença à s'élever le niveau culturel des Juifs. En même temps qu'ils se distinguaient en tant que théologiens et rabbins érudits, les Juifs produisaient aussi des médecins instruits et des hommes versés dans les sciences profanes. Ainsi nous trouvons en 1501, à Padoue, six Juifs polonais qui étudiaient la médecine. En 1502, le Juif Ezéchiel passait pour un médecin expérimenté et un grand connaisseur des lettres latines. En 1504, 1518

1. *Volumina legum I*, p. 258.

2. *L'instigator* était le procureur général qui devait traduire devant le tribunal les infracteurs aux lois.

3. *Volumina legum I*, p. 258.

et 1523, les rois de Pologne reconnaissaient officiellement les mérites des médecins et des savants juifs : Isaac de Lwow, Isaac Physic d'Espagne, Moïse Fischel et d'autres (1). Si ces conditions favorables avaient continué, la culture naissante aurait pu se développer et s'épanouir chez les Juifs et nous aurions peut-être, eu pour la seconde fois, une ère d'or dans l'histoire juive, pareille à celle des Juifs en Espagne. Mais le sort en décida autrement et la Constitution de 1538, inspirée par l'intolérance religieuse et l'esprit de caste, étouffa, dans son germe, le développement culturel des Juifs en Pologne et dressa une barrière entre eux et les chrétiens.

En même temps que l'intolérance religieuse, cette constitution trahit un esprit de concurrence économique. Le succès des Juifs dans l'industrie et le commerce éveillait chez la szlachta l'envie, qui trouva satisfaction dans la promulgation de lois restrictives contre leurs concurrents. En tête du chapitre *De Judaeis*, on lit l'article suivant :

« Statuimus inviolabiliter observandum, Judaeos teloneis quibuscunque praefici non debere, neque posse, indignum et juri Divino contrarium censentes, ejus generis homines aliquibus honoribus et officiis inter christianos fungi debere » (2).

Suit une série de lois oppressives, établissant un contrôle sur les affaires de prêt.

« Caeterum pignora debebunt inscribere in libros, secundum statutum nostrum, Cracoviae in Conventu Regni generali anno Domini 1532 editum.

Quoniam vero nimia furum licentia et pluralitas, eo maxime crevisse videtur, quo, fures ipsi habeant rerum furto ablatarum, apud Judaeos tutam venditionem, cui malo ut obviari possit, ex consilio Senatorum Regni nostri, et postulantis Nuntiis Terarum : decrevimus, decernimusque, ut si Judaei pro re furtiva ad se delata, evictorem statuere non possent, aut nollent, in judicio ad hoc citati, poena furcae ipsi ut culpae participes et conscii puniri debent » (3).

Ainsi les Juifs perdent la liberté du commerce, Ils ne pourront commercer dans les villes qu'avec le consentement de celles-ci et ceci encore avec des réserves :

« Volumus praeterea, ut Judaei non habeant liberam mercandi in

1. S. Dubnow, *Voskhod*, 1894, IX.

2. *Volumina legum*, I, p. 258.

3. *Ibidem*.

omnibus rebus facultatem, sed modum per Nos statuendum in mercimoniis ad victum quaerendum, ubique in Regno nostro teneant et diligenter obsrevent, atque etiam pacta et conventiones, quas cum nonnullis civitatibus majoribus Regni nostri habeant, in toto teneant » (1).

Ce droit de commercer pourra leur être accordé dans les villes uniquement par les municipalités. Quant au commerce dans les campagnes, il leur sera complètement défendu :

« Item cum christianis jura Regni mercaturas et fora in villis facere prohibeant, multominus hoc Judaeis licere censemus, immo sub gravissimis poenis, ne talia audeant, eis interdiciamus, et prohibemus. sub amissione rerum omnium, juxta antiquum statum confiscandarum » (2).

Si, déjà bien avant la Diète de 1538, les opérations de commerce et surtout de crédit se trouvaient, en fait, limitées, c'était néanmoins la première fois que la ferme des impôts l'était par voie législative. Jusque-là les Juifs étaient, au contraire, encouragés par le gouvernement à prendre à ferme les impôts, sans même parler des Juifs isolés, qui dès les temps anciens de l'histoire polonaise, affermaient la frappe des monnaies, les octrois et les salines. Mieczysław, Casimir Sprawiedliwy (le Juste) (1177-1202) et Leszek II Bialy (le Blanc) (1202-1227) affermaient aux Juifs le monnayage. C'est de cette époque que se sont conservées de nombreuses monnaies avec des inscriptions hébraïques ou polonaises en caractères hébreux. Le nombre des fermiers royaux juifs grandit considérablement sous le règne de Casimir le Grand, et à partir de la deuxième moitié du ^{xv}^e siècle, la ferme des impôts et celle d'autres *regalia* devint presque une industrie juive. Cette industrie procurait à beaucoup d'hommes richesses et honneurs et parfois même une grande influence à la Cour. Dans la première vingtaine du ^{xvi}^e siècle on pouvait, parler de ces fermiers comme d'une caste qui, par sa situation sociale, s'élevait bien au-dessus de la masse juive. Sa richesse et sa considération à la Cour excitaient la jalousie de la szlachta. Celle-ci ne voulant pas concurrencer les Juifs dans les opérations de crédit, de peur de porter atteinte à sa dignité, voyait de mauvaise grâce la ferme des *regalia* entre les mains des Juifs. La ferme des impôts faisait de ces derniers des

1 *Ibidem*.

2. *Ibidem*.

fonctionnaires d'Etat, c'est-à-dire des personnages pourvus de charges honorifiques, charges qui, d'après la szlachta, devaient être réservées aux Chrétiens, d'autant plus qu'elles étaient très lucratives. Comment donc laisser cette lucrative industrie aux Juifs ? Aussi, à la Diète de 1530, dès que la szlachta sentit sa prépondérance, elle exigea en premier lieu que l'administration de la perception des impôts fût reconnue l'apanage exclusif des nobles. Dans le premier chapitre de la constitution de l'année 1538, ayant pour titre *De teloneis pontalibus, aggeralibus, etc.*, nous trouvons la décision suivante :

« Statuimus et decernimus : ut deinceps futuris temporibus, teloneatores nostri omnes, sint nobiles, possessionati, saeculares et christiani » (1).

Par cette phrase le sort des fermiers juifs était décidé à l'avance et le paragraphe que nous avons cité plus haut concernant l'interdiction aux Juifs d'affermier les impôts n'était qu'une déduction particulière d'une situation générale. Les auteurs de ladite constitution lièrent, non sans arrière-pensée, l'affermage des impôts à l'admission des Juifs aux fonctions honorifiques, et s'en référant au *Jus divinum*, ils voulurent souligner par là que l'affermage des impôts, industrie privilégiée de la szlachta, ne pouvait pas rester entre les mains des Juifs.

Vingt-quatre ans plus tard, la Diète reprend la même ordonnance. La Constitution de Piotrkow de 1562 réitère les mêmes clauses restrictives pour le commerce juif que celle de 1538. Les Juifs n'ont pas le droit d'affermier les octrois, les impôts, etc. Plus catégorique encore, à l'égard de l'affermage des impôts par les Juifs que cette constitution, est celle de l'année 1565. Cette fois, tous les palatins des « Pays de la Couronne » reçoivent l'ordre de ne pas permettre aux Juifs de leurs circonscriptions d'affermier les octrois ou les impôts, ainsi qu'il leur avait été défendu par la constitution de Piotrkow. Le palatin négligent sera passible d'une forte amende. Cette triple répétition de la même loi prouve qu'elle n'était pas observée et que les Juifs, menacés dans leur existence, cherchaient par tous les moyens à tourner cette loi oppressive. Alors que le petit commerce lui-même était entouré pour eux de mille restrictions et, parfois, leur était interdit complètement, ils ne pouvaient pas renoncer à une industrie qui leur procurait, outre les gains matériels, une situation sociale plus élevée. Par ses

1. *Volumina legum*, I, p. 255.

relations avec la cour, le fermier juif pouvait non seulement servir ses propres intérêts, mais encore rendre des services appréciables à ses coreligionnaires. Chacun de ces Juifs avait à sa charge une multitude de parents et de protégés auxquels il procurait du travail et par là un gagne-pain sûr. Ecarté de l'affermage par ses concurrents chrétiens, le fermier juif était, avec toute sa parenté, voué à la misère. Il est donc compréhensible qu'il ne voulût pas céder tout de suite et mit tout en œuvre, ne reculant même pas devant des mesures illégales, pour se maintenir dans sa position. Aussi la *szlachta* fut-elle obligée de réitérer à maintes reprises cette interdiction et, soupçonnant les voïvodes de ne pas veiller assez énergiquement à l'application de la loi, elle les menaça d'une forte amende.

Mais il semble que ces menaces mêmes n'avaient pas amené le résultat souhaité. La lutte pour l'existence l'emportait sur les lois constitutionnelles. Le nombre des fermiers juifs dans les « Pays de la couronne » diminua, mais ils ne disparurent pas. Hardis et habiles, ces fermiers savaient tourner les interdictions de la Diète et d'une manière ou d'une autre ils participaient à l'affermage des impôts et des douanes. Cela leur attira la colère de la *szlachta* et donna souvent occasion à des plaintes. Les conflits entre l'autorité publique et les fermiers étaient fréquents. Ils donnaient naissance à des poursuites pénales et menaçaient de devenir néfastes pour l'ensemble des Juifs de Pologne. Telles sont les circonstances qui déterminèrent le Congrès juif à publier la fameuse ordonnance de l'année 1580, afin d'éviter de nouvelles représailles.

Si, à l'encontre de ce Congrès, celui de la Lithuanie a encouragé les affermages, c'est que les conditions étaient, dans ce pays, beaucoup plus favorables. La noblesse locale n'était pas hostile aux fermiers juifs et l'Etat lithuanien les encourageait même. Le Congrès juif de Lithuanie n'avait donc aucune raison d'interdire à ses administrés une industrie aussi lucrative qu'honorifique.

Pour être au courant de tout ce qui se passait dans les sphères gouvernementales et de tout ce qu'on projetait à l'égard des Juifs dans les Diètes, le Congrès juif envoyait à Varsovie ou dans les autres villes où se réunissait la Diète, des Chtadlanim (syndics), qui devaient user de toute leur influence et employer tous les moyens, y compris l'argent, pour empêcher la promulgation éventuelle de décrets nuisibles aux intérêts des Juifs. C'était également par l'intermédiaire de ces

Chtadlanim que le Congrès juif de Lithuanie affermait les impôts. Les Chtadlanim déployaient une grande activité lors de l'élection d'un nouveau roi afin d'obtenir de lui la reconnaissance des privilèges juifs.

Le Chtadlan était reconnu officiellement comme délégué du Congrès juif auprès du roi. Dans ses décrets le roi le nomme : « *Judaeus qui in Nostra aula residet* ». (1)

Comme nous le voyons, le Congrès juif était non seulement le représentant des Juifs et l'agent de liaison entre eux et le gouvernement du pays mais encore leur défenseur et le gardien vigilant aussi bien de leur honneur que de leur sécurité.

B) *Finances*. — Les taxes dont s'occupait le Vaad étaient de deux sortes :

1^o Celles qui allaient à l'Etat ;

2^o Celles que le Congrès employait pour les besoins des Juifs.

1. — Comme nous l'avons déjà dit dans le chapitre précédent, la principale raison de la naissance de ce Congrès, du point de vue gouvernemental, était fiscale. La Capitation que les Juifs payèrent, à partir de 1549, à raison d'un florin par tête, alla en augmentant. Ainsi ils payèrent, à partir de 1613, trois florins par personne. En outre, cette capitation qui était d'abord perçue sur chaque Juif individuellement fut affermée, à partir de 1581, par le Congrès juif. La Capitation qui, perçue individuellement, donnait en 1569 la somme de 6.186 florins et 15 grosz, fut affermée en 1581 à 15.000 florins. En 1589 le Congrès afferma la capitation pour 20.000 florins. A partir de l'année 1590, le Congrès juif dut payer la Capitation séparément pour les Juifs des « Pays de la Couronne » et pour les Juifs du Grand-Duché, à savoir, pour les Juifs de la Pologne proprement dite, 20.000 florins pour ceux de la Lithuanie, 6.000 florins. En 1613, nouvel ordre : « Tous les Juifs des « Pays de la Couronne » doivent payer au lieu de Capitation la somme de soixante-dix mille florins, à savoir, le jour de la Chandeleur, à Lwow, quarante mille florins et à Bydgoszcz trente mille florins. » (2)

Un autre décret analogue à ce dernier parut en 1620 : « Tous les Juifs des « Pays de la Couronne » dans les villes, villages et campagnes aussi

1. M. Balaban, *Skizzen und Studien zur Geschichte der Juden in Polen*.

2. *Volumina legum*, III, p. 128.

bien dans les nôtres que dans ceux de nos sujets ecclésiastiques et laïques, doivent donner *pro hac vice* pour le besoin urgent de la République, au lieu de la Capitation, la somme de soixante-dix mille florins polonais qu'ils payeront en deux versements » (1).

En 1626, la Capitation des Juifs des « Pays de la Couronne » était de 36.000 florins, celle du Grand-Duché de 12.000. En 1634, la Capitation avec l'impôt sur les feux (fouage) était affermée à 80.000 florins. En 1717, la Capitation à elle seule atteignit pour les Juifs des « Pays de la Couronne » la somme de 220.000 et pour ceux du Grand-Duché 60.000 florins. Cracovie seule payait en 1578 1.527 florins ; Poznan 1.500 florins ; Lwow 600 ; Lublin 500 : Międzybóz en Podolie 240 ; Inowrocław 200 florins (2).

L'introduction de la Capitation fit espérer aux Juifs que, moyennant ce nouvel impôt, ils seraient quittes de tous les autres. En effet, les Juifs furent, pour un temps, exonérés de tous les autres impôts : droits pour l'exercice d'un métier, pour la possession de boutiques, pour le commerce du sel, etc. Mais dès 1628 une ordonnance royale rétablit les anciens impôts réguliers, en même temps qu'elle maintenait la Capitation. Dans les impôts réguliers était compris l'impôt sur les boissons (« Szopowe »).

Outre ces impôts qualifiés réguliers, les Juifs payaient pendant les guerres une sorte de rachat du service militaire dont ils étaient exempts. D'après le décret de Jean II Casimir (1648-1668) de 1665, les Juifs devaient payer en cas de nécessité urgente, outre la Capitation, une somme de cent mille florins plus quarante-cinq mille florins pour les besoins courants (3).

Le décret ci-dessous, paru en 1629, peut nous donner une idée de ces besoins courants :

« Nous chargeons les Juifs des « Pays de la Couronne », *autoritate præsentis conventu*, de verser la somme de soixante-dix mille florins jusqu'à la Diète prochaine. Ils doivent donner cette somme le plus tôt possible pour le paiement de l'armée » (4).

1. *Volumina legum*, III, p. 194.

2. J. Meisl, *Geschichte der Juden in Polen und Russland*; Dubnow, *Pincas ha'medina de' Lita*.

3. L. Lewin, *Neue Materialien zur Geschichte der Vierländersynode*, I-III. Frankfurt, 1905-1916.

4. *Volumina legum*, III, p. 314.

Au Congrès juif tenu en 1606, à Jaroslaw, il fut décidé d'offrir au roi, par l'intermédiaire des *seniores* juifs de Cracovie, un cadeau d'argent. Ce cadeau devint depuis lors, sous le nom de « Szpilkowe » (Épingles) l'objet d'une coutume.

Il fallait répartir toutes ces sommes entre les différentes provinces de la Pologne. Pour cette opération le *Vaad* nommait une commission spéciale qui se composait des délégués des différentes provinces.

2. Les finances de la deuxième catégorie étaient celles qui allaient aux besoins des Juifs. Il fallait, en premier lieu, donner des émoluments à plusieurs dignitaires du Congrès : le *Parness ha'Vaad*, le *Nééman*, le secrétaire ; appointer des fonctionnaires tels que les *Chtadlanim*. Le Congrès devait, en outre, fournir des fonds spéciaux destinés à délivrer les détenus pour meurtres rituels ou profanation d'hosties. Il affecta de même annuellement une somme à la Constitution de dots pour un certain nombre de jeunes filles pauvres ou orphelines. Une deuxième somme était destinée aux pauvres de la Terre sainte ; une troisième somme à l'impression de livres pour l'enseignement dans les écoles ou *Talmud-Tora* ; une quatrième à la fondation et à l'entretien des *Yechiboth* dans les communautés nécessiteuses, etc. Pour pourvoir à tous ces besoins, chaque communauté payait des impôts spéciaux. C'était au Congrès à répartir ces impôts entre les provinces, dans lesquelles le *Comitiale* faisait la répartition entre les différents *Kahal*.

Ainsi la tâche financière que le Congrès devait accomplir dans le court délai de ses sessions était vraiment grande et compliquée.

C) *Justice*. — Une autre tâche incombait au Congrès et qui n'était pas moins importante ou moins difficile que la précédente : c'était celle de rendre la justice. A la juridiction du Congrès était soumis l'ensemble des Juifs de la Pologne-Lithuanie. Il publiait des règlements de protection et des prescriptions obligatoires (*Taqanoth*) et pouvait infliger des peines. Toutes les affaires compliquées étaient soumises à sa décision. Le « *Vaad* » servait d'instance supérieure pour tous les tribunaux juifs du pays. Les procès qu'ils jugeaient étaient de deux sortes :

- 1) Procès portés au Congrès en première instance.
- 2) Procès jugés, mais faisant l'objet d'un appel au Congrès.

Il jugeait en première instance les procès d'un particulier contre un *Comitiale*, d'un *Kahal* contre un *comitiale*, ou entre deux *comitalia*.

Par contre, un particulier ne pouvait pas en traduire un autre devant le Congrès en première instance. Un particulier qui voulait traduire un *comitiale* devant le Congrès, devait déposer une certaine somme pour couvrir les frais de justice, au cas où il perdrait son procès. Le « *Vaad ha'medima* » accusé devait être informé du procès trente jours avant l'ouverture du Congrès. Il nommait alors des avocats pour défendre ses intérêts.

Pour faciliter son travail, le Congrès nommait une commission judiciaire, qui formait le tribunal de *Daïané ha'aratsoth* (« Juges des Pays »). Ce tribunal supérieur était composé des plus grands rabbins de l'époque, auxquels s'adjoignaient de grands talmudistes choisis parmi les délégués du Congrès de la façon suivante : Poznan, Cracovie et Lwow donnaient chacune deux juges. La Lithuanie participait elle aussi à la composition de ce tribunal de la manière suivante : deux fois successivement ce juge était pris parmi les délégués de la plus grande communauté du Grand-Duché, à Brest, la troisième fois, à Grodno, la quatrième fois, à Pinsk, puis on revenait à Brest.

Les représentants du Congrès ne se réservaient que la juridiction pénale et les affaires civiles les plus importantes comme celles de « *Hazaqa* » qu'ils jugeaient *in corpore*.

L'ordre des procès était le suivant : 1) Procès entre particulier et *Kahal* ou particulier et *comitiale*.

2) Procès entre deux *Kahal*, entre *Kahal* et *comitiale* ou entre deux *comitalia*.

Si les procès entre particulier et *Kahal* étaient rares, ceux entre deux *Kahal* ou entre *Kahal* et *Comitiale* étaient très fréquents. Très nombreux étaient également les conflits entre les annexes des *Kahal* et ces derniers, conflits qui avaient pour mobiles d'une part le désir de s'affranchir de la tutelle trop onéreuse et oppressive des *Kahal*, d'autre part la volonté ardente de ceux-ci de ne pas laisser s'échapper les *Yichouvim* qui étaient pour eux les poules aux œufs d'or. Ainsi le Congrès Juif, réuni à Jaroslaw, menaça la communauté de Szumiacze de l'excommunication, pour s'être affranchie de son propre chef de la juridiction du *Kahal* de Tykoczin (1).

La tutelle des mêmes *Yichouvim* donnait souvent occasion à un conflit entre deux *Kahal* limitrophes, chacun d'eux voulant étendre sa juridiction aux *przykahalki* (annexes) en question.

1. *Akty vaada tchétyriokh oblastei : Yevreiskaya Starina*, 1912, IV.

Ces annexes devenaient le butin tantôt de l'un, tantôt de l'autre des partis belligérants. Ainsi se poursuivit pendant plusieurs dizaines d'années le conflit entre les *Kahal* de Tykoczin et de Grodno à propos de la juridiction sur plusieurs bourgades (Zabludow, Chwaraszez et d'autres) situées à la frontière polono-lithuanienne. Le Tribunal du Congrès dut intervenir souvent dans ces conflits interminables qui, apaisés pour un temps, reprenaient chaque fois avec plus de vigueur.

Voici quelques exemples de ces conflits portés au Congrès : deux datent de l'année 1621 et le troisième de 1622.

1) Résolution prise par le *Vaad cheloché aratsoth* (Congrès des Trois Pays) composé des représentants de Petite et Grande-Pologne et de Volynie, réunis à Lublin dans l'affaire qui mettait aux prises les *Kahal* de Tykoczin et de Zabludow. Le *Vaad* confirme l'ancienne décision prise antérieurement à ce sujet. D'après cette décision la communauté de Zabludow est du ressort de Tykoczin et doit payer ses impôts au *Kahal* de cette communauté. Le *Kahal* de Zabludow ne doit garder pour lui que les quêtes faites à sa synagogue en vue de pourvoir à ses besoins religieux locaux tels que l'entretien de sa synagogue, du cimetière et du personnel y étant rattaché (1)

2. Résolution prise par le *Vaad* à Lublin concernant l'affaire qui mettait aux prises les *Kahal* de Tykoczin et de Grodno. Ces deux *Kahal* voulaient s'annexer et faire entrer dans leur ressort les localités de Zabludow, Chwaraszez et Horodok. Se référant à sa décision antérieure qui reconnaissait Zabludow à Tykoczin, le *Vaad* confirme cette décision en même temps qu'il reconnaît à Tykoczin les deux autres localités de Chwaraszez et Horodok (2).

Malgré la décision réitérée du *Vaad*, le *Kahal* de Grodno ne voulait pas renoncer à Zabludow et employait tous les moyens pour étendre sa domination sur cette localité. Le *Kahal* de Tykoczin porta plainte au *Vaad* contre ces agissements. Celui-ci confirma alors ses deux décisions antérieures et en fit part par une lettre énergique au *Kahal* de Grodno.

3) « ... Si vous ne prêtez pas attention aux paroles de nos savants et n'observez pas nos décisions, sachez-le bien, nous recourrons à la force et nous mettrons l'embargo sur vos marchandises à Lublin et

1. Dubnow, *Yevreiskaya starina*, 1912, I.

2. *Ibidem*

partout ailleurs où nous le pourrons jusqu'à ce que vous nous obéissiez. Il vaudrait donc mieux, chers amis, de ne pas continuer cette querelle. Détournez-vous de la mauvaise voie et tout ira bien. Si vous avez quelques objections à faire, la convocation du *Vaad* est toute proche et devant ses savants défenseurs de la loi, vous pourrez plaider votre cause.

Au nom du *Vaad cheloche aratsoth*, le secrétaire de la sainte-communauté de Lublin, Méir, fils de David » (1).

La tâche du *Vaad* devint plus compliquée après qu'en 1923 les *Kahal* de la Lithuanie furent sortis de l'Union des *Kahal* des « Pays de la Couronne » et se furent constitués en union indépendante.

Le tribunal du *Vaad* étant l'instance suprême de la justice, ses décisions étaient irrévocables. Faire appel de son jugement à un tribunal non-juif, était censé dénoncer la justice juive, Or, contre les délateurs, le Congrès agissait sans aucune pitié en les vouant à l'excommunication la plus rigoureuse. Était-ce la menace d'être mis en anathème, ou était-ce la haute estime que les Juifs ressentaient pour leur tribunal suprême qu'ils considéraient à l'égal du Synhédrin qui existait à l'époque de leur indépendance en Palestine, le fait est, d'après le témoignage du chroniqueur Nathan Hannonver, que « jamais un Juif n'a eu recours à un tribunal non-juif, ni même à celui d'un prince ou du roi » (2).

D) *Education*. — La tâche la plus importante du Congrès juif était de régler les conditions de la vie des Juifs, leur éducation morale et intellectuelle. Il prêtait son attention au commerce et aux opérations de crédit. Le *Vaad* de 1607, chargea le rabbin de Lwow Josué Falk Cohen, d'élaborer un statut qui réglerait le problème épineux du prêt à intérêt.

Les opérations de crédit étaient pour les Juifs une pierre d'achoppement. La Bible, comme on sait, défend le prêt à intérêt. Acculés par les nécessités de la vie à s'en occuper, les Juifs se trouvèrent pris entre cette nécessité et l'interdiction religieuse. Le *Vaad* trouva une issue à cette difficulté dans la formule de « *Heter iska* ». Par cet arrangement, l'opération de crédit revêtait la forme d'un contrat de commerce et l'obligation de la dette, celle d'un contrat d'association qui devait assu-

1. *Ibidem*.

2. Nathan Hannover, *Yeveine metsoula*.

rer au créancier des intérêts sous la forme de bénéfices commerciaux. Il fallait noter explicitement dans le contrat que le créancier avançait l'argent au débiteur pour des fins commerciales, donc sous la condition que les deux associés participeraient aussi bien aux bénéfices qu'aux pertes, avec cette réserve pourtant que le créancier toucherait la majeure partie du gain.

Au même Congrès fut prise une série de dispositions qui avaient pour but d'encourager la piété du peuple ainsi que sa séparation rigoureuse du voisinage non-juif. Les rabbins furent invités à veiller avec le plus grand soin à ce que les lois alimentaires fussent observées, que les Juifs n'allassent pas avec les non-Juifs dans les cabarets et surtout que les femmes des fermiers juifs habitant dans les campagnes au milieu des Chrétiens ne fussent pas atteintes dans leurs bonnes mœurs.

« ...Faire surtout attention aux femmes solitaires, qu'elles soient en ville ou en voyage. Si elles sont en voyage, un seul gardien ne leur suffit pas. Faire également attention aux aubergistes, qui souvent habitent tout à fait isolés des autres Juifs. Un tel aubergiste va souvent en voyage et sa femme reste alors seule, tandis que chez elle des paysans boivent et s'enivrent. Nous décretons donc que désormais ne pourront tenir une auberge que deux compagnons mariés habitant ensemble » (1).

Beaucoup de sessions du Congrès étaient consacrées à la censure des livres. Depuis l'année 1530 existait à Cracovie une imprimerie hébraïque. En cette année le Pentateuque y fut imprimé pour la première fois en Pologne. Si pendant les premiers quarante ans ne furent imprimés que quarante livres, le nombre des livres imprimés à partir de 1570 augmenta considérablement. En 1569 fut fondée à Lublin une autre imprimerie hébraïque. La communauté de cette ville se trouva alors à l'apogée de sa prospérité. Le prestige de cette ville était très grand aux yeux des Juifs. Lublin avait pour rabbins les plus grands savants talmudistes. Le rabbin Chakhno y fonda une *Kechiba*, d'où sortirent les plus grands rabbins de cette époque : Remo (Moïse Isserlès), Salomon Lifchitz, Halpern et d'autres. La gloire de la communauté juive de Lublin atteignit son apogée quand le Congrès juif commença à s'y réunir.

En 1595, le Congrès réuni à Lublin autorisa la réédition de la *Michna*. En 1601, le Congrès subventionna l'édition du *Clé Yakar* du rabbin

1. Harkavy, *Hadachim gam yechanim*.

Ephraïm Louchitz. En 1603, le Congrès réuni à Jaroslaw autorisa l'édition du *Kitsour Abravanel al pirgé avoth vehagada*. Le Congrès de 1614 autorisa l'impression d'un recueil de *Selihoth oupizmonim* du rabbin Eliézer Achkénazi. En 1756, le *Vaad aratsoth* réuni à Konstantinow défendit la lecture du Zohar avant l'âge de trente-neuf ans. La lecture de ce livre fut permise aux personnes ayant étudié d'abord suffisamment le Talmud et ses commentaires. L'interdiction de ce livre mystique peut s'expliquer par le tort qu'il faisait aux études du Talmud, ainsi que parce qu'il ressuscitait les rêveries mystiques touchant la venue du Messie. La répercussion du mouvement qu'avait provoqué le faux Messie Sabbataï Zévi (1) au xvii^e siècle n'était pas encore apaisée. A propos de ce mouvement le Congrès réuni à Lublin en 1670 avait lancé la grande excommunication contre les partisans de ce faux Messie. Ne se contentant pas de cette mesure, les rabbins de Pologne entreprirent des démarches pour les obliger à quitter le pays. En effet, environ quinze cents partisans de Sabbataï Zévi, dont beaucoup d'habitants de Lublin, Vilna, Brody et Dubno quittèrent en 1700 la Pologne.

Exerçant une sorte de contrôle sur toutes les communautés, le Congrès voulait en éloigner toute influence étrangère. Il condamnait sévèrement tout recours, de la part des Juifs, à l'autorité polonaise pour obtenir, grâce au concours de cette dernière, une charge juive quelconque. Au Congrès réuni en 1583 à Tyszwicz, les représentants des Juifs de Pologne-Lithuanie prirent la résolution suivante : « L'élection des rabbins, des chefs du *Kahal* (*seniores, boni viri*, conseillers municipaux)

1. Sabbataï Zevi est né à Smyrne en 1626. S'étant adonné de bonne heure aux études de la *Kabbala*, il finit par se pénétrer de l'idée qu'il était appelé à sauver son peuple. Encouragé dans ces rêveries par la confiance de son entourage, Sabbataï Zevi se fit proclamer en 1666 Messie, envoyé de Dieu pour ramener les Juifs dispersés dans la Terre-Sainte. La nouvelle se répandit vite dans les *ghetti* de l'Europe centrale et orientale. C'était l'époque où les Juifs de Pologne, qui formaient alors la majeure partie du peuple juif, furent frappés des calamités sans exemple (les soulèvements des Cosaques, les guerres suédoises, la peste). Voyant dans tous ces malheurs un présage divin, beaucoup de Juifs crurent y reconnaître l'approche des temps messianiques. C'est pourquoi des milliers d'entre eux se précipitèrent pour répondre à l'appel du Messie. Le gouvernement turc, inquiet par les dimensions énormes qu'avaient prises le mouvement, décida d'y mettre un terme. Menacé de mort, Sabbataï Zevi se convertit à l'Islam. Cependant le mouvement qu'il avait provoqué ne s'y arrêta pas. Beaucoup de Juifs virent dans la conversion même du renégat un acte symbolique et l'imitèrent. Ainsi s'explique la lutte que les rabbins de Pologne engagèrent contre les partisans du faux Messie.

et d'autres fonctionnaires doit avoir lieu uniquement dans la rue juive et notamment avec le consentement des chefs sortants et conformément à nos lois, sanctionnées par les rois et les princes régnants et auxquels nous avons prêté serment. Ce serment, nous le renouvelons aujourd'hui. Si quelqu'un, individuellement ou de connivence avec d'autres, qu'il soit homme ou femme, sollicite un seigneur ou Sa Majesté le roi d'exercer en sa faveur une influence sur l'administration du *Kahal*, ce qui est contraire à nos lois et privilèges; ou si quelqu'un s'adresse au roi lui demandant de le nommer rabbin ou de lui accorder un revenu de la communauté, ou de l'exempter des impôts municipaux; ou enfin s'il entreprend quelque chose de contraire à nos privilèges et lois, cette personne sera passible des punitions et malédictions les plus graves. Si quelqu'un devient *senior* grâce à l'influence étrangère et se justifie en disant qu'il l'est devenu à contre-cœur, même celui-ci est coupable, car il a manqué à nos statuts. Outre ces punitions et l'excommunication, le contrevenant paiera une amende, dont cent florins en faveur du *Judex Judæorum*, cinquante pour la caisse de bienfaisance et cent florins en faveur du *Kahal*. Dès qu'un tel crime est commis, les *seniores* sont obligés de l'annoncer publiquement afin que tout le monde évite la compagnie d'un tel coupable, dont les complices publics ou secrets seront passibles des mêmes punitions. » (1)

Comme nous le voyons, l'activité du Congrès était fort variée. Son influence s'étendit à l'étranger. Ainsi se soumirent à sa décision les délégués des deux communautés de la Silésie allemande Zulz et Hotzenplotz, situées en dehors de la Pologne. Les Juifs de Zulz s'étaient rachetés du décret d'expulsion des Juifs de Silésie pour la somme de deux mille florins. Le Congrès juif de Pologne en donna le cinquième, les communautés de Moravie et de Bohême en donnèrent deux cinquièmes et les deux derniers cinquièmes furent imposés par le Congrès aux communautés de Zulz et Hotzenplotz. Les dites communautés acceptèrent l'arrêt du Congrès.

Les membres du Congrès furent longtemps inspirés par un véritable idéalisme. Le *Vaad* était composé des plus grands personnages juifs pour lesquels l'unité et la fraternité n'étaient pas de simples paroles. Ces représentants agissaient avec le plus grand amour de leur peuple, en pleine conscience de leurs devoirs et en parfaite connaissance des

1. Harkavy, *Hadachim gam yechanim*.

besoins de leur nation. Ils tâchaient d'élever le Parlement juif à la hauteur d'une institution de justice et d'équité, d'en faire un régulateur de la vie intérieure juive et un rempart contre les malheurs venus du dehors. Parlant la même langue, animés du même idéal, l'homogénéité et l'harmonie régnaient dans leurs rangs, et le but qu'ils ont poursuivi, ils l'ont atteint pleinement.

D. — LES RAPPORTS ENTRE LE CONGRÈS DE POLOGNE
ET CELUI DE LITHUANIE.

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, les *Kahal* lithuaniens sortirent en 1623 de l'Union générale des *Kahal* polonais. Différentes raisons ont contribué à cette sortie. Le séparatisme lithuanien avait ses racines dans la différence des populations juives de Lithuanie et de Pologne et des conditions économiques et sociales de leur vie. Ce séparatisme trouvait un appui officiel dans le fait que la Lithuanie avait un autre régime fiscal. La capitation et les autres impositions étaient calculées séparément pour les « Pays de la Couronne » et le Grand-Duché. Etant donné que le gouvernement polonais considérait l'organe central juif comme un instrument de perception d'impôts, la constitution des *Kahal* lithuaniens en une union distincte de celle de la Pologne ne pouvait rencontrer de sa part aucune difficulté. Ainsi naquit en 1623 l'union des principales communautés de la Lithuanie, qui constitua, à l'assemblée de Brest de la même année, son organe central, le *VAAD HA'MEDINA DE'LITA* et qui déployait une grande activité parallèle à celle du Congrès des « Pays de la Couronne ».

Au moment de sa constitution, le Congrès juif de Lithuanie comprenait les trois grandes communautés suivantes : Brest, Grodno et Pinsk. Le *Kahal* de chacune d'elles avait sous sa juridiction un groupe entier de communautés secondaires, formant ainsi un *Kahal* régional ou *Kahal galil*. Ainsi le *Kahal galil* de Brest avait sous sa juridiction environ trente communautés ; le *Kahal galil* de Grodno, sept ; le *Kahal galil* de Pinsk, huit. A l'assemblée constitutive de Brest, au mois d'août 1623, le *Vaad ha'medina de'Lita* élaborait un règlement pour toutes ses communautés. Il portait sur les relations mutuelles entre les *Kahal*, sur la répartition des impôts entre les différentes communautés, sur les rapports avec l'autorité polonaise, la Diète, la noblesse, sur les élections municipales, sur l'instruction publique, etc., etc. Chaque

Kahal galil avait un *Roche-medina* spécial qui devait veiller à l'application des décisions du Congrès et assurer la continuité du travail pendant les intervalles des Congrès. En général, le *Vaad ha'medina de'Lita* avait le même appareil de fonctionnaires et les mêmes organes que le *Vaad aratsoth* et son champ d'action était aussi étendu.

A la même assemblée de 1623 fut prise, touchant la convocation du *Vaad lithuanien*, la résolution suivante :

« Etant donné que le *senior*, notre maître et rabbin Méir, a vieilli et ne peut plus quitter sa ville, nous décidons que, de son vivant, les représentants du peuple, les *Raché medina* se réuniront en Congrès dans la Sainte communauté de Brest. (1) »

Le rabbin Méir de Brest appartenait à l'illustre famille Wahl qui avait donné, d'après la légende, un roi aux Polonais, le roi d'un jour Saül Wahl. Mais en dehors de ce roi légendaire, cette famille comptait beaucoup de rabbins et de savants talmudistes.

Par égard pour le vénérable vieillard Méir, le Congrès se tint, de son vivant, c'est-à-dire en 1623, 1626, 1627, à Brest. Mais dès qu'il fut mort, le Congrès suivant se réunit ailleurs (à Pruzany).

Les délégués de ce Congrès étaient élus en même temps que les représentants des *Kahal*, c'est-à-dire pendant les demi-fêtes de Pâque. Dans les premiers temps chacun des *Kahal galil* avait droit d'envoyer deux députés, dont un seul était élu, tandis que le deuxième était pris parmi les anciens députés. A partir de l'année 1631, les députés au Congrès furent pris parmi les *boni viri*.

Chaque *Kahal galil* eut d'abord droit à deux délégués. Plus tard ce nombre fut porté à trois, dont un était élu à Pâque et les deux autres trente jours avant la réunion du Congrès. Réglementairement ce dernier devait être convoqué tous les deux ans et annoncé trente jours avant sa réunion. En pratique sa périodicité n'était pas aussi rigoureuse. Ainsi il tint jusqu'en 1648 onze sessions à Brest, Pruzany et Seljez.

Durant une trentaine d'années, le Congrès juif de Lithuanie fut donc composé des délégués de trois *Kahal galil* : Brest, Grodno et Pinsk. En 1652 vint s'ajouter à eux celui de Vilna. Cette ville, devenue une grande communauté, avait obtenu le droit d'être représentée par un député. A partir de 1660, elle en envoya deux. En 1687, elle obtint le

1. Taqanoth ha'Vaad (1623), § 68; *Yevreiskaya Starina*, 1909, I.

droit d'être représentée par le même nombre de délégués que chacun des trois autres *Kahal*. A partir de 1691, le Congrès comprit les députés de cinq *Kahal galil*. Le cinquième *Kahal galil* était celui de Sluck. Ainsi le *Vaad ha'medina de'Lita* devint l'organe de cinq *Kahal galil* et il garda cette composition jusqu'à sa dissolution.

C'est ainsi que s'établirent dans les « Pays de la Couronne » et dans le Grand-Duché de Lithuanie deux unions de *Kahal* ayant chacune à sa tête un organe central, un Congrès. Tandis que le *Vaad aratsoth* unissait quatre « Pays », le *Vaad ha'medina de'Lita* embrassa d'abord trois, ensuite quatre et enfin cinq *Kahal galil*.

Au cours des premières années qui suivirent la séparation, les conflits entre les deux *Vaadim* à propos des frontières furent fréquents. En voici un exemple.

Tykoczin était au xvi^e siècle une communauté importante. Elle appartenait au district de Mazovie et était du ressort du *Vaad aratsoth*. Après l'institution du *Vaad ha'medina de'Lita*, un conflit éclata entre les deux *Vaadim* à propos de Tykoczin, chacun d'eux voulant étendre sa domination à cette communauté. Cette dernière avait avec Grodno, l'une des communautés les plus importantes du ressort du *Vaad* lithuanien, à propos de la juridiction sur les *Yichouvim*, de fréquents conflits. Tykoczin qui, du temps du *Vaad* unique, trouvait toujours un appui dans ses conflits auprès de celui-ci, décida d'adhérer, à partir de l'institution de l'union des *Kahal* lithuaniens, à l'union des *Kahal* polonais. Le conflit dura pendant de longues années. Finalement le « Congrès des Quatre Pays » l'emporta. Voici la lettre envoyée par ce Congrès au *Kahal* de Tykoczin à propos de l'adhésion de ce dernier au *Vaad* polonais.

« A nos frères, les habitants de la Sainte communauté de Tykoczin et de toutes ses annexes : Bénédiction et paix !

Nous avons reçu votre message au moment où, représentants des Quatre Pays, nous étions réunis en Congrès. Nous sommes contents d'apprendre que vous voulez faire un avec nous, « Pays de la Couronne », en matière d'impôts. Cela est tout à fait conforme à la décision gouvernementale qui rattachait votre ville à la Pologne. Personne ne peut donc annuler cette décision. Désormais vous appartiendrez à notre union et nous vous traiterons de la même façon que nous traitons les autres communautés. De même que nous vous protégeons et aidons, vous devrez, à votre tour, faire votre devoir envers

nous : nous obéir et nous aider à supporter les impôts. Si le *Vaad* lithuanien veut vous soumettre à lui, nous nous mettrons à vos côtés pour vous soutenir.

Lublin, le 13 Sivan 5389 (1628) » (1).

Pour régler ces conflits, les deux Congrès nommaient une commission spéciale composée des délégués des deux pays qui étaient chargés d'étudier les raisons du différend et d'y mettre fin.

Outre les questions de frontières, d'autres problèmes, d'un caractère plus grave, se présentaient, par exemple, lorsqu'il s'agissait de conjurer une catastrophe menaçant l'ensemble des Juifs des deux pays.

Pour toutes ces raisons la séparation ne pouvait pas être complète et la collaboration des deux *Vaadin* était parfois indispensable. En effet, les représentants de ces deux Congrès se réunissaient au besoin en conférence commune qui avait lieu soit à Lublin, soit à Leczyce. Telles furent les conférences de 1633, 1640, 1644, 1655, 1666, 1668, réunies à Lublin et celle de 1681 tenue à Leczyce (2).

Voici, pour résumer, comment se présente le schéma de l'organisation de l'autonomie juive.

A. Institutions supérieures.

a) En Pologne : VAAD ARBA ARATSOH OU « CONGRÈS DES QUATRE PAYS ».

b) En Lithuanie : VAAD HA'MEDINA DE'LITA OU « CONGRÈS DE L'ÉTAT LITHUANIEN ».

B. Institutions moyennes.

a) En Pologne : VAADE HA'MEDINA OU COMITALIA OU « SYNAGOGUES ».

Ces *comitalia* se trouvaient en :

1. Petite-Pologne.
2. Grande-Pologne.
3. Ruthénie-Rouge.
4. Volynie.

1. S. Dubnow, *Yevreiskaya Starina*, 1912, 1.

2. Meisl, *Geschichte der Juden in Polen und Russland*.

b) En Lithuanie : VAADE HA'GALIL OU KAHAL GALIL OU COMITIALIA.
Les *Kahal galil* étaient :

1. Brest.
2. Grodno.
3. Pinsk.
4. Vilna.
5. Sluck.

C. *Institutions inférieures.*

Chacun de ces *comitalia* comprenait un nombre plus ou moins grand de *Kahal* et chaque *Kahal* à son tour comptait un certain nombre de *Yichouvim*.

CHAPITRE IV

LA VIE DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE

Vie économique, vie sociale.

Vie religieuse, vie intellectuelle.

A. — VIE ÉCONOMIQUE.

Jouissant d'une pleine autonomie, les Juifs polono-lithuaniens formaient dans l'Etat, une sorte d'Etat au petit-pied.

Ayant été, à l'époque de leur indépendance en Palestine, un peuple agricole, les Juifs gardaient dans la Diaspora un attachement au sol, et, pendant les premiers siècles de leur dispersion, l'agriculture était encore leur principale occupation. Mais plus tard, dans la plupart des pays chrétiens, obligés de s'éloigner du sol, ils devinrent commerçants. Ce fut en cette qualité que la Pologne leur ouvrit ses portes. Ce pays était christianisé depuis peu, les clauses restrictives de l'Eglise à l'égard des Juifs n'avaient pas encore eu le temps de se préciser et de s'affermir. Les Juifs en profitèrent et beaucoup d'entre eux s'installèrent dans les campagnes pour se livrer à l'agriculture. Ainsi à l'époque qui nous intéresse, nous trouvons des cultivateurs juifs en Silésie et en Lithuanie. Nombreux étaient les fermiers juifs. Beaucoup de Juifs affermaient des auberges, des moulins et des pressoirs. Nous avons déjà parlé au chapitre précédent des Juifs riches qui affermaient les impôts de l'Etat, les droits de douanes, le monnayage, les salines et les impôts sur les différents produits. Le Congrès juif de 1580 interdit l'affermage des impôts de l'Etat, du monnayage, de l'impôt sur les boissons et des salines dans les provinces de Petite et Grande-Pologne et en Mazovie. Mais dans les autres provinces et en Lithuanie les Juifs continuaient à affermer ces impôts. C'était une industrie très lucrative

qui enrichissait les fermiers et procurait un gagne-pain à beaucoup de Juifs.

Mais les cultivateurs, aubergistes et fermiers ne formaient qu'une partie de la population juive. La majeure partie était composée de commerçants. L'objet du commerce formait tout ce que l'époque connaissait. Les Juifs de Petite et Grande-Pologne faisaient le commerce (en dehors des denrées ordinaires) des articles de luxe, des épices précieuses et se trouvaient en relations commerciales avec l'Allemagne, la Bohême, l'Italie et même avec la Turquie. Les Juifs de Lithuanie s'occupaient du petit commerce et de la vente des denrées alimentaires. Ceux de Volynie faisaient principalement le commerce des bêtes à cornes. La première place dans ce commerce était occupée par la ville d'Ostrog. Les commerçants de cette ville achetaient le bétail à cornes en Valachie et l'amenaient par la Lithuanie en Pologne. La traversée du Grand-Duché était très coûteuse à cause des octrois, et les commerçants d'Ostrog tâchaient souvent de tourner cette difficulté, soit en prenant un autre chemin, soit en se servant de moyens illicites ou en ne payant pas les droits de douanes. Les autorités douanières de la Lithuanie portaient plainte au roi de Pologne.

Ainsi, en 1532, plusieurs grands commerçants en gros bétail furent accusés devant le roi Sigismond I d'avoir amené plusieurs milliers de bœufs de Valachie en Pologne par la Lithuanie, sans avoir payé les douanes au Trésor du Grand-Duché. Le Trésor lithuanien mit le séquestre sur leurs immeubles. Les commerçants se défendirent en déclarant qu'ils n'avaient pas touché le territoire du Grand-Duché et, par voie de conséquence, n'avaient à payer de droits de douane qu'à l'entrée des « Pays de la Couronne ». Le prince Ilia d'Ostrog se porta garant de la véracité de ces déclarations, promettant de verser une somme d'argent au Trésor dans le cas où l'enquête ordonnée à ce sujet prouverait la culpabilité des Juifs. Le séquestre des immeubles juifs fut alors levé par ordre du roi le 3 janvier 1537. Le 14 janvier de la même année, le prince d'Ostrog fut sommé de payer la somme garantie par lui, étant donné que la culpabilité des Juifs avait été prouvée (1).

Les opérations de crédit étaient étroitement liées au commerce. Nous avons déjà cité dans le chapitre précédent la TAQANA (ordonnance) pro-

1. S. Dubnow, *Yevreiskaya Starina v gorodé Ostrogué. Voskhod*, 1894, X.

mulguée par le Congrès à propos des prêts à intérêt. Le commerce lui-même était minutieusement réglé et surveillé de près. Des fonctionnaires spéciaux, les *MEMOUNIM*, devaient contrôler la qualité du vin, de la bière, de l'hydromel, du fromage, du beurre et de tous les autres aliments. Ils devaient en outre veiller à la justesse des poids et mesures. Dans ce but, ils devaient contrôler une fois par mois tous les poids et mesures. Celui que les *Memounim* trouvaient fautif à cet égard était passible d'une amende et son nom était affiché dans toutes les synagogues. Les *Memounim* fixaient en outre le prix des denrées alimentaires. Il va de soi que dans cette société, où tout se passait sous l'œil scrutateur et régulateur du *Kahal*, la concurrence libre était théoriquement interdite et pratiquement impossible. De nos jours, il suffit que dans un village de Lithuanie ou de Pologne un Juif gagne convenablement sa vie en exerçant le métier de boucher pour que tous les chefs de familles deviennent bouchers, ou que dans un autre village, un Juif réalise des bénéfices dans le commerce des grains, pour que tous ses coreligionnaires lui fassent concurrence au point que tout le monde meurt littéralement de faim. A l'époque que nous étudions, cela était tout à fait impossible. La *Cachrouth* de la viande et du vin était rigoureusement observée. A l'approche de la vendange, les *seniores* et *boni viri* avec le rabbin local en tête nommaient trois *ALOUFIM* pour surveiller la vendange afin que le vin fût rituel (1). Aussi tant que la *Cachrouth*, était irréprochable, tant que le prix des denrées alimentaires était conforme au règlement, le boucher aussi bien que le commerçant pouvaient se sentir à l'abri de toute concurrence.

Pour l'exercice d'un métier ou d'un commerce il fallait d'abord avoir la *Hazaqa*. Ce mot signifie droit d'ancienneté et se rapporte aussi bien à l'habitation qu'à l'exercice d'un métier. Il fallait donc être né dans la ville en question ou y avoir habité pendant un certain temps pour obtenir ce droit. Il fallait en outre payer un droit annuel pour le conserver. Le statut municipal juif de Cracovie régla la *Hazaqa* dans tous les détails.

« Les *Memounim* doivent veiller à ce que chacun s'acquitte de ses droits de *Hazaqa*. Celui qui ne le fait pas, reçoit un avertissement des *seniores*. S'il ne le fait pas, même après cet avertissement, il perd sa

1. Les Juifs ne peuvent boire que du vin vendangé, soit par un Juif, soit sous la surveillance d'un Juif, de peur que le vin ne soit destiné aux libations.

Hazaqa. S'il veut déménager, il doit d'abord s'acquitter de ses droits de *Hazaqa* avant de quitter la ville. S'il ne le fait pas, il reçoit un avertissement des *seniores* à la plus prochaine foire de Lublin ou de Jaroslaw. En cas de non paiement, il est poursuivi par la justice. Si quelqu'un veut se fixer dans une ville quelconque, il doit y être autorisé par les *seniores* de ladite ville. Autrement aucun propriétaire ne lui loue de logement. Il ne peut même pas acheter une maison, ni un terrain. Le propriétaire qui loue son appartement doit payer une amende, dont trente florins iront au voïvode et quinze à la caisse de bienfaisance. Lorsque quelqu'un voudra s'installer dans une ville où ses parents n'ont jamais habité, le *Kahal* jugera s'il faut lui accorder la *Hazaqa* ou non. Si la majorité des membres du *Kahal* trouvent que le demandeur est un homme honnête, il obtiendra la *Hazaqa*. Il doit pourtant payer pour cette acquisition une certaine somme. Cette somme doit être assez considérable, étant donné que ni lui, ni ses parents n'ont jusque-là porté le fardeau des impôts communaux. Si par contre les parents du demandeur y ont habité, on lui accorde la *Hazaqa* immédiatement, mais il doit, lui aussi, payer une petite somme pour son acquisition.

Les personnes qui sont de passage dans la ville et n'ont pas par conséquent de *Hazaqa* peuvent y rester tant qu'on ne porte pas plainte contre elles. Mais elles n'ont pas le droit de contracter un lien de parenté, afin d'obtenir par cette voie la *Hazaqa*.

Celui qui a la *Hazaqa* et paie régulièrement les impôts, a le droit de prendre chez lui son père, son enfant ou son petit-fils. Il peut prendre sa mère veuve. Mais les personnes qu'il prend pour habiter avec lui n'ont pas le droit d'y faire le commerce.

Un étranger qui obtient la *Hazaqa* n'a pas encore le droit d'entreprendre une affaire en compagnie d'un indigène de la communauté. Il doit être autorisé par les *seniores*. Cette autorisation lui peut être accordée moyennant un droit annuel.

Celui qui a été autorisé à faire du commerce ne doit pas être préféré aux indigènes.

Un étranger n'a pas le droit de faire le commerce dans la ville en dehors des foires. Il lui est surtout défendu d'apporter des marchandises que les indigènes eux-mêmes vendent » (1).

1. Balaban, *Die Krakauer Judengemeindeordnung von 1595*, §§ 75-78

Comme nous le voyons, le *Kahal* a tout fait pour mettre ses administrés à l'abri des concurrents, surtout contre la concurrence d'autres villes. Ce protectionnisme local s'explique par les difficultés innombrables auxquelles les commerçants juifs se heurtaient, dans l'exercice du commerce, de la part de la classe commerciale chrétienne, qui a tout fait pour entraver le commerce juif en s'efforçant de n'autoriser ce dernier qu'au temps des foires. Les grands sacrifices que les commerçants juifs ont consentis pour se maintenir dans leur position, ont contribué à leur désir de monopoliser le commerce entre leurs mains et d'en exclure les Juifs étrangers. Jusqu'où allait le désir du *Kahal* d'éloigner de ses administrés toute concurrence étrangère, on le voit par le passage suivant du statut municipal de Cracovie :

« Les livres imprimés ici ou à Lublin ne doivent pas être réimprimés en Italie. S'ils le sont, nous demanderons au *Vaad arba aratsoth* d'en défendre la vente en Pologne. »

Mais le *Kahal* protégeait les commerçants d'un autre danger et non moins grave : contre le non-paiement et la faillite. Il sévissait en premier lieu contre ceux qui ne payaient pas leurs dettes à des créanciers chrétiens. Le *Kahal* voyait dans ce fait une atteinte à l'honneur juif. Voici ce que dit à ce propos le statut municipal de Cracovie :

« Si quelqu'un emprunte de l'argent à un chrétien et ne le lui rend pas, les *séniores* sont tenus d'aider ce chrétien par tous les moyens afin que le nom juif ne soit pas déshonoré.

Si quelqu'un fait faillite, il perd sa *Hazaqa* pour trois ans. Si quelqu'un emprunte de l'argent à un Juif et ne le rend pas ou si quelqu'un prend en guise de garantie un objet quelconque et s'enfuit avec, il est frappé d'excommunication. On annoncera cette excommunication dans toutes les synagogues.

Si quelqu'un prête de l'argent à un autre pour acheter des objets volés, il sera excommunié.

Quelqu'un qui doit de l'argent et ne le paie pas et se défend en disant : « Je n'en ai pas », sera excommunié pour trois jours. Si pendant ce délai il ne paie pas, on le met en prison pour une huitaine de jours. Cette détention est portée à trente jours, en cas de refus réitéré de payer. On prononce alors l'anathème contre tous ceux qui recèlent des objets ou de l'argent appartenant à la personne en question. Après quoi on procède avec elle comme avec un débiteur failli ordinaire : on vend tous ses biens mobiliers et immobiliers, ses objets précieux, jus-

qu'à sa place dans la synagogue. La femme du failli prend une part égale à cette peine, car on vend même des objets qui font partie de son douaire.

Si quelqu'un meurt et laisse des dettes, la veuve, si elle l'avait épousé jeune fille, touche sur la fortune de son mari trois cents florins, si elle s'était mariée avec son mari étant veuve ou divorcée elle ne touche que cent cinquante florins ».

Bien que la loi du pays « (prawo ziemskie) n'eût pas reconnu à la veuve le droit de priorité, les rois polonais, Sigismond II Auguste (1551) et Etienne Batory (1578) l'ont fait à l'égard des Juifs, favorisant ainsi la veuve par rapport à tous les créanciers (1).

Le paiement des dettes primait tout, même le devoir familial de marier sa fille. Ainsi, d'après le statut juif de Cracovie, le créancier peut interdire à son débiteur de marier sa fille, si celui-ci ne lui donne pas une garantie suffisante qu'au délai fixé pour sa traite, il pourra rembourser sa dette.

En cas de faillite du débiteur, le statut municipal cherchait par tous les moyens à aider le créancier. Ainsi, dans le cas où ce dernier s'étant mis d'accord avec le failli pour toucher seulement une partie de la dette, apprend, après la conclusion de cet accord que son débiteur a de quoi payer sa dette, il peut dénoncer l'accord et exiger du débiteur, par l'intermédiaire du tribunal, le paiement intégral de la dette.

Les peines prévues pour les débiteurs faillis furent encore aggravées en 1604. D'après la décision de cette année, le créancier pouvait faire mettre le débiteur failli en prison ; il pouvait se saisir de tout ce qui lui appartenait. Ni le failli, ni sa femme, ni ses enfants, n'avaient le droit de s'habiller de vêtements de soie. Ces vêtements de soie devaient être vendus pour payer ses dettes. Tout ce qui lui appartenait, soit qu'il le tint chez lui, soit qu'il le déposât chez d'autres, devait être confisqué. Le failli, tant qu'il n'avait pas remboursé ses dettes, n'avait pas le droit de venir aux foires. Il n'avait pas le droit de quitter sa ville. S'il l'avait fait, lui, sa femme et ses enfants perdaient pour toujours leurs droits de *Hazaga*.

Le même souci que le *Kahal* portait à la sécurité individuelle de ses membres, il l'avait pour la bonne renommée de l'ensemble des Juifs. Nous avons déjà parlé plus haut des dettes contractées auprès des

1. Balaban, *Die Krakauer Judengemeindeordnung von 1595*.

Chrétiens. Le décret suivant du Congrès juif nous en donnera un autre exemple.

« Si quelqu'un veut prendre un impôt quelconque à ferme, il peut le faire. Seulement s'il peut par là nuire à un non-Juif ou s'il n'est pas en état de payer la somme promise au propriétaire pour la ferme qu'il voulait prendre à bail, il vaudrait mieux s'en abstenir. Dans le cas contraire, le *senior mensis*, assisté de plusieurs *boni viri* en avertira le propriétaire afin que la collectivité ne souffre pas » (1).

Cette crainte de nuire au bien commun, ce souci de la bonne renommée juive obligeaient le *Kahal* à interdire aux Juifs certaines branches de l'industrie et du commerce. Entre autres, le statut juif de Cracovie défendit aux Juifs d'être des intermédiaires de commerce entre Juifs et Chrétiens quand ce commerce était fait à crédit :

« Que personne, homme ou femme, n'aille chez un prince, noble ou simple particulier chrétien, leur demander de donner à crédit à un Juif une marchandise quelconque, bois, pierres précieuses, métaux, peaux, blé ou quoi que ce soit. Que personne ne soit courtier chez un propriétaire chrétien même pour vendre une propriété au comptant. Défense même d'être intermédiaire entre deux Chrétiens. Tout ceci nous le défendons de peur de donner naissance à des calomnies et de nuire par là à l'ensemble des Juifs. Les récalcitrants seront frappés de l'excommunication et devront payer une amende de cent florins en faveur du voïvode et de cinquante en faveur de la caisse communale de bienfaisance. Celui qui, ayant appris un tel cas, en avertira le *Kahal*, méritera un remerciement officiel du *Kahal* ».

A côté des cultivateurs, industriels et commerçants, les Juifs de la Pologne-Lithuanie avaient, à l'encontre des Juifs occidentaux d'aujourd'hui, des artisans, des ouvriers. A l'instar des ouvriers polonais, les Juifs étaient, eux aussi, groupés en associations, en corporations.

B. — VIE SOCIALE.

a) *Corporations et métiers non organisés*. — Les premiers corps de métiers juifs (*Hevroth*) datent du commencement du xvii^e siècle, ce sont : la corporation des tailleurs à Przemysl, celle des tailleurs à

1. Harkavy, *Hadachime game yechanime* (Additions à la traduction hébraïque de l'histoire juive de Graetz, t. VII).

Lwow, celle des pelletiers à Cracovie. Il est difficile de dire de qui est partie l'initiative d'organiser les ouvriers en corporations, était-ce du *Kahal* ou était-ce des ouvriers eux-mêmes, s'inspirant de l'exemple de leurs collègues non-Juifs ?

On peut défendre les deux hypothèses. L'esprit dominant du *Kahal* était en général oligarchique, c'est à-dire que l'organisation des ouvriers en corps d'arts et métiers devait lui être plutôt désagréable. Mais, d'autre part, il était plus facile de surveiller un corps organisé que des particuliers. La corporation était responsable devant le *Kahal* pour chacun de ses membres. Aussi l'organisation des ouvriers en corporations était-elle salubre pour ceux-ci et profitable pour le *Kahal*. Le fait que nous allons rapporter en sera le meilleur exemple.

En 1640, s'organisa à Cracovie la corporation des barbiers. Voici les raisons données par les initiateurs de la corporation : « Il arrive souvent que les apprentis barbiers abandonnent leurs maîtres et travaillent pour leur propre compte. Ils se considèrent comme de véritables médecins et font des saignées sans avoir l'expérience nécessaire, se fiant uniquement à leur intelligence ; il s'est produit déjà, à cause de cela, plusieurs accidents. En outre, ces jeunes apprentis, en se constituant barbiers indépendants, empiètent sur le terrain des barbiers, leur faisant concurrence. Pourtant ces derniers paient des impôts et ont des familles à nourrir. Prenant tout cela en considération, nous autres spécialistes, au nombre de sept, avons décidé de nous organiser en corporation afin de défendre nos intérêts et d'être utiles à la communauté. Chacun de nous payera une cotisation hebdomadaire ; nul n'a le droit d'avoir plus de deux apprentis, dont un engagé par contrat pour trois ans et l'autre en qualité d'apprenti-compagnon, qui touchera le tiers du bénéfice. Pendant les deux premières années, l'élève n'a pas le droit de faire de saignées ; en troisième année il peut en faire, mais en présence de son maître. Aucun de nous n'a le droit d'enlever à un confrère son élève. Personne ne doit, de son propre chef, faire la hausse et la baisse des prix. Le contrevenant payera une amende d'un florin en faveur de la caisse de bienfaisance.

Si un barbier étranger vient s'installer dans notre ville, après en avoir reçu l'autorisation du *Kahal*, il doit se soumettre à nos statuts, s'il refuse, et bien qu'il satisfasse par son travail toute la communauté, nous autres nous nous liguons contre lui pour l'empêcher d'exercer son métier. Nous promettons de faire régner entre nous l'amitié et la

fraternité et de nous réunir pendant les trois fêtes du Pèlerinage (Pâque, Pentecôte, Cabanes) pour nous amuser et nous égayer ensemble. (1) »

Chaque corporation avait sa constitution écrite sur un parchemin (IGUERETH HA'QLAF). Le bas portait les signatures des adhérents. Le droit de créer des corporations juives appartenait dans les villes seigneuriales aux seigneurs, dans les villes royales au *Kahal*, éventuellement au voïvode à la juridiction duquel était soumis le *Kahal*. Mais bien que les ouvriers eussent le droit de s'organiser en corporations, ils étaient toujours soumis au contrôle du *Kahal* qui pouvait changer comme bon lui semblait le statut de la corporation. Une fois la corporation légalisée, les ouvriers exerçant le métier étaient obligés d'y entrer. En dehors de la corporation, les ouvriers n'avaient pas le droit d'exercer leur métier. Le récalcitrant risquait d'être expulsé de la ville et de voir le séquestre mis sur les produits de son travail.

Chaque corporation avait son organe qui représentait ses intérêts à l'extérieur, qui surveillait sa production à l'intérieur et veillait à l'ordre et à la discipline parmi ses membres. Cet organe était réélu tous les ans et composé de quatre à cinq « Maîtres d'art » ou « Anciens ». Comme les *seniores* municipaux, les anciens des corporations se relayaient à tour de rôle dans la direction des affaires corporatives et, comme les premiers, ils répartissaient entre eux le travail. Ainsi, à côté du chef, un autre était chargé de rédiger au besoin de nouveaux articles pour compléter la constitution. La constitution écrite était gardée chez un troisième. Un quatrième était maître des finances, un cinquième, contrôleur, etc. La répartition des fonctions subalternes n'était pas partout la même. Chaque corporation avait son *DAÏANE* (juge) qui était assisté dans ses fonctions par les anciens. Ce *Daïane*, choisi parmi les *Daïanime* de la communauté, était le chef spirituel de la corporation. Ainsi nous trouvons dans le *Pinças* de la corporation des tailleurs de Przemyśl, à propos de leur *Daïane*, la qualification : « Père et patron de notre art » (2). Ce *Daïane* était souvent un rabbin de la communauté. C'était le cas par exemple du *Daïane* de la corporation des tailleurs de Brody (Galicie). Les corporations riches avaient même leur synagogue et plusieurs *Daïanime*, dont l'activité était très variée : ils aplanissaient les désaccords entre les membres

1. Wettstein, *Qadmonyoth mi'pincassim yechanim*.

2. S. Dubnow, *Enzyklopaedie des Judentums*, art. *Autonomie*.

de la corporation, examinaient les plaintes de ces derniers contre leurs anciens, veillaient à ce qu'on ne transgressât point les lois religieuses (par exemple, qu'on ne travaillât pas aux demi-fêtes ou qu'on maintînt l'interdiction de mêler la laine avec le lin). Ils veillaient également à l'application des contrats du travail, conclus entre les maîtres et les ouvriers ou entre les maîtres et les apprentis. Quand il s'agissait d'accepter de nouveaux membres, le *Daiane* pouvait donner son avis, qui était toujours respecté, dans toutes les affaires importantes. Ils surveillaient également l'activité de la chancellerie de la corporation. Il n'avait pas d'honoraires fixes, mais touchait une part des amendes infligées à ceux qui contrevenaient aux règlements des contrats ou aux statuts. A Poznan, les réunions des anciens de la corporation avaient lieu au domicile du *Daiane* qui dressait les procès-verbaux et les inscrivait dans le *Pincas*.

A Przemysl, l'élection des fonctionnaires corporatifs avait lieu au domicile du *Daiane*.

L'élection des anciens des corporations n'était pas moins compliquée que celle du *Kahal* et avait lieu, comme celle de ce dernier, aux demi-fêtes de Pâque. Elle se passait comme suit :

Tous les membres mettaient dans l'urne le nom d'un candidat de leur choix. De tous ces bulletins on en choisissait sept à neuf qui avaient le plus grand nombre de voix. Ce collège élisait à la majorité des voix cinq électeurs définitifs. Ces *Borrerim* se réunissaient le même jour dans un local dont l'accès était interdit à tout autre et ils y élaient les anciens et autres fonctionnaires de la corporation.

Pour nous faire une idée plus claire des élections corporatives, voyons comment se passaient les élections à la corporation des tailleurs à Przemysl appelés *Malbiche aroumime* (Habilleur des nus).

Au jour fixé, les membres de la corporation se réunissaient au domicile de leur *Daiane*, et en présence du *senior mensis* élaient par tirage au sort sept « premiers électeurs ». Ces sept nommaient à la majorité des voix cinq électeurs définitifs qui à leur tour élaient à la majorité des voix quatre « chefs » ou « Anciens » et deux suppléants, quatre curateurs du « Saint Peuple », deux contrôleurs et deux suppléants, et un *résidens*, c'est-à-dire une personne qui assurait la continuité du travail. Le *Daiane* de cette corporation, qui était en même temps juge communal, était le président d'honneur. Sa compétence était très étendue. Toutes les affaires importantes se décidaient en sa

présence. Avec les curateurs, il décidait de l'acceptation de nouveaux membres. Sa tâche principale était, comme le nom l'indique, celle d'un juge, c'est-à-dire qu'il devait juger tous les différends survenus entre les membres de la corporation.

L'adhésion à une corporation accordait certains droits. Il était donc naturel qu'on exigeât de chaque nouvel adhérent l'accomplissement de certaines conditions : seul pouvait être membre d'une corporation, quiconque avait un stage de deux ans comme *Naar* (apprenti) et un an comme *Poël* (ouvrier). Certaines corporations exigeaient un plus long stage pour les apprentis et les ouvriers. Par contre nous ne trouvons nulle part l'exigence du chef d'œuvre usuel dans les corporations chrétiennes. Seuls les ouvriers mariés pouvaient devenir maîtres d'art. Aux célibataires il était défendu, sous grande peine, d'ouvrir un atelier. Cette sévérité s'applique par le désir d'assurer le gagne-pain aux pères de familles. D'autre part, un célibataire ayant moins de dépenses pouvait faire concurrence en abaissant les prix. Du nouveau membre on exigeait un certain cautionnement. Trois ans après avoir été reçu dans la corporation, le candidat devenait membre régulier. Durant les trois ans de stage, il n'avait le droit d'engager, ni ouvrier, ni apprenti ; il ne devait pas aller au marché avec les ustensiles de son métier, ni accepter de travail en compagnie d'autres maîtres d'art, sans la permission préalable des chefs. Il pouvait néanmoins travailler avec un ancien maître mais en qualité d'ouvrier et même alors, pas plus de deux jours par semaine. C'est seulement avant les fêtes qu'il pouvait travailler tous les jours de la semaine. Pendant les trois ans, il n'avait ni droit actif, ni droit passif. Au bout de trois ans, il devenait maître régulier ayant tous les droits. Il devait payer la cotisation de membre pour trois ans d'avance, soit la somme de neuf florins. S'il voulait prendre des apprentis et des ouvriers, il devait en plus déposer un cautionnement.

Un maître occupait en règle générale un ou deux *Naar* et deux *Poël*. Un maître pauvre n'avait pas le droit d'occuper d'ouvriers. S'il avait du travail urgent, il pouvait accepter des candidats d'art ou même engager des membres réguliers indigents et les payer à la pièce.

Les *Naar* étaient nourris et logés : les *Poël* nourris, logés et rétribués légèrement. Ainsi le tailleur payait à son ouvrier quatre florins par an, mais en le réglant chaque trimestre. L'ouvrier devait travailler honnêtement et obéir à son patron. Si l'un des contractants avait rompu

son engagement, il devait payer une amende de deux florins, dont un en faveur de la caisse corporative et l'autre en faveur de leur juge.

Le *Kahal*, comme nous l'avons dit, exerçait un contrôle sur les corporations. Les élections des anciens d'art devaient être ratifiées par le *Kahal*. Pour mieux exercer son contrôle, le *Kahal* délégua dans la direction de la corporation deux de ses membres. C'était le *Kahal* également qui servait d'agent de liaison, par l'intermédiaire de ses conseillers municipaux, entre les corporations juives et les corporations chrétiennes. Les rapports entre le *Kahal* et les corporations étaient en général analogues à ceux qui existaient entre les corporations chrétiennes et leur magistrature. Les *Memounim*, qui devaient examiner la qualité des marchandises, examinaient aussi la technique des ouvriers et exerçaient en général une inspection sur les corps d'arts et métiers. Cette inspection irritait souvent les corporations et donnait naissance à des conflits ; mais le *Kahal* avait toujours le dessus et ces conflits étaient vite liquidés, car nous ne trouvons nulle part de querelle sérieuse et durable qui eût mis aux prises le *Kahal* et les corporations, comme c'était le cas en Italie. Bien au contraire, le *Kahal* tâchait d'attirer les représentants des corps d'arts et métiers. Ainsi dans toutes les circonstances importantes, les corps d'arts et métiers, étaient représentés auprès du *Kahal* par sept délégués, qui avaient droit de vote au même titre que tous les autres membres du *Kahal*. Les représentants des corporations auprès du *Kahal* devaient s'en tenir aux instructions reçues de leurs électeurs qui pouvaient à tout moment les révoquer ou les désavouer.

Nous avons dit plus haut que, dans les rapports entre les corporations juives avec les corporations chrétiennes, le *Kahal* servait d'agent de liaison. Quels étaient ces rapports ? De même que les commerçants chrétiens considéraient les commerçants juifs comme leurs concurrents, les corporations chrétiennes regardaient d'un mauvais œil les corporations juives. Et de même que les commerçants chrétiens voulaient interdire à leurs collègues juifs l'accès aux villes et restreindre leur sphère d'action uniquement aux quartiers juifs, de même les corporations chrétiennes interdisaient aux corporations juives la clientèle chrétienne. Dans ce sens étaient rédigés d'innombrables accords conclus entre ces corporations. Un tel accord fut par exemple conclu à Przemyśl, entre la corporation des tailleurs juifs et celle des tailleurs

chrétiens en 1645. D'après cet accord, il était défendu aux tailleurs juifs de travailler pour d'autres clients que des juifs. Mais de même que les commerçants juifs transgressaient vite les clauses restrictives de leurs accords, les ouvriers juifs ne pouvaient, eux non plus, renoncer à la clientèle chrétienne et, à Przemyśl, les tailleurs juifs travaillaient même pour le clergé catholique. Cela donna naissance à des conflits et, pour les apaiser, la corporation de tailleurs juifs payait une redevance annuelle à la corporation des tailleurs chrétiens. Voici ce que nous lisons dans le *Pincas Malbiché aroumine* de Przemyśl, en l'année 1715 :

« Notre corporation a eu de grandes dépenses en versant une grande somme à la corporation des tailleurs chrétiens, pour obtenir d'elle la permission d'exercer sans restriction notre métier de tailleur » (1).

Mais tous les métiers n'étaient pas organisés en corporations. Pour les autres c'était au *Kahal* à régler le montant de leur salaire aussi bien que les conditions de leur travail. Ainsi nous trouvons des règlements sur les argenteurs, bouchers, nourrices, etc...

« Défense aux argenteurs d'acheter quoi que ce soit à des personnes inconnues, à des femmes, à des mineurs ou à des gens de conduite suspecte. Si une telle personne leur propose d'acheter quelque chose, ils doivent en prévenir immédiatement le *senior mensis*. Les récalcitrants payeront une amende de cinquante florins en faveur de la caisse de bienfaisance. Défense également d'acheter quoi que ce soit aux mineurs ou aux chrétiens de conduite suspecte. La même défense se rapporte aux orfèvres » (2).

Pour les boucheries, le *Kahal* nommait deux inspecteurs assistés de deux suppléants ; ils étaient chargés de veiller à ce que les bouchers observassent le règlement suivant :

« Défense aux bouchers d'augmenter les prix de la viande. Défense de se liguer contre un confrère pour lui nuire. S'ils l'excommunient, leur excommunication est sans valeur. Si un boucher ne peut pas fournir jusqu'au mercredi la quantité de viande promise, il doit passer le reste de la commande à son confrère le plus proche. Chaque chef de famille peut faire égorger pour ses besoins un animal et en vendre le reste à d'autres sans être censé faire concurrence aux bouchers.

Les bouchers doivent faire examiner leur animal par le *chohet* (égor

1. Meisl, *Geschichte der Juden in Polen und Russland*.

2. Balaban, *Die Krakauer Judengemeindeordnung von 1595*.

geur). Si le boucher le fait lui-même, il doit payer une amende égale au prix de l'animal » (1).

Des *Memounim* spéciaux veillaient à ce que les cochers ne se fissent pas payer au-dessus du tarif fixé par les *seniores*.

Le *Kahal* cherchait à résoudre le problème des domestiques chrétiens. Ne pouvant interdire complètement l'engagement des chrétiennes au service des Juifs, indispensables pour les samedis et les jours fériés, le *Kahal* tâchait au moins de réduire leur nombre et leurs heures de travail. Dans cette tâche, il se vit secondé par l'interdiction du clergé catholique, qui refusait aux chrétiennes servant les Juifs l'absolution, ainsi que l'admission en qualité de témoins. L'interdiction du clergé catholique était motivée par la peur que les Juifs convertissent leurs servantes. Les menaces ecclésiastiques n'avaient pas atteint leur but, car les chrétiennes étant bien rétribuées par leurs maîtres juifs, affluaient comme auparavant à leur service. Le clergé catholique obtint, lors de la Diète de Piotrkow, l'interdiction pour les Juifs d'engager à leur service des chrétiennes. Cette interdiction faite aux Juifs aurait peut-être eu le même résultat que les menaces antérieures lancées contre les servantes chrétiennes si le *Kahal* ne s'était vu obligé, pour d'autres raisons, sinon d'interdire, du moins de restreindre, dans la mesure du possible, le séjour des chrétiennes dans les maisons juives.

Comme nous l'avons déjà montré à maintes reprises, le *Kahal* cherchait à évincer tous les concurrents de ses administrés. Aussi interdit-il aux Juifs d'avoir des cuisinières chrétiennes. Cette interdiction s'expliquait aisément par le fait que la cuisine juive était liée à des observances religieuses qu'une chrétienne ne savait pas appliquer.

Elle fut strictement observée par les Juifs. Les cuisinières juives se voyant favorisées par la loi, voulaient en profiter pour faire augmenter leurs gages, exigeant en plus, très souvent, des gratifications. Le *Kahal* se vit alors obligé de fixer le salaire des cuisinières. D'après le statut juif de Cracovie de 1595, elles touchaient sept florins pour les six mois d'été et huit florins pour les six mois d'hiver. Si pourtant la famille pour laquelle la cuisinière travaillait était nombreuse, son salaire était augmenté d'un florin par demi-année. Il lui était en outre défendu d'accepter des cadeaux plus d'une fois par an, à savoir à la fête de *Pourim*, encore la valeur de ce cadeau ne devait-elle pas dépasser un demi-florin.

1. Wettstein, *Qadmoynoth mi'pincassime yechânime*.

Si l'on voulait congédier une cuisinière ou un serviteur, il fallait les prévenir un mois d'avance. Voulant quitter son travail, la cuisinière ou le serviteur devait donner le même délai.

Mais la restriction des servantes chrétiennes au service des Juifs avait une autre raison et d'un caractère beaucoup plus grave. C'était à cause des calomnies de meurtres rituels qui se multipliaient de plus en plus. Or, la plupart des accusations portaient des servantes chrétiennes qui voulaient se venger pour une raison quelconque de leurs maîtres juifs. Le statut juif de Cracovie défendit d'engager des servantes chrétiennes, qui resteraient couchées dans les maisons juives. La seule exception qui fût faite était pour la nuit du samedi, chez une femme en couche. Il était défendu de prendre des nourrices chrétiennes.

Ainsi le *Kahal* ayant toujours en vue les intérêts de l'ensemble des Juifs, ne négligeait pas pour cela ceux des particuliers et tâchait, dans la réglementation du travail, d'être impartial aussi bien pour les employeurs que pour les employés.

b) *Sociétés, confréries et institutions de bienfaisance.* — Au *Kahal* était affiliée une série de sociétés ou confréries *Hebroth* qui se consacraient soit aux intérêts spirituels, soit à la bienfaisance, ou qui poursuivaient enfin un but social. Ainsi il y avait des sociétés pour l'entretien des études bibliques, de l'instruction publique, des confréries pour soigner les malades, enterrer les morts, des sociétés pour délivrer les prisonniers, etc. Tel était le cas à Cracovie. Dans des villes de moindre importance, il n'y avait qu'une seule société ou confrérie mais qui réunissait à elle seule les tâches multiples qui incombaient dans les grandes villes à plusieurs institutions.

Ainsi la « Sainte confrérie » d'Ostrog (Volynie) déployait une activité très variée. Elle accordait des subsides au rabbin pour ses deux sermons annuels, ainsi qu'aux rabbins et prédicateurs de passage. Les membres de cette confrérie visitaient les malades, donnaient des lin-cueils aux pauvres, rachetaient les prisonniers, etc. Les nouveaux adhérents devaient, pendant les trois premières années, faire tout ce que les chefs de cette confrérie, les curateurs, leur demandaient, sans avoir de droits actifs ni passifs. A l'expiration de ce noviciat, les adhérents acquéraient les droits actifs et c'est seulement à l'expiration de deux autres années qu'ils obtenaient les droits passifs. Mais seuls des adhérents mariés pouvaient jouir de tous ces droits. Les femmes étaient

acceptées dans cette confrérie, mais n'avaient pas le droit de vote. La direction se trouvait entre les mains de six curateurs et d'un suppléant, dont l'élection se faisait de la même façon que les élections municipales. Les curateurs se relayaient à tour de rôle dans la direction, tous les deux mois. Si ce curateur bimestriel était pour une raison quelconque empêché de remplir ses fonctions, il était remplacé par le suppléant. La gestion de la caisse était confiée à un *NEEMAN* qui, en cas de besoin urgent, devait avancer l'argent nécessaire.

Les revenus de ces sociétés ou confréries provenaient de deux sources : 1^o des amendes judiciaires ; 2^o des donations particulières.

Etant donné que les amendes ne suffisaient pas à alimenter les caisses de ces sociétés, dont l'activité était très féconde, le *Kahal* tâchait d'augmenter la deuxième source, celle des donations.

« Nous, soussignés, nous engageons à donner toutes les semaines un denier pour la caisse de bienfaisance. En outre, nous donnerons une partie de tout bénéfice que Dieu (qu'Il soit loué !) nous procurera. Celui qui ne veut pas payer toutes les semaines peut payer tous les six mois en donnant la somme en une fois. Chacun de nous, soussignés, s'engage à aller une fois par semaine avec le *Chamache* pour encaisser les sommes promises à la bienfaisance. Celui de nous qui refuserait d'y aller, se rachèterait en donnant un shilling pour la bienfaisance et le suivant le remplacerait. A cette fin, nous avons choisi cinq curateurs et trois comptables. La caisse se trouvera à tour de rôle chez l'un des curateurs et la clé de cette caisse, chez un deuxième. Défense de toucher à l'argent avant qu'on ait atteint la somme de cinquante florins. Ayant amassé cette somme, nous déciderons comment l'utiliser. (Suivent les noms des curateurs et comptables).

Nous avons choisi en outre trois juges (suivent les noms) qui devront juger tous les conflits qui surgiront entre nous. Ils peuvent nous infliger des amendes en faveur de la bienfaisance.

Les curateurs, comptables, juges et *chamache* ont été choisis pour l'année 5373 (1613). Ils seront réélus à la fête des Cabanes de l'année 5374. Les élections auront lieu de la même façon que cette année : tous les membres choisiront d'abord neuf « premiers électeurs » ; ceux-ci choisiront cinq « électeurs définitifs », qui à leur tour nommeront les curateurs, comptables, juges et *chamache*. Si quelqu'un ne veut plus faire partie de notre société, il est libre d'en sortir, mais doit payer avant de nous quitter, la cotisation de toute une année. Quel

que soit le nombre des restants, ils sont libres d'utiliser l'argent de bienfaisance comme bon leur semble. Ce règlement est vu et approuvé par les *seniores et boni vini* » (1).

Bien que les curateurs fussent libres d'utiliser l'argent comme bon leur semblait, le *Kahal* les surveillait et leur indiquait leur tâche :

« Les curateurs de la bienfaisance sont obligés de visiter, chacun dans son mois, toutes les institutions qui sont placées sous leur surveillance au moins une fois par mois, pour se rendre compte de tout ce qui s'y passe. Si l'une d'elles a besoin d'une réparation, que le curateur la fasse faire. Si l'un des employés de ces institutions n'accomplit pas son devoir, le curateur doit lui donner un avertissement ; si cet avertissement reste sans effet, le curateur du mois, s'adjoignant deux autres curateurs, met l'employé fautif en prison... » (2).

Les curateurs de la bienfaisance devaient veiller à ce que les pauvres ne mendiassent pas dans la rue. Tous les vendredis et veilles de fêtes, le *chamache* percevait les aumônes destinées aux pauvres, qu'il transmettait aux curateurs ; il touchait 25 % pour sa peine. Les curateurs distribuaient l'argent ensuite entre les pauvres.

Tous les vendredis et veilles de fêtes les curateurs distribuaient à chacun des pauvres des bons sur lesquels était inscrit le nom d'un BAAL-BAILLITH (3) chez lequel ce pauvre devait prendre ses repas pendant le samedi ou la fête. Chaque contribuable qui payait dix florins d'impôt par an, était obligé de recevoir un tel pauvre pourvu d'un bon. Celui qui payait cinquante florins était obligé d'en recevoir cinq.

Aucune cérémonie religieuse, aucune fête familiale n'avait lieu sans que les curateurs demandassent leur part pour les pauvres. Les curateurs veillaient même à ce que les bienfaiteurs ne donnassent point au-dessous de leurs moyens. Dans le cas contraire, ils étaient publiquement réprimandés. A la fête de *Pourim*, les pauvres recevaient des cadeaux. Si l'un d'eux tombait malade, les curateurs nommaient des femmes honorables pour quêter en sa faveur. Les curateurs se servaient, en général pour faire la quête plus volontiers des femmes que du *chamache*, les premières faisant leur travail à titre gra-

1. Wettstein, *Quadmonyoth mi'pincassim yechanim*.

2. Balaban, *Die Krakauer Judengemeindeordnung von 1595*.

3. Chef de famille.

tuit, tandis que le dernier touchait, on l'a vu, 25 % de la somme qu'il percevait.

Pour les malades pauvres il y avait des hôpitaux. Ainsi le statut municipal juif de Poznan de 1644 ordonna aux médecins Isaac et Moïse de visiter l'hôpital trois fois par semaine. Pour les vieillards il y avait des asiles.

Nous avons déjà parlé au chapitre précédent des fiancées pauvres. En Lithuanie, c'était le Congrès qui donnait tous les ans un certain nombre de dots, dans les « Pays de la Couronne » c'était le *Kahal* qui s'en chargeait.

Ainsi ce dernier procurait tout le nécessaire aux pauvres de la communauté. Mais, par contre, il ne permettait pas que ces pauvres importunassent qui que ce fût. Il leur était, comme nous l'avons dit plus haut, défendu de mendier dans la rue, sur les ponts, devant les portes de la ville, en dehors de la ville. Il leur était même défendu de quitter la ville, sans en avoir la permission écrite des curateurs, de peur qu'il n'allassent mendier ailleurs.

A côté des curateurs de la bienfaisance, il y avait les curateurs des synagogues, qui s'aidaient réciproquement dans leurs tâches. La confrérie du *Talmud-Tora* était étroitement liée aux sociétés de bienfaisance. De l'activité des curateurs des synagogues et de la confrérie du *Talmud-Tora* nous parlerons plus loin quand nous traiterons de la vie religieuse et intellectuelle chez les Juifs.

Les orphelins étaient l'objet d'une attention particulière de la part du *Kahal*. Si quelqu'un mourait, sans avoir auparavant désigné un tuteur pour ses enfants, c'était le *Kahal* qui s'en chargeait. Le tuteur désigné par le *Kahal* devait rendre à celui-ci compte de la gestion de la fortune de ses protégés tous les deux ans. Mais *Kahal* s'opposait avec énergie à la tutelle non-juive, même si elle était désignée par le défunt. Si le *Kahal* devait de l'argent aux orphelins et que cela constituât leur seule fortune, les tuteurs pouvaient réclamer cet argent, et, dans le cas où la caisse communale n'avait pas de quoi payer, elle devait emprunter pour rembourser les orphelins.

c) *Police et gestion fiscale du Kahal*. — La sphère d'action du *Kahal* était très large. Les nécessités de la vie, les circonstances variées de la société juive, l'élargissaient de plus en plus. Les titres de quatre-

vingt-treize paragraphes du statut municipal juif de Cracovie de 1595 suffisent à nous donner une idée de cette activité.

Paragraphes 1 à 10 : Devoirs et droits du *senior mensis* ; punitions prévues contre les récalcitrants ; fixation du taux pour les prêts.

Paragraphe 11 : Elections du *Kahal*, date, procédure des élections, nombre des élus.

Paragraphes 12 à 46 : Attributions de pouvoirs des différentes charges municipales.

Paragraphes 47 à 66 : Règlement des trois collèges de juges ; procédure judiciaire dans les litiges ; convocation des témoins ; compétence de l'huissier, du greffier ; taxes et amendes.

Paragraphes 67 à 69 : Administrateurs des synagogues, curateurs de la bienfaisance ; pouvoirs de la commission chargée de veiller à l'ordre et à la sécurité dans la ville juive ; différents fonctionnaires de la ville juive : gardiens des portes ; domestiques et serveurs ; établissements de bains ; égorgeurs, chantres, musiciens, « amuseurs » aux mariages ; ordre des prières, lecture de la *Tora*, *Allyoth*.

Paragraphes 70 à 71 : Compétence du *Kahal* ; fixation des commissions des impôts ; perception des impôts ; punitions prévues pour les non-payeurs.

Paragraphes 72 à 73 : *Memounim*.

Paragraphe 74 : Défense de jouer aux cartes.

Paragraphes 75 à 78 : *Hazaqa*, son acquisition, sa perte.

Paragraphe 79 : Impression des livres.

Paragraphes 80 à 88 : Fiançailles, mariage, circoncision, *Bar-Mitsva* (1).

Paragraphe 89 : Professeurs et leurs honoraires ; organisation des écoles.

Paragraphes 90 à 92 : Domestiques, cuisinières, nourrices, commis-voyageurs.

Paragraphe 93 : Loyer, bail de terrain ; peste ; argenteurs ; dénonciateurs ; excommunication.

Dans le chapitre précédent nous avons parlé des élections du *Kahal* et des commissions les plus importantes ainsi que de leurs attributions. Ici nous voulons parler du corps des fonctionnaires subalternes et montrer l'appareil municipal dans son fonctionnement.

1. Voir explication plus loin.

Comme nous l'avons dit, le maître de la ville juive était le *senior mensis*. Assisté des *seniores* et des *boni viri*, il pouvait réglementer et par ses *Taqanoth* (ordonnances) tracer la ligne de conduite de ses administrés, à la condition toutefois que ces *Taqanoth* ne se trouvassent point en contradiction avec celles du Congrès. Avec les *Chiva touvé ha'ir*, il devait appliquer les décisions de ce Congrès. Il pouvait, d'accord avec ses collègues, les *seniores* et *boni viri*, imposer de nouvelles taxes, infliger des amendes ou au contraire exonérer quelqu'un des impôts. Son ordre faisait loi pour tout le monde, aussi longtemps qu'il se conformait aux règlements du statut. Les *seniores* et les *boni viri*, eux-mêmes, lui devaient obéissance. Il présidait toutes les réunions importantes du *Kahal*. Ces réunions n'étaient pas publiques. Tout ce qui y était décidé ne devait pas être rapporté au dehors. Le membre du *Kahal* qui outrepassait cette consigne était publiquement réprimandé et son nom était affiché dans toutes les synagogues comme celui d'un calomniateur. Pour que l'appareil municipal ne subit jamais de relâchement, tout dignitaire avait son suppléant. Ainsi les *seniores* et *boni viri*, étant pour la plupart des commerçants, désignaient des remplaçants, avant de se rendre aux foires de Lublin et de Jaroslaw, qui duraient plus de deux semaines. Chacun devait ainsi remplir la fonction qui lui était assignée par le statut. Toute négligence, même si elle était commise par le *senior mensis* en personne, était passible d'une amende. Ce dignitaire devait promettre solennellement, en entrant en charge, de châtier tous les criminels, rebelles et tous ceux qui commettaient une infraction quelconque aux ordonnances et règlements municipaux. Chacune de ces ordonnances devait être annoncée par le bedeau et affichée ensuite à l'entrée de la synagogue. Celui qui enlevait une telle affiche était passible d'une amende et parfois même mis en prison. A l'entrée de la synagogue, on affichait également toute publication d'un vol, même si ce dernier était commis chez un non-Juif. Les voleurs étaient sévèrement punis. En voici un exemple : Chez un certain Tanhoum Isaïe on avait volé 290 florins. Un des complices fut découvert. C'était un jeune homme (*Naar*) du nom de Zevi. Voici le jugement qui le condamna : «.. Nous décidons de lui enlever ses droits de *Hazaqa* et de lui défendre à jamais l'accès de notre ville. Il sera, avant d'être expulsé, fustigé par un gardien de nuit. S'il revient dans notre ville, on lui coupera un bras et on lui infligera encore d'autres châtiments.

Aujourd'hui, lundi, 18 *Tamouz* 5419 (1659) (1).

Si une personne en frappait une autre, elle était passible d'une punition, même si elle s'était réconciliée avec celle qu'elle avait frappée. Chaque offense et injure, même si elle s'adressait aux morts, était passible d'une amende. (2)

Un nombreux corps de fonctionnaires appelés *Memounim*, étaient au service du *Kahal*. Nous avons déjà parlé de leur rôle dans le commerce. Sous leurs ordres se trouvaient les gardiens des portes de la ville, ainsi que les gardiens de nuit. Le quartier juif était entouré d'une muraille qui le séparait du reste de la ville. Dans cette muraille était percée une porte qui, à la tombée de la nuit, était fermée à clé. Servant d'abord aux Juifs comme protection contre des incursions nocturnes, la fermeture de cette porte fut plus tard imposée par le magistrat polonais les dimanches et fêtes même pendant le jour. Les gardiens devaient veiller à l'application de cette règle. Les *Memounim* devaient aussi veiller à la propreté des rues. Ils avaient à leur service des nettoyeurs. Pour payer ceux-ci, les *Memounim* imposaient une taxe spéciale de six grosz sur chaque locataire. Ils percevaient cet impôt deux fois par an. Si le produit de cet impôt ne suffisait pas, le *Kahal* donnait le reste. Les gardiens veillaient à ce que personne ne jetât de fumier, ou ne versât d'eau sale près de la muraille de la ville. Le contrevenant était sévèrement puni. Cette sévérité s'explique par le fait suivant qui s'est passé à Cracovie. Le magistrat polonais se plaignait, à maintes reprises, au roi de ce que les Juifs, en versant les eaux sales auprès de la muraille, détruisaient cette dernière, qui ne pourrait plus servir de protection pour la ville. A la suite de ces plaintes, le roi Sigismond-Auguste ordonna, le 9 septembre 1568, aux Juifs la restauration de la muraille. Il réitéra cet ordre en 1569 et en 1570. Le roi Etienne Batory donna, en 1578, un pareil ordre.

Les *Memounim* devaient prendre des précautions contre les incendies. Ils veillaient à ce que chaque maison eût une échelle et un réservoir d'eau. Cette mesure était très importante étant donné que les incendies ravageaient souvent des quartiers entiers. Ainsi périt par le feu à Lwow, en 1623, toute la banlieue habitée par les Juifs avec leur synagogue.

1. Wettstein, *Qadmonyoth mi'pincassime yechanime*.

2. Le souvenir des morts est très vénéré chez les Juifs.

Voulant préserver leurs administrés contre des visiteurs trop importuns, les *Memounim* veillaient à ce que personne n'abritât chez lui d'étrangers plus de trois jours, à l'exception pourtant des jours de fêtes.

Attentif aux bonnes mœurs, le *Kahal* défendait tout jeu de hasard. « Personne, que ce soit jeunes ou vieux, indigènes ou étrangers, hommes ou femmes, n'a le droit de jouer aux cartes. Le récalcitrant sera puni de prison. Le jeu de cartes est défendu même en plaisanterie, à l'exception des fêtes de *Hanoucca*, *Pourim* et des demi-fêtes de Pâque et des Cabanes. Le jeu de cartes est aussi permis chez les femmes en couches afin de les égayer. Celui qui abrite chez lui des joueurs est assimilé aux joueurs. Si l'on frappe à la porte de quelqu'un et que l'on n'ouvre pas tout de suite, si l'on apprend par la suite qu'on y a joué aux cartes, toutes les personnes qui s'y trouvaient seront censées avoir participé au jeu (1) ».

Toute loterie était également défendue.

Le *Kahal* luttait avec énergie contre le luxe, contre la célébration de noces pompeuses et surtout contre les parures et vêtements luxueux. Voulant briller, certaines familles déployaient un tel faste qu'elles se ruinaient. Ne pouvant et ne voulant pas défendre ce luxe complètement, le *Kahal* le réglementa en prenant, selon son habitude, comme base, le cens des impôts payés par les contribuables. Nous parlerons plus loin du règlement concernant le nombre des invités permis aux réjouissances familiales. Ici nous voulons parler du règlement concernant les parures. Estimant que les parures sont nécessaires aux femmes, le *Kahal* tâchait, néanmoins, de restreindre ce luxe en permettant le port de certains bijoux les jours de fête, réservant d'autres uniquement aux jeunes filles et fiancées et défendant complètement le port de certains autres.

« Le port de ceintures en argent ou doublées d'or est permis uniquement dans le quartier juif. Le port de chaines en or lourd est défendu aussi bien aux femmes qu'aux jeunes filles. Le port de bracelets est complètement défendu. Toutes les parures sont permises à une fiancée, pendant la semaine qui précède le mariage et le mois qui le suit. Le port de robes lamées en fils d'argent ou d'or est défendu toute l'année. Le port de chainettes faites en monnaies d'or est permis uniquement

1. Balaban, *Die Krakauer Judengemeindeordnung von 1595*, § 74.

aux fêtes. Si la fête juive a lieu simultanément avec la fête chrétienne, toutes les parures sont défendues. Le port de chapeaux ornés de perles est permis uniquement aux jeunes filles. »

« On peut porter deux bagues tous les jours, quatre le samedi et six les jours de fête. Le port de pierres précieuses est complètement défendu... (1) ».

Les *Memounim* veillaient à l'application de tous ces règlements. Pour la moindre négligence de leur part, ils étaient passibles d'une amende. Aussi surveillaient-ils tout et tous et rapportaient-ils tout à leurs chefs pour lesquels ils étaient l'œil et l'oreille vigilants.

Pour pourvoir à tous ces besoins, pour payer son nombreux corps de fonctionnaires, le *Kahal* devait avoir de l'argent. Il obtenait cet argent par voie d'impôts. Ces impôts étaient : la capitation, l'impôt foncier, les impôts indirects, les taxes pour l'acquisition des droits de *Hazaqa*, pour l'acquisition du titre de *Morénou*, etc. Seuls les maîtres étaient complètement exonérés d'impôts. Si quelqu'un voulait quitter la ville, il devait acquitter d'abord ses impôts et, même après l'avoir abandonnée, il devait payer, pendant la première année, la moitié de ses impôts habituels à son ancien *Kahal*. Tous les impôts devaient rentrer, dans un délai de deux mois, après le commencement de la perception, dans la caisse communale. Des sursis étaient rarement accordés. Si quelqu'un était en voyage pendant la perception des impôts, il devait laisser des instructions à son associé ou, à défaut, à sa femme. Si celle-ci refusait de payer, on lançait contre elle l'anathème et on la forçait par tous les moyens à payer. Ainsi les impôts étaient perçus avec une intransigeance surprenante, sous peine d'excommunication et d'amendes. Cette sévérité s'explique par les nécessités pécuniaires auxquelles était acculé le *Kahal*. Il payait à l'Etat pour les membres de la communauté, la capitation, qu'il transmettait, soit au Congrès juif, soit directement à des commissaires gouvernementaux spécialement désignés à cette fin. A chaque apparition d'une telle commission, l'argent devait être versé sous la menace de punitions sévères dans un délai de trois jours. Le *Kahal* payait en outre, d'une façon régulière, au roi et à l'Etat : droits de gîte, droits de couronnement, contribution de guerre, *subsidia charitativa*. Il payait des traitements fixes au voïvode, au *Judex Judaeorum*, au greffier. A Cra-

1. Balaban, *Die Krakauer Judengemeindeordnung von 1595*.

covie, le *Kahal* payait même au burgrabia (1). Ainsi le *Kahal* de Cracovie payait annuellement : au voïvode, 7.000 florins ; au *Judex Judaeorum*, 1.500 ; au greffier, 400 ; au burgrabia, 1.600 florins. Le *Kahal* de Cracovie fournissait en outre à l'intendant de la « Maison royale » différentes épices. Il faisait nourrir à ses frais les fauves de la ménagerie royale. Le *Kahal* payait encore des redevances à l'Eglise. S'il voulait ériger une synagogue, si quelqu'un des Juifs achetait une maison appartenant à un chrétien, le *Kahal* payait à l'Eglise une taxe pour obtenir son consentement. La cathédrale de Lwow possédait une académie dont les étudiants s'amusaient, en sortant de l'école, aux dépens des Juifs, cassant leurs vitres ou leur jetant des pierres. Pour épargner aux Juifs ces amusements, le *Kahal* payait au recteur de la cathédrale un impôt spécial, appelé *Kozubalec* (rançon). Cet impôt consistait jusqu'en 1611 en une livre de poivre, demi-once de safran (2), que le *Kahal* envoyait trois fois par an, et en quinze grosz à Noël en faveur des étudiants. Le *Kahal* prêtait aux étudiants de l'académie des costumes, pour leurs spectacles. En 1611, l'ordre des Jésuites fonda à Lwow un collège. Le nombre des étudiants à l'école de la cathédrale diminua. Les Juifs devaient subir les conséquences et le *Kahal* paya désormais à la cathédrale vingt florins par an.

Tant que la vie des Juifs fut en sécurité et leur prospérité intacte, les redevances et les impôts qu'ils payaient régulièrement suffisaient à couvrir toutes les dépenses municipales. Mais, après l'année 1648, un malheur suivait de près l'autre et les communautés juives s'appauvrisaient de plus en plus. Le *Kahal* tâcha de diminuer les dépenses. Il réduisit même le nombre de ses délégués au Congrès, chose à laquelle aucun *Kahal* n'aurait consenti auparavant, car chaque communauté luttait pour avoir le droit d'envoyer un plus grand nombre de délégués. Bientôt ces économies et ces réductions ne suffirent plus et il fallut contracter des dettes pour pouvoir entretenir l'appareil municipal. Le montant de ces dettes allait croissant et, rien que pour payer les intérêts, il fallait toujours trouver de nouvelles ressources. Ainsi la communauté de Kazimierz (Cracovie) devait en 1719 au clergé séculier et régulier 34.6240 florins et à des créanciers laïques 24.2287 florins. A

1. Administrateur du château royal.

2. Ces épices étant très chères à cette époque, le commerce en était minutieusement réglé par le *Kahal* et surveillé par les *Memounim*. Ces épices étaient souvent offertes aux hauts fonctionnaires.

l'époque que nous étudions les *Kahal* n'avaient pas encore de dettes et les impôts qu'ils percevaient suffisaient non seulement à entretenir leurs organes, mais aussi à subvenir avec dignité aux besoins du Congrès et à envoyer annuellement une somme d'argent pour les pauvres de la Terre-Sainte.

d) *L'habillement chez les Juifs.* — L'habillement chez les Juifs ne se distinguait point à cette époque de celui des Chrétiens. La preuve en est que les noms de leurs vêtements en judéo-allemand étaient les mêmes qu'en polonais. Ainsi un Juif pauvre s'habillait de tiretaine ou de drap gris grossier; un Juif moyen portait un sarrau et un riche s'enveloppait avec élégance du *Zupan* (1), serré au corps par une ceinture en argent à laquelle était souvent pendue une épée : costume national de la noblesse polonaise. Les femmes s'habillaient de soie et de velours ; elles portaient en hiver des fourrures de prix. Les riches arboraient des ceintures en argent et en or doublé, des cols brodés or ; des robes lamées en fils d'argent ou d'or ; elles se coiffaient de chapeaux élégants ornés de perles. Elles mettaient autour du cou des chaînes en or lourd ou faites de monnaies d'or. Leurs bras étaient garnis de bracelets et leurs doigts de nombreuses bagues. La législation ecclésiastique luttait contre la ressemblance des vêtements juifs avec ceux des Chrétiens ; la législation laïque luttait contre la richesse des costumes juifs. La première était inspirée du zèle religieux, la seconde était poussée par la jalousie économique.

Le clergé catholique obtint à la Diète de Piotrkow de 1538, comme nous l'avons déjà dit, le port obligatoire pour les Juifs d'une coiffure de couleur jaune, pour qu'on les distinguât de loin des Chrétiens. Les statuts lithuaniens de 1566 et 1588 défendirent aux Juifs le port de vêtements somptueux ornés or ou argent. La loi, défendant aux Juifs le déploiement du luxe, fut réitérée sous le règne de Sigismond II Auguste. Il leur fut défendu de porter des chaînes de métaux précieux ainsi que des pierreries sur leurs ceintures et leurs armes. Les Juives pouvaient porter pour toute parure des bagues incrustées du nom de Jérusalem, qui devait leur rappeler la colère de Dieu et sa punition pour leurs péchés. Mais ces lois humiliantes n'étaient jamais appliquées. Pourtant le luxe était combattu avec plus de succès par les

1. Veste à la polonaise.

statuts municipaux juifs eux-mêmes qui, sans le défendre complètement l'ont, comme nous l'avons montré plus haut, restreint et réglé.

e) *Les rapports avec la population chrétienne.* — Il faut distinguer plusieurs stades dans l'évolution des rapports entre les Juifs et les Chrétiens. A l'origine, l'antijudaïsme était inconnu des Polonais. Accueillis favorablement par le gouvernement, les Juifs étaient considérés et estimés par la population. Servant d'intermédiaires entre la noblesse et les paysans dans un pays dépourvu de classe commerciale, ils passaient pour des seigneurs qualifiés dans les lettres que l'on leur adressait : *Providi, honesti* et même *generosi*. C'est à cette époque qu'a pu naître la légende du roi juif d'un jour, Saül Wahl.

Mais ce temps changea et les rapports entre Juifs et Chrétiens empirèrent de plus en plus. Les germes de l'antagonisme entre les deux peuples furent importés de dehors par deux facteurs : le clergé romain et les commerçants allemands. Nous avons déjà parlé des lois humiliantes proposées par le clergé et acceptées par la Diète de Piotrkow. L'arrivée des Jésuites en Pologne, sous le règne d'Etienne Batory, donna de nouveaux aliments à cette intolérance religieuse. Le cardinal Commandoni ne pouvait en croire ses yeux. Il voyait les Juifs polonais habillés comme des nobles catholiques, l'épée au côté. Ils étaient riches et respectés. Son indignation réveilla la superstition et déclencha toutes les passions. Les commerçants allemands considéraient les Juifs comme des concurrents dangereux. Ils ne voyaient qu'un seul moyen de s'en débarrasser : l'expulsion. Ne pouvant pas l'obtenir, ils parvinrent néanmoins à les faire reléguer dans des quartiers spéciaux. Mais la peur de la concurrence juive continuait à poursuivre les commerçants allemands comme un spectre et les *ghetti* fermés d'une épaisse muraille en pierre et brique ne leur paraissaient plus une garantie assez suffisante. Ils parvinrent alors à faire adopter des lois restreignant le commerce des Juifs. Une propagande néfaste, semant partout la haine contre les Juifs, fit le reste. De même que les banquiers et les commerçants voyaient dans l'expulsion des Juifs le moyen de se débarrasser de leurs concurrents, les paysans voyaient dans cette expulsion l'affranchissement des impôts, confondant dans leur naïveté les percepteurs avec les bénéficiaires. Le mépris des infidèles qui depuis le moyen-âge poursuivait les Juifs jusque dans les actes officiels, aggravait encore la situation de ceux-ci. Chaque état avait son

epitheton ornans. Le noble était le *bene natus, generosus ; nobilis* ; le bourgeois, *famosus* ; l'ecclésiastique, *reverendus* ; le paysan, *laboriosus*, et le Juif, *infidus, perfidus, incredulus*. C'est seulement en Lithuanie qu'on continuait à appeler les Juifs, dans les actes officiels : « Messieurs ». Déjà sur le banc de l'école, le jeune noble songeait à casser les vitres dans les synagogues. Les collégiens organisaient, avec les élèves des corps d'arts et métiers, des tumultes qu'ils appelaient : « Amusements d'écoliers ». Mais ces excès n'étaient vraiment que des amusements en comparaison des incursions faites de temps à autre dans le quartier juif par de petites bandes organisées par la szlachta. Une telle invasion eut lieu à Lwow le 21 juillet 1601. Vers le soir, au moment où l'on allait fermer la *Porta Judaeorum*, le noble Orinsky, avec son camarade Ruzniecki, suivis d'une bande de jeunes gens, pénétrèrent dans le ghetto et commencèrent à frapper à coups d'épée les promeneurs paisibles. Les Juifs se sauvèrent dans leurs maisons. La bande força alors la porte du notable Isaac Nachmanowicz, saccagea tout ce qui lui tomba sous la main et se rendit ensuite à la synagogue. Là les Juifs étaient en trains de prier. Apprenant le danger, ils s'enfermèrent. Après de vains essais pour forcer la porte en fer massif, la bande abandonna la synagogue, enfonça la porte du Juif Moskva et y saccagea tout. Avant de quitter le quartier juif, les bandits blessèrent à la tête et aux deux bras l'orfèvre Tevié, qu'ils rencontrèrent en passant.

Voici un autre exemple : Le 17 mai 1614, une bande de Polonais, sous la conduite des nobles Kazimirsky et Jablonsky, apparurent subitement vers midi près de la synagogue. Ils étaient armés d'épées et de mousquets. A la synagogue les Juifs étaient en pleine prière. Les bandits forcèrent les portes, chassèrent les Juifs à coups de matraques et d'épées et saccagèrent tout ce qu'ils y trouvèrent. Ne se contentant pas de cela, ils pénétrèrent dans la maison de Rachmiel, burent trois garniets (1) d'hydromel, versèrent six seaux du même liquide par terre, mirent le feu à la barbe du propriétaire, qui osait réclamer de l'argent pour sa marchandise, et faillirent incendier toute la maison.

De pareils incidents étaient fréquents et il fallait parfois fermer les portes du ghetto même pendant le jour. On fermait ces portes devant les paysans ivres qui, retournant de l'église, voulaient s'amuser un peu

1. Le garniets vaut 3,277 litres.

aux dépens des Juifs ; on les fermait devant les élèves de l'école de la Cathédrale ou du collège des Jésuites. Mais ces portes elles-mêmes ne servaient plus de protection pour les Juifs quand la plèbe était poussée par le clergé à venger la profanation de sa religion. Le prétexte était toujours l'emploi du sang chrétien pour un usage rituel ou la profanation d'hosties. Et bien que les rois de Pologne s'opposassent avec énergie à ces calomnies, la superstition de la masse, échauffée par la propagande du clergé, l'emportait sur le raisonnement de ses rois. Le magistrat polonais lui prêtait volontiers son assistance et le sang juif coulait. Une telle accusation de profanation d'hosties eut lieu en 1630 à Przemyśl. Sur le témoignage d'une femme, le magistrat polonais jeta en prison un certain Moïse, qui, après avoir enduré d'effroyables tortures, fut brûlé vivant. Une élégie composée en souvenir de ce martyr, que les Juifs de Przemyśl récitaient le premier Niçan, date rappelant le jour où le malheureux a été brûlé, témoigna longtemps encore de cet événement tragique.

Néanmoins, les rapports entre les Juifs et les Chrétiens étaient, jusqu'en 1648, malgré la propagande néfaste menée contre les premiers par le clergé et les commerçants allemands, assez paisibles. Le Polonais aimait acheter et vendre au Juif et ce dernier, gagnant son pain avec son voisin, se pénétrait peu à peu de ses mœurs, s'habillait comme lui et apprenait sa langue. Même, les magistrats polonais savaient parfois apprécier leurs voisins juifs. Le magistrat de Lwow, ville si riche en excès anti-juifs, sut donner à Bogdan Chmielnicki, qui exigeait qu'on lui livrât les Juifs en échange de quoi il épargnerait la ville, une réponse pleine de dignité :

« Nous ne pouvons pas vous livrer les Juifs parce qu'ils ne nous appartiennent pas et qu'ils supportent avec nous toutes les peines et sont prêts à périr avec nous pour cette ville » (1).

En effet, les Juifs, ayant leur autonomie, n'étaient pas soumis au magistrat polonais et se trouvaient sous la protection immédiate des rois, qui, jusqu'en 1648, à l'exception d'Henri de Valois (1573-1574), la leur accordèrent toujours.

1. M. Balaban, *Zur Geschichte der Juden in Polen (Zwei Vortraege)*.

C. — VIE RELIGIEUSE.

a) *Institutions religieuses.* — La religion occupait dans la vie des Juifs la place la plus importante. Elle les accompagnait du berceau à la tombe. Elle remplaçait pour eux la patrie et leur servait de nationalité, était leur consolatrice dans les peines et leur refuge dans les malheurs. Le centre de cette vie était la synagogue. La majeure partie de leurs loisirs, si les Juifs ne les passaient pas au sein de leurs familles, ils les vouaient à la synagogue. Là avaient lieu toutes les cérémonies religieuses de même que toutes les réjouissances familiales. Un enfant venait au monde, le père heureux, annonçait la bonne nouvelle à la synagogue et le *chamache* invitait en son nom tout le monde à venir célébrer chez les heureux parents la bénédiction divine autour d'un verre de vin. Si l'enfant qui venait de naître était un garçon, on célébrait huit jours après sa naissance à la synagogue sa *Brith* (1). A treize ans, le garçon, ayant atteint sa majorité religieuse, recevait à la synagogue les premiers honneurs d'un Juif majeur ; on l'appelait à l'estrade où il lisait lui-même un chapitre du Pentateuque ou des Prophètes. Et quand le jeune homme avait atteint sa majorité matrimoniale et que ses parents lui avaient choisi une compagne, sa première joie, le témoignage de son premier bonheur, le jeune fiancé l'exprimait dans la synagogue, où on l'honorait par la lecture de la *Haftara* (2). Après les fiançailles venait la célébration du mariage, qui avait lieu la plupart du temps dans la cour de la synagogue. Pour la célébration de ces fêtes familiales : *Brith*, *Bar-mitsva* (3), *Tnaïme* (4) et *Houpa* (5), les Juifs, si économes dans leur vie quotidienne, si soucieux du lendemain, s'oubliaient au point de dépenser des fortunes, allant jusqu'à se ruiner. Le statut municipal juif de Cracovie, gardien vigilant des intérêts de ses administrés, mit un terme à ces expansions de joie en fixant le nombre des invités, en restreignant l'envoi des

1. Pacte d'alliance conclu moyennant la circoncision entre le nouveau-né et Dieu.

2. *Haftara* veut dire clôture. On appelle ainsi le chapitre des Prophètes par lequel on clôt la lecture du Pentateuque.

3. Majorité religieuse.

4. Fiançailles.

5. Cérémonie de mariage

cadeaux et en taxant même le courtage des intermédiaires matrimoniaux.

« Celui qui paie jusqu'à dix grosz d'impôt n'a pas le droit d'inviter plus de vingt-cinq personnes avec leurs femmes, à part les rabbin, chantre, bedeau, prédicateur, garçons d'honneur, deux serveurs et habitants de la maison. Il peut en outre inviter six jeunes gens et des jeunes filles à volonté. Tous les invités ont le droit de lui envoyer des poissons (1).

Celui qui paie de dix à vingt grosz d'impôt a le droit d'inviter quarante personnes, quatre serveurs, six jeunes gens, des jeunes filles à volonté, les personnes habitant la même maison et le personnel du culte cité ci-dessus.

Celui qui paie de vingt grosz à un florin d'impôt a le droit d'inviter cinquante personnes, douze jeunes gens, des jeunes filles à volonté, deux bedeaux, deux chantres, cinq serveurs, des garçons d'honneur, un prédicateur et un rabbin.

Celui qui paie de 1 à 2 florins d'impôt a le droit d'inviter soixante-quinze personnes et tout le personnel du culte.

Celui qui paie plus de 3 florins d'impôt a le droit d'inviter à volonté. »

Le statut fixait même les gratifications des bedeaux. Le fiancé seul les payait, en prenant pour base le montant de la dot. S'il obtenait moins de deux cents florins de dot, il donnait 7,50 grosz aux bedeaux. Si sa dot dépassait deux cents florins, le fiancé pouvait être plus généreux envers les bedeaux, mais ces derniers n'avaient pas le droit de l'exiger et s'ils acceptaient plus de quinze grosz, ils perdaient leur poste. Il leur était défendu d'accepter quoi que ce fût de la fiancée.

Le statut réglait également le traitement de tous les autres membres du personnel du culte, tels que chantre, rabbin, etc. Quant au courtage des intermédiaires matrimoniaux, les *Kahal* s'en tenaient à la décision prise par le Congrès juif à Tyszwicz. D'après celle-ci les CHADKHANIME (courtiers de mariage) touchaient 2 1/2 % sur le montant de la dot; ils touchaient en plus 1 1/4 % sur la valeur des perles et des livres que la fiancée apportait en dot.

Répandre un faux bruit sur une jeune fille, une veuve ou une femme

1. C'était l'usage d'envoyer aux nouveaux mariés des poissons, symbole de fécondité. Le statut limita l'envoi des poissons aux proches parents et aux amis intimes.

divorcée, dire par exemple qu'elle s'était mariée, était sévèrement puni et l'on risquait même d'être excommunié.

Dans le même sens que les articles du règlement concernant la célébration des mariages étaient rédigés ceux qui se rapportaient à la célébration de la majorité religieuse et de la circoncision. Le même soin minutieux dans la fixation du nombre des invités, des cadeaux et des honoraires du personnel du culte. Tous ces règlements sont animés du même esprit : éviter de trop grandes dépenses, ne pas se ruiner pour des fêtes pompeuses, maintenir la mesure et réserver les réjouissances familiales aux membres de la famille et au cercle intime d'amis.

Trois fois par jour les Juifs se réunissaient à la synagogue pour y faire la prière ensemble. Le *Kahal*, réglant la vie quotidienne des Juifs jusqu'au moindre détail, intervenait même ici. Il fixait l'ordre des prières, imposait le silence pendant l'office. Il défendait de faire du commerce auprès de la synagogue aux heures de l'office.

On sait que quatre fois par semaine : le lundi, le jeudi, le samedi matin et le samedi après-midi, on lit à la synagogue dans le livre de la Loi, en appelant à l'estrade un certain nombre des fidèles pour assister à la lecture. Pour cet honneur les invités font des offrandes en faveur de la synagogue, des pauvres ou pour d'autres buts pieux. Etant donné que le nombre des appelés est restreint et que tout le monde aspirait à cet honneur, le *Kahal* régla à qui donner la priorité. Sur l'estrade, auprès du lecteur se trouvait un employé spécial appelé *Segan* (adjoint) qui indiquait au *chamache* celui qu'il fallait appeler. Celui qui était en deuil ou qui se fiançait ou qui était devenu père ou encore un jeune garçon qui, ayant atteint sa majorité religieuse, devait être appelé pour la première fois, avaient la priorité sur les autres membres de la communauté. Le *Kahal* fixait aussi le prix de ces honneurs pour les jours de semaine (lundi et jeudi) et pour les samedi et jours de fête ; le prix différait pour les gens en deuil et les gens en joie ; il était autre pour la lecture du Pentateuque et pour la lecture des Prophètes. Le *Kahal* tâchait aussi d'éviter la jalousie dans la distribution des honneurs, d'utiliser la vente de ces *Alyoth* pour le soutien des œuvres sociales et religieuses et de se servir de ces *Alyoth* comme d'un prix d'émulation ou d'une réprimande, soit en faisant inviter à la lecture ceux qui avaient rendu un service quelconque à leur communauté, soit en enlevant le droit d'être appelé pour un certain temps à ceux qui avaient transgressé les ordres municipaux.

.

L'arme la plus efficace contre les récalcitrants à cette époque, où il était difficile de séparer la vie religieuse de la vie sociale, était l'excommunication. Lancer contre quelqu'un l'excommunication c'était l'enterrer vivant, car il était isolé de tout le monde, rejeté même de sa propre famille. La cérémonie très solennelle de l'excommunication se passait à la synagogue. A cette occasion tout le monde s'y réunissait. A la lumière des bougies, on sortait sept rouleaux de la Loi de l'Arche Sainte tendue de noir, en signe de deuil. Aux sons du *Chofar* (1), on lisait la *Токхена* (2) et l'on prononçait l'anathème contre le coupable. Le malheureux frappé du *Hérem* (3) ne pouvait même pas se sauver dans une autre ville, car l'excommunication était valable partout et toute communauté, où un tel événement s'était passé, en prévenait toutes les autres.

La synagogue servait encore à d'autres fins, qui justifiaient son nom même : à des réunions. Dans les communautés qui ne possédaient pas de maison de *Kahal* spéciale, toutes les délibérations de celui-ci avaient lieu dans les synagogues. C'était là également que se trouvaient, dans une armoire fermée à clé, les actes officiels du *Kahal*. Enfin, la synagogue servait, à l'heure du danger et du malheur, de refuge suprême pour les Juifs menacés par un ennemi, toujours mieux armé et souvent plus nombreux qu'eux. C'était derrière les murs de la synagogue tombant de vétusté, que les Juifs attendaient, angoissés, leur dernière heure qui, souvent, ne tardait pas à arriver, car l'ennemi forçait la porte ou mettait tout l'édifice en feu.

Ainsi la synagogue était le témoin de toutes les joies et de toutes les peines de la vie juive, et il était naturel que les Juifs l'entourassent d'amour et de vénération. Des administrateurs spéciaux veillaient à son entretien ; une grande partie des libéralités faites à l'occasion des *Alyoth* lui était destinées et chaque *Kahal* s'ingéniait à la parer et à l'enrichir dans la mesure du possible en l'embellissant d'une « Arche d'Alliance » plus artistique et en augmentant le nombre des rouleaux de la Loi.

Le personnage le plus important du culte était le rabbin. Nous avons parlé au chapitre précédent de son rôle dans la vie municipale. Il était

1. Corne de bétail.

2. Partie du Pentateuque contenant des malédictions contre les transgresseurs de la Loi.

3. Excommunication.

le chef spirituel de la communauté. Dans les actes officiels polonais, il était appelé, *Doctor, Archisynagogus*. C'était lui qui prononçait l'excommunication. Cette dernière était, comme nous l'avons vu, une arme très redoutable, et le *Kahal* avait peur de permettre au rabbin de s'en servir à sa guise. Aussi régla-t-il le recours à celle-ci dans le cas de nécessité extrême et seulement avec l'approbation des *seniores* et des *boni viri*. Sans leur consentement, le *Hérem* n'avait pas d'efficacité et le rabbin lui-même était passible d'une amende.

« Aucun rabbin n'a droit d'excommunier qui que ce soit de la communauté, homme ou femme, individu ou collectivité, publiquement ou clandestinement, par écrit ou oralement, sans la permission des *seniores* ou des *boni viri*... Si un rabbin excommunie quelqu'un sans leur permission, il payera une amende de cinquante shillings (1) ».

Les établissements de bains étaient considérés, eux aussi, comme des institutions religieuses, car les femmes prenaient le bain rituel chaque mois. La moindre communauté avait le sien. Le statut juif de Cracovie régle les jours où il fallait chauffer les bains et fixe les tarifs. En même temps il restreignit la fréquentation des bains chez les non-Juifs.

b) *Les monuments religieux*. — La religion juive défendant toute image ou statue, il n'y avait par conséquent pas de place dans la société juive, foncièrement religieuse, pour la peinture ni le statuaire. Son besoin naturel de beauté, le Juif l'exprimait dans l'enluminure des manuscrits (les cinq rouleaux) ou dans la sculpture des manches des rouleaux. Cet art pratiqué en Europe occidentale, l'était-il également en Pologne ? Nous n'en savons rien, car aucune de ces œuvres, si elles ont existé, ne nous est parvenue. Pourtant un autre domaine artistique, celui de l'architecture, dont quelques spécimens se sont conservés jusqu'à nos jours, témoignent de l'amour du Juif pour l'art monumental. Celui-ci s'exprimait dans la construction des synagogues.

La synagogue la plus ancienne de Pologne est celle de Kazimierz (ancien faubourg de Cracovie). Construite d'abord dans le style roman, elle fut remaniée en style gothique vers la fin du *xiv^e* siècle ou au début du *xv^e* siècle. En 1553 fut construite à Kazimierz la synagogue dite « Remoschul ». En 1581 fut construite la synagogue de Tarnow,

1. Le shilling était le quart d'un grosz.

qui n'existe plus aujourd'hui. Dans la même année fut construite à Lwow la synagogue de Nachmanowicz ; en 1594, celle de Przemyśl. Dans la même année fut construite à Kazimierz une troisième synagogue. En 1627 une synagogue en bois à Jaroslaw ; en 1632 la synagogue de la banlieue de Lwow. La synagogue la plus ancienne de Poznan datait de 1367 ; elle n'existe plus aujourd'hui. La synagogue la plus ancienne de Poznan qui s'est conservée jusqu'à nos jours date de la première moitié du xvi^e siècle.

Les incendies faisant souvent des ravages dans les quartiers juifs, les Juifs reconstruisaient les synagogues en les adaptant aux nouvelles lois de l'architecture et aux exigences de l'Eglise. Les synodes ecclésiastiques s'opposaient en général à la construction des synagogues et s'ils la permettaient c'était à la condition que celles-ci ne dépasseraient pas en hauteur les simples maisons d'habitation. La législation laïque, influencée par l'Eglise, promulgua la loi de « Ne Judaei novas synagogas extruere audeant ».

Le synode de Piotrkow de 1542 décida de proposer au roi d'ordonner aux Juifs de détruire les synagogues neuves construites à Cracovie car, « l'Eglise tolère les Juifs uniquement en souvenir des souffrances du Sauveur, mais leur nombre ne doit pas augmenter. »

Les décrets canoniques permettaient aux Juifs de réparer les vieilles synagogues, mais non d'en construire de neuves. Ainsi la construction d'une synagogue neuve était liée à d'innombrables difficultés. Il fallait avoir la permission du roi, de l'évêque et même du magistrat polonais. Ces permissions, dont plusieurs spécimens se sont conservés jusqu'à nos jours, précisaient les dimensions de la synagogue, sa grandeur, sa largeur et sa hauteur. Ainsi l'archevêque de Lwow Jean André Prochnicki, donnant le 10 août 1629 son consentement à la construction d'une synagogue, s'exprima en termes suivants : «... Que les Juifs mécréants ne construisent pas une synagogue fastueuse et chère, mais modeste et de petites dimensions » (1).

Ne pouvant pas avoir de hautes synagogues et voulant néanmoins avoir un lieu de prière assez élevé, les Juifs s'étaient ingénies à mettre le plancher plusieurs mètres au-dessous du niveau de la rue. C'est pourquoi il faut, pour accéder dans une synagogue datant de cette époque, descendre d'assez nombreuses marches.

1. M. Balaban, *Yevreiskie istoricheskie pamiatniki v Polché*, dans *Yevreiskaya Starina*, 1909, I.

Dans les petites localités on construisait des synagogues en bois. Parmi ces synagogues on en trouve de très belles, qui rappellent par leur extérieur de belles maisons seigneuriales. Dans les communautés riches, les synagogues étaient en pierre. Toutes ces synagogues imitaient au point de vue architectural, sciemment ou inconsciemment, la synagogue de Livourne (Italie). Une synagogue caractéristique se trouve à Melec (Galicie). Elle ressemble tout à fait, avec ses deux tours sur la façade, à une église.

Les synagogues, dans les banlieues, étaient fortifiées, pour pouvoir résister aux attaques et incursions. Telle est la synagogue de la banlieue de Lwow, dont les murs ont résisté à plus d'une attaque de l'ennemi.

La synagogue servait, comme nous l'avons déjà dit, non seulement de maison de prière, mais aussi de lieu de réunions communales. Elle avait au centre une salle de prière à laquelle on accédait par un vestibule. Cette salle était construite en deux nefs. Telle est la synagogue de Kazimierz. Elle a une voûte gothique, s'appuyant sur deux pilastres cylindriques. Les synagogues en Ruthénie-Rouge et en Volynie étaient ordinairement à trois nefs. La voûte s'appuyait sur quatre colonnes massives, cylindriques ou polyédriques. Les chapiteaux étaient de styles différents, parfois gothique, mais plus souvent ionique avec un ornement dans le style de la Renaissance tardive. Les fenêtres commençaient à la hauteur du premier étage. Au-dessus de l'Arche d'alliance était percée une fenêtre ronde. La voûte était divisée en neuf compartiments, ordinairement, peints.

c) *Coutumes religieuses et sociales.* — L'âge idéal pour se marier était, pour un jeune homme, celui de dix-huit ans, pour une jeune fille, à partir de sa puberté. Etant donné qu'il fallait donner une dot à la jeune fille, les parents la mariaient avant qu'elle eût atteint sa puberté, c'est-à-dire, avant douze ou treize ans, si l'occasion d'un mari qui ne demandait pas de dot se présentait. Bien entendu, dans la plupart des cas, on ne demandait pas l'opinion de la mineure. Les intermédiaires dans les mariages étaient ou un parent éloigné, ou des intermédiaires professionnels, appelés *Cudkhane*. Ces derniers déployaient une grande activité lors des foires de Lublin et de Jaroslaw, qui attiraient une foule de gens de toutes les classes.

Le premier pas vers le mariage était l'acte appelé *Tnaïme*. Il consis-

tait en un contrat conclu entre les parents du jeune homme et les parents de la jeune fille. Chaque partie promettait de donner telle ou telle somme d'argent en dot. On fixait en même temps la date du mariage. Tous ces contrats renfermaient la même clause, dans laquelle les parents du jeune homme ou de la jeune fille promettaient aux nouveaux mariés de les entretenir pendant deux ou trois ans, c'est-à-dire de leur donner logement et table. Le contrat stipulait un *Qnass* (amende) pour celui qui romprait le contrat. La conclusion du contrat était célébrée par un petit festin, appelé « *Qnassmahl* » (festin du *Qnass*), auquel prenaient part, outre les parents des deux parties, les amis intimes des deux familles. Malgré la menace du *Qnass*, un pareil contrat était très souvent rompu. Il devenait plus solide après que le fiancé envoyait à la fiancée les cadeaux usuels, *Sivlonoth*. Ces *Sivlonoth* consistaient en parures féminines ou en un certain nombre de ducats d'or. Ce dernier fait, la transmission à la fiancée de monnaies d'or était d'une grande importance. D'après la loi juive, il suffit de donner à une femme en présence de deux témoins une pièce de monnaie ou une bague et de lui dire la formule consacrée du mariage : « Tu m'es consacrée », pour que la femme en question soit considérée comme légalement mariée. Cet usage permettait des abus, étant parfois employé pour extorquer de l'argent ou simplement pour nuire à une jeune fille, car ayant été mariée par ruse, elle ne pouvait reconquérir sa liberté que par un divorce régulier. Contre de pareils abus, le statut de Cracovie de 1595 prévoit la punition corporelle de *Malqoth* (trente-neuf anguillades) et l'excommunication.

De pareils cas étaient pourtant rares, et ordinairement aux *Tnaïme* succédait le mariage. La cérémonie de ce dernier était la *Houpa*. C'était sous la *Houpa* (baldaquin) que le rabbin donnait sa bénédiction. L'usage voulait qu'on fit la *Houpa* dans la cour de la synagogue à ciel découvert. Le mariage avait souvent lieu vendredi soir. Le fiancé portait au dessus de son costume un suaire blanc pour ne pas oublier à l'heure de joie le malheur national, la perte de l'indépendance politique ;

« Si jamais je t'oublie, Jérusalem,
Que ma droite m'oublie,
Que ma langue colle à ma gorge,
Si je perds ta souvenance,

Si je ne te mets plus
À la cime de mes joies » (1).

Le reste de la cérémonie se passait comme il se passe encore de nos jours. Ce qui a disparu, c'est l'usage de faire tourner au-dessus des têtes des jeunes mariés un coq ou une poule, symbole de fécondité. Un autre usage, ayant la même signification symbolique, voulait qu'on envoyât aux jeunes mariés des poissons.

Pendant les deux ou trois premières années après le mariage, le jeune couple était logé et nourri chez les parents de l'un ou de l'autre. La première fois qu'ils s'étaient installés dans leur propre appartement, ils faisaient un petit festin, auquel ils invitaient leurs deux familles et les amis intimes.

Quand un enfant arrivait au monde, des enfants de *Héder* (2) venaient tous les soirs, pendant la première semaine, réciter à son chevet des psaumes pour le préserver contre les mauvais esprits. La nuit d'avant la circoncision était une nuit de veille, les proches parents veillaient auprès du nouveau-né afin de le protéger contre ces mêmes mauvais esprits. Enfin, on mettait sous l'oreiller de la mère le couteau de l'opération de la circoncision, afin qu'elle pût défendre son enfant contre des dangers imaginaires.

Le divorce était permis, mais rare. Les cas d'adultère ou d'infidélité conjugale sont très rarement mentionnés dans les sources rabbiniques de cette époque. Si la femme demandait le divorce alléguant que son mari lui répugnait, elle ne l'obtenait pas, afin de ne pas encourager les femmes qui s'éprendraient d'autres hommes à divorcer d'avec leurs maris. Néanmoins les rabbins n'obligeaient pas une femme en pareil cas de vivre avec son mari. Ils leur proposaient de vivre séparément jusqu'à ce qu'ils se reconciliasent ou que tous les deux consentissent au divorce. Les rabbins prenaient souvent la femme sous leur protection. Le célèbre Salomon Louria menaça un homme influent d'excommunication pour avoir maltraité sa femme (3).

Un mari qui s'apprêtait à partir pour un long voyage, devait délivrer

1. Psaume CXXXVII.

2. Ecole primaire.

3. Dubnow, *Vnoutrennaya jizn yevreyef v Polché i Litvé v XVI^e v.* dans le *Voskhod*, 1900, IV.

à sa femme un divorce conditionnel, qui assurait à cette dernière la liberté de se remarier dans le cas où il disparaîtrait. A une époque de guerres et de violences, où des voyageurs disparaissaient, une telle précaution était nécessaire pour ne pas laisser des centaines de femmes en état d'*Agounoth* (éternelle délaissée).

Pour avoir calomnié une femme, on était sévèrement puni. L'historien Dubnow cite le cas suivant : A un festin à Nowogrodok, une jeune mariée refusa de danser avec un des invités. Celui-ci, pour s'en venger, lui dit en chuchotant, mais assez haut pour que l'entourage l'entendit : » Tu refuses de danser avec moi parce que je ne consens pas à te payer les trois florins que tu exiges pour chaque danse », laissant croire à la conduite légère de la femme. Cette offense scandalisa la famille de la jeune femme, qui s'en plaignit au rabbin Louria. Celui-ci infligea au coupable la punition suivante : se prosterner, à l'heure de l'office devant l'Arche d'Alliance et, tenant dans les deux mains des cierges allumés, implorer le pardon de la femme offensée et de son mari pour avoir proféré des obscénités. Après cette pénitence publique, le coupable devait rester, durant quatre semaines, pendant l'office, derrière la porte de la synagogue. Il devait en outre payer les frais du procès.

Y avait-il des cas d'adultère ? Les sources rabbiniques de cette époque en citent très peu d'exemples. Les pénitences imposées aux coupables, sur leur propre demande, par les rabbins étaient épouvantables et dépassaient en beaucoup le crime, souvent involontaire (avoir trahi, se trouvant en état d'ébriété, sa femme avec une autre de conduite légère). Aux femmes adultères, lorsque leur infidélité était prouvée, les rabbins imposaient le divorce. Mais, encore une fois, de pareils cas étaient de rares exceptions.

L'hospitalité était très pratiquée chez les Juifs. Chaque communauté avait son *Heqdèche* (1) pour les pauvres passants. Là ils recevaient des repas et un lit. Mais les soins prévus pour les pauvres et les malheureux par le *Kahal*, n'excluaient point la générosité ni l'hospitalité des particuliers. Il suffisait d'apercevoir dans la synagogue un visage inconnu, pour que quelqu'un de la communauté s'empressât de lui

1. Asile.

souhaiter le *Chalom aleikhem* (*Pax vobis*) traditionnel et de l'inviter chez lui. Pour ceux qui, pour une raison quelconque, n'étaient pas hébergés, la maison du rabbin était toujours ouverte. La porte de cette maison ne se fermait jamais à clé, et chacun pouvait y entrer à l'heure qu'il voulait. Le rabbin d'Ostrog Samuel Edels, connu sous le nom de « Maharscho » (mourut en 1631), mit même une inscription en ce sens sur le fronton de sa maison :

« Bahouts lo yaline guère,
Dalti laoréah eftah » (1).
(« Pour que l'étranger ne couche pas dehors,
J'ouvre ma porte à tout passant »).

D. — VIE INTELLECTUELLE.

a) **HÉDER ET TALMUD-TORA.** — La base de la culture juive était l'école. Tous les garçons, à partir de six ans jusqu'à treize ans révolus, étaient obligés de fréquenter le *Héder*. Pourtant sa première instruction, l'enfant la recevait encore à sa maison paternelle. Dès qu'il commençait à parler, son père lui enseignait les prières principales. A l'âge de trois ans, l'enfant commençait à se familiariser avec l'alphabet hébraïque. A l'âge de six ans, on le mettait à l'école élémentaire. L'instruction des jeunes filles n'était pas obligatoire, mais elles aussi étaient obligées d'apprendre les lois concernant les devoirs de la femme. Un père, qui ne voulait pas subvenir aux frais de l'instruction de son fils et ne l'envoyait pas au *Héder*, y était forcé par le *Kahal*, qui confisquait une partie de ses biens pour payer le maître. Chaque communauté, si petite fût-elle, avait un *Héder*. La langue d'enseignement était le judéo-allemand, la langue parlée par la population juive de la Pologne-Lithuanie. Les matières d'enseignement étaient : la Bible hébraïque, les traités faciles du Talmud avec commentaires et, dans certaines écoles, la grammaire hébraïque, la lecture, l'écriture du judéo-allemand et l'arithmétique. Ces matières étaient réparties entre deux sortes de maîtres : la première, contenant la Bible, était enseignée par des maîtres élémentaires appelés **MELAMED-DARDAQT** (maître d'enfants)

1. Dubnow, *Yevreiskaya Starina v gorodě Ostrogué, Voskhod*, 1894, X.

et la seconde, contenant le reste, par les professeurs du Talmud appelés *MELAMED GUEMARA*.

La fondation d'écoles était abandonnée à l'initiative libre des *MÉLAMDIME* (instituteurs), qui pouvaient, sans posséder une licence spéciale, fonder des écoles de garçons et percevoir des frais d'études. La communauté prenait à sa charge seulement les écoles destinées aux enfants pauvres et aux orphelins. Ces écoles étaient appelées *TALMUD-TORA* (étude de la Loi). Le *Kahal* exerçait son contrôle aussi bien sur les écoles communales que sur les écoles privées. Il nommait à cette fin une commission scolaire, qui élaborait le programme des études, fixait les honoraires des maîtres et veillait à l'application des règles scolaires. A Cracovie, le rôle de la commission scolaire était rempli par la « Sainte confrérie de l'étude de la Tora » fondée dans la deuxième moitié du *xvi^e* siècle. Le statut de cette confrérie, conservé dans le *Pincas* de Cracovie, nous trace un vivant tableau de l'activité de celle-ci ainsi que de l'ordre scolaire qui régnait à cette époque chez les Juifs en Pologne :

« 1. Les membres de la Sainte confrérie doivent se rendre chaque semaine chez les *Melamdime* pour examiner les élèves et pour voir si on les instruit selon leur capacité.

2. Défense au maître d'enseigner aux élèves le Pentateuque avec un autre commentaire que celui de *Béer-Moïché* (1), qui est écrit dans la langue que nous parlons, afin que les élèves comprennent bien ce qu'on leur enseigne. Si toutefois l'élève est capable de comprendre le commentaire de Raschi (2), on peut lui enseigner ce dernier.

3. Défense au *Melamed dardaqt* d'avoir plus de quarante élèves. Il doit avoir deux répétiteurs et un aide pour amener les petits écoliers à l'école et les ramener chez eux à la tombée de la nuit.

Il est défendu au *Melamed guemara* d'avoir plus de vingt-cinq élèves. Lui aussi doit avoir deux répétiteurs et un aide.

4. Défense à un professeur d'empiéter sur le terrain de son collègue en lui enlevant ses élèves au milieu du semestre. Même à la fin du semestre, aucun professeur ne doit se rendre chez les parents des élèves de son collègue pour attirer ces derniers chez lui. C'est seulement si

1. *Béer-Moïché* est un commentaire au Pentateuque en judéo-allemand. L'auteur est Moïse Sertels.

2. Commentateur classique de la Bible en hébreu (vivait en France au *x^{ie}* siècle).

les parents eux-mêmes veulent lui confier leurs enfants que le professeur a le droit de les accepter.

5. Les membres de la « Sainte confrérie » s'engagent à entretenir de bons et pieux professeurs pour les enfants et orphelins pauvres des écoles de *Talmud-Tora*, de même que des répétiteurs en proportion du nombre des enfants.

6. Les professeurs et répétiteurs du *Talmud-Tora* enseigneront aux enfants la lecture, le Pentateuque avec le commentaire de *Béer-Moïché* ou celui de *Raschi*, selon la capacité des élèves, les prières et la bonne conduite. Aux élèves capables, il faut en outre enseigner la grammaire hébraïque et les quatre opérations d'arithmétique. Si un élève est très doué il faut lui enseigner le *Talmud* avec les commentaires de *Raschi* et *Tosfoth* (1).

7. A l'approche de treize ans, il faut enseigner à l'élève les règles des *Tefiline* (Phylactères).

8. A l'âge de quatorze ans, si l'élève n'est pas capable d'apprendre le *Talmud*, il faut le mettre à l'apprentissage d'un métier ou dans le service domestique.

9. Les revenus de la « Sainte confrérie de l'étude de la Tora » seront :

a. Un sixième de la quête qu'on fait dans les synagogues tous les lundi et jeudi matin.

b. A chaque Brith, le *Mohel* (2) demandera aux invités une aumône en faveur de la « Sainte confrérie ».

c. La « Sainte confrérie » enverra un de ses membres à tous les mariages pour demander aux nouveaux mariés des dons en sa faveur. Ce membre suspendra également, dans la salle du mariage, un tronc pour recevoir des aumônes.

d. Tous les dons faits au *Kahal* par des donateurs anonymes iront en faveur de la « Sainte confrérie » (3).

La commission scolaire dont les membres étaient élus par le *honorables* et *doctores* du *Kahal*, était composée des membres suivants : trois curateurs ayant trois suppléants, un caissier ayant lui-même un suppléant et un contrôleur.

1. Commentateurs talmudiques.

2. Opérateur de la circoncision.

3. Wettstein, *Qadmonyoth mi'pincassim yechanime*.

De pareilles confréries existaient seulement dans les grands centres juifs. Dans les communautés d'importance moyenne, les écoles du *Talmud-Tora* étaient à la charge de la caisse de bienfaisance ou subventionnées par des particuliers.

Le statut municipal de Cracovie compléta le règlement scolaire élaboré par la « Sainte confrérie ». Ainsi le *Melamed dardaqi* local devait travailler douze heures par jour. Si ce maître était un étranger ayant sa demeure particulière loin de son école, il devait travailler dix heures. Les honoraires d'un *Melamed dardaqi* ne devaient pas dépasser 6 florins par élève et par semestre. Un *Melamed guemara* local devait travailler onze heures ; un étranger, huit heures. Ses honoraires ne devaient pas être supérieurs à 8 florins par élève et par semestre. Ses honoraires étaient payés en deux termes, c'est-à-dire tous les trois mois. Un professeur local qui transgressait ce règlement perdait son droit d'enseigner ; si ce professeur était un étranger, il était expulsé de la ville.

b) YÉCHIBA. — Pour les élèves avancés il y avait des académies de hautes études talmudiques. C'étaient les *Yichiboth*. La *Yechiba* se trouvait sous la surveillance immédiate des rabbins. Son entretien était à la charge de la communauté. Etant donné les grands frais qu'elle entraînait, seules les très grandes communautés pouvaient en avoir. Il arrivait donc parfois que dans une province entière il n'y eut qu'une seule *Yechiba*. Par contre il y avait de grands centres Juifs tels que Cracovie, Lublin et Lwow qui possédaient même deux *Yechiboth*. Ces dernières avaient à leur tête de grands savants. Dans la période de 1530 à 1580, la *Yechiba* de Lublin fut célèbre. A sa tête, se trouvait Chalom Chakhno. De cette académie sont sortis, nous l'avons déjà vu, les plus grands rabbins de Pologne, parmi lesquels Moïse Isserlès de Cracovie. La même ville hébergeait une autre *Yechiba*, non moins célèbre que la première. Celle-ci était sous la direction de Méir de Lublin (mort en 1616), connu dans le monde talmudique sous le nom de Maharam. A cette époque, où l'autonomie des communautés juives en Pologne s'était consolidée, la nécessité apparut de faire consacrer officiellement l'existence des *Yechiboth* en qualité d'académies juives et de leur donner, à l'instar des hautes écoles catholiques, un statut correspondant. Le premier pas fut fait par la communauté de Lublin, métropole du rabbinat polonais. Cette communauté possédait

un terrain reçu en don du rabbin Isaac Méir. Il fut décidé d'ériger sur ce terrain une haute école talmudique. Sigismond II Auguste donna sa permission et accorda à la nouvelle école, en 1567, la reconnaissance comme institution supérieure d'enseignement sous le titre de « Gymnase ». Au chef de ce « Gymnase », appelé par les Juifs *Roche-Yechiba*, il accorda le titre de « Recteur ». Ce dernier devait être dans l'idée du roi (il l'était en effet) choisi parmi les plus savants talmudistes, les *doctores*, afin qu'il pût jouir d'une grande autorité, indispensable pour faire régner parmi les étudiants l'ordre et la discipline. De son côté, le roi soustrayait le recteur, afin d'augmenter le prestige de ce dernier, à l'obéissance aux rabbins, ainsi qu'à l'autorité du palatin, le plaçant sous sa juridiction immédiate. Quatre ans plus tard (1571) le roi accorda au savant talmudiste de Lwow, *senior* provincial de la Ruthénie-Rouge, Salomon, le privilège de fonder des académies « pour initier les élèves aux sciences et les habituer à la discipline » (1).

De plus en plus le nombre de ces écoles augmenta et dans le dernier quart du xvi^e siècle, nous trouvons déjà en Pologne et en Lithuanie de nombreuses *Yechiboth* bien organisées, pourvues d'un statut officiel et d'une autonomie académique.

La charge du recteur ou *Roche-Yechiba* était remplie ordinairement par le rabbin local ou, parfois, par une personne spéciale, qui se distinguait par son érudition. Les fonctions de recteur et de rabbin pouvaient être réunies, entre les mêmes mains, dans les communautés où les devoirs du pasteur n'étaient pas encombrants et permettaient à ce dernier d'occuper un poste d'enseignement supérieur. Ces deux fonctions, de rabbin et de recteur, étaient incompatibles dans les grands centres. Dans ces derniers il y avait, dans le domaine administratif, une répartition du travail et la dignité de recteur était réservée à un personnage distinct.

L'autorité spirituelle du *Roche-Yechiba* était égale ou, parfois même, supérieure à celle du rabbin. Il était, à l'instar des recteurs des collèges jésuites contemporains, le maître tout-puissant de son école, exerçant sur les étudiants un pouvoir illimité et pouvant infliger de son propre chef des punitions sévères à ceux qui n'obéissaient pas ou n'observaient pas la discipline académique.

L'entretien des étudiants des *Yechiboth* était à la charge des com-

1. S. Dubnow, *Geschichte des juedischen Volkes*, t. VI

munautés juives. Les décrets du *Vaad ha'medina de'Lita* (1623-1648) imposaient aux rabbins la tâche d'accepter dans leurs *Yechiboth* les « jeunes gens et garçons venus de loin et de les pourvoir, aux frais des caisses communales, de tout le nécessaire ».

En 1639, le même *Vaad* décida de prendre soixante-quinze jeunes gens, attirés de loin par les *Yechiboth*, sous sa protection et de les répartir entre les trois communautés principales de Lithuanie. Tandis que Brest en hébergeait trente-sept, les deux autres communautés, Grodno et Pinsk, en abritaient chacune dix-neuf.

La situation sociale des étudiants était différente. Il y avait des riches et des pauvres, des adolescents de quatorze à dix-sept ans, à peine sortis du *Héder*, et des adultes, voire des gens mariés. Des centaines de gens, avides de science, affluaient dans les *Yechiboth*. Le chroniqueur contemporain Nathan Hannover nous trace, dans son livre *Yeveine metsoula*, un tableau saisissant de la vie et des occupations des étudiants et de leurs professeurs dans les écoles juives de la Pologne-Lithuanie de la première moitié du *xvii^e* siècle.

« Dans aucun pays l'instruction n'est aussi répandue parmi nos frères que dans la république Polonaise. Chaque communauté a une *Yechiba* dont le chef reçoit de la caisse communale des honoraires suffisants pour qu'il puisse se vouer sans souci à la direction de son école et à son activité scientifique. Les communautés entretiennent, en même temps, les étudiants, en leur donnant une subvention hebdomadaire. Chacun de ces étudiants est obligé d'enseigner, au moins à deux adolescents afin de les préparer aux études supérieures de la *Yechiba*. Ces adolescents sont nourris, soit par la caisse de bienfaisance, soit par la *mensa communalis*.

Le régime scolaire en Pologne est le suivant : le semestre académique d'été dure du mois d'Iyar jusqu'à mi-Ab (mai-août), tandis que celui d'hiver commence au mois de Hechvan et dure jusqu'à mi-Chebath (octobre-janvier). Les premiers mois du semestre académique sont consacrés, dans les *Yechiboth*, à l'étude de la *Guemara* et des commentateurs Raschi et Tosfoth. Les savants, la jeunesse académique, de même que tous les gens avides de connaissances, se rassemblent souvent à l'école pour assister aux conférences du *Roche-Yechiba*, toujours entouré de ses amis et élèves. Tout le monde peut poser au recteur une question talmudique, si difficile soit-elle, à laquelle ce dernier répond longuement. Après ces questions et réponses, il fait un cours sur la

Halakha (1), cours qu'il termine, en général, par l'énoncé de sa propre opinion touchant le sujet traité. Après le cours, vient le tour du *Hilouq*, qui consiste en ceci : on cite des passages du Talmud ou des commentateurs, qui se trouvent en contradiction apparente entre eux ; on concilie ensuite ces textes contradictoires par d'autres citations, lesquelles, à leur tour, soulèvent de nouvelles difficultés, qui sont aplanies elles aussi par la référence à d'autres autorités et ainsi de suite jusqu'à ce que le sens et la portée du passage en question soient complètement éclaircis. En outre, le recteur fait pour les étudiants avancés un cours sur le code *Tourim* et pour les autres étudiants un sur Alfassi et d'autres auteurs de « Sommes ». En même temps se poursuit l'étude habituelle de la *Guemara* avec Raschi et Tosfotb. A la fin du semestre académique, le *Roche-Yechiba* organise un cycle de conférences et de discussions destinées à aiguïser la subtilité des étudiants. A la clôture de chaque semestre, le recteur accompagné de l'ensemble de ses disciples se rend aux foires, en été, à celles de Zaslav ou Jaroslaw, en hiver, à celles de Lwow ou Lublin. C'est là également que les étudiants et adolescents choisissent l'académie où ils iront continuer leurs études. Ainsi on voit affluer à chacune de ces foires des centaines de recteurs, des milliers d'étudiants et des dizaines de milliers d'adolescents, sans compter la foule innombrable des commerçants venus de tous les pays. C'est également pour le père de famille, ayant une fille à marier, l'occasion de venir essayer de lui trouver le fiancé de son choix parmi les étudiants. De cette façon se célèbrent à chaque foire de nombreuses fiançailles ».

C'était l'âge d'or du judaïsme polonais, où l'étude de Talmud atteignait son apogée. Chaque Juif, quand il en avait les moyens, étudiait le Talmud, passant des années dans les académies penché sur les textes et les commentaires. Ceux qui n'avaient pu poursuivre leurs études tâchaient d'avoir un étudiant dans leur famille pour, en quelque sorte, se baigner dans ses connaissances talmudiques. L'intérêt exceptionnel que les Juifs de Pologne de cette époque portaient aux études du Talmud s'explique par le fait que les connaissances talmudiques étaient nécessaires, voire indispensables, dans la vie quotidienne. Comme nous l'avons déjà vu, le rabbin n'était pas seulement le chef spirituel de sa communauté. Il était également un juge, prési-

1. La partie du Talmud qui traite de la loi mosaïque et des usages juridiques.

dait très souvent le tribunal religieux et civil. Mais des connaissances talmudiques étaient nécessaires également aux laïcs et notamment à ceux qui aspiraient à une charge municipale, comme celle du *senior*, *bonus vir* ou du conseiller municipal. Car toute la vie des Juifs, et ceci était la base de leur autonomie, était régie par la loi juive, comme s'exprima le décret royal de 1551 : « *juxta ritum et morem legis illorum Mosaicae* ».

c) *Littérature*. — La nécessité des connaissances talmudiques dans la vie quotidienne a eu pour conséquence la floraison d'une littérature juridique ayant pour base le Talmud et ses commentaires. A cette époque, où la Réforme commençait à s'infiltrer en Pologne, soulevant des discussions religieuses véhémentes, la littérature juive fut enrichie par plusieurs œuvres apologétiques, dont les plus importantes étaient : *ODPIS NA DYALOGI CZECHOWICZA* par Jacob de Belzyce, en polonais et *HIZOUQ EMOUNA* (affermisssement de la foi) par Isaac ben Abraham, en hébreu. C'est également à cette époque que prirent naissance les premières œuvres de la littérature populaire en judéo-allemand. Contrairement aux Juifs d'Allemagne qui, parlant la langue du pays, pouvaient puiser leur nourriture spirituelle dans la littérature allemande, les Juifs de Pologne, parlant le judéo-allemand, qui était tout à fait distinct de la langue slave parlée par la population indigène, étaient livrés à eux-mêmes.

Ces premières œuvres furent des traductions de la Bible en judéo-allemand. La première parut à Cracovie en 1534. Une deuxième édition de la même œuvre parut en 1584 sous le titre de *SEFER CHEL RABBI ANCHEL* (livre de M. Anchel), portant ainsi le nom de son auteur. Ce livre eut un grand succès et servit à la maison et à l'école comme auxiliaire pour l'étude de la Bible.

d) *Science*. — En dehors du Talmud et de la littérature, il ne semble pas que les Juifs se soient adonnés aux études scientifiques. La seule des sciences en honneur chez les Juifs était la médecine. Les premiers médecins juifs en Pologne étaient d'origine espagnole. Grâce à leur science, ils étaient très en vue, même à la cour du roi (Isaac Hispanus, Samuel), voire chez l'archevêque (Moïse Fischel). Le médecin de Sigismond II Auguste, Salomon Achkénazi, fut nommé, en 1565, médecin du sultan Sélim. En qualité d'ambassadeur de la « Grande

Porte », il contribua en 1572 à l'élection d'Henri de Valois. Il fut remplacé, à la cour royale de Pologne, par le médecin Salomon Calahorra.

Ainsi il n'y avait pas un domaine dans la vie économique, sociale, religieuse et intellectuelle où les Juifs de Pologne ne déployassent leur activité.

CONCLUSION

L'autonomie des communautés juives en Pologne avait des avantages et des inconvénients. Ayant été accordée aux Juifs par les rois de Pologne à une époque où ceux-ci en avaient besoin, elle fut très vite violée dès que les maîtres de la Pologne crurent pouvoir se passer des services des Juifs. En outre, accordée par les rois et élargie même par eux de plus en plus par de nouveaux privilèges, elle fut restreinte à maintes reprises par la Diète, qui y mit des limitations parfois humiliantes. Néanmoins cette autonomie, accordée par les rois, fut plus ou moins efficace tant que le pouvoir des rois eux-mêmes fut solide. Mais, depuis la mort d'Etienne Batory (1586), le principe de l'élection, définitivement établi par la Diète de 1569, fit sentir ses conséquences. Ce principe assura la prédominance de la *szlachta* au détriment du pouvoir royal.

Jouissant, en théorie, d'une pleine indépendance dans tous les domaines de la vie économique, sociale, religieuse et culturelle, les Juifs étaient, pratiquement, très souvent opprimés dans tous ces domaines. Limités dans le nombre de synagogues, restreints dans le commerce, expulsés de certaines villes et refoulés dans des ghetti, ils étaient souvent menacés, jusque dans leur vie, derrière les murailles qui n'étaient pas seulement de briques et de pierres, mais aussi de haine et de mépris.

Devant une telle réalité, la belle charte des rois de Pologne accordant aux Juifs liberté de culte et de commerce et égalité devant la loi, nous doit sembler aujourd'hui un chiffon de papier. Pourtant les Juifs de cette époque étaient loin de mépriser cette charte; au contraire, ils

la gardaient jalousement. Ne sachant pas lire les caractères latins, ils la firent copier en caractères hébraïques et traduire en judéo-allemand. A chaque avènement d'un roi, ils la lui présentaient pour en obtenir sa confirmation. La phrase du roi Alexandre, par laquelle il expliqua sa confirmation des privilèges juifs, prouve que les rois eux-mêmes ne prenaient pas cette charte à la légère :

« Quod nos Alexander rex non confirmando confirmatione speciali, sed ad cautelam defensionis contra Judaeos, privilegiis regni in istum codicem digestis adscribi mandavimus » (1).

En effet, cette charte n'était pas négligeable. Malgré tous ses défauts, elle donna aux Juifs, à l'époque où la notion de l'autonomie des minorités nationales n'existait pas encore, une organisation collective sous la forme d'un statut municipal. Les Juifs pouvaient avoir l'illusion d'être dans leur Etat, Etat territorialement réduit aux ghetti et souvent menacé d'incursions de voisins hostiles, mais qui leur accordait néanmoins une école autonome, leur donnait une juridiction propre et leur laissait régler leur vie quotidienne comme bon leur semblait par leur propre municipalité. Ces privilèges étaient d'une grande valeur en affermissant chez les Juifs le sens de leur unité et de leur solidarité nationale et en fortifiant ce sentiment national grâce auquel ils étaient cuirassés contre toute menace extérieure.

Quant à l'organisation municipale juive, le *Kahal*, elle avait, elle aussi, ses lumières et ses ombres. Gouverné par une petite poignée d'hommes d'un esprit ploutocratique et qui se maintenaient au pouvoir pendant des dizaines d'années, le *Kahal* exerçait sur ses administrés un pouvoir illimité, voire tyrannique. Accablés d'impôts, les Juifs étaient surveillés et contrôlés dans leurs moindres gestes et paroles. Mais c'est grâce à cette organisation rigide et absolue que le sens du droit et de l'ordre restait toujours éveillé dans la population juive. C'est elle qui donnait à cette population, éloignée de la vie générale de l'Etat et abandonnée à elle-même, une éducation civile pleine de valeur. C'est elle qui lui apprenait à mettre l'intérêt général au-dessus de l'intérêt particulier. Mais si le particulier devait sacrifier ses intérêts pour la sauvegarde générale, il était sûr qu'à l'heure du malheur, il aurait derrière lui toute la communauté prête à tout sacrifier pour adoucir son sort. Quant au gouvernement oligarchique du *Kahal*, il

1. Ph. Bloch, *Die Generalprivilegien der polnischen Judenschaft*.

peut être justifié, lui aussi, par le fait que l'acceptation des charges municipales était obligatoire; que leurs titulaires n'en tiraient aucun profit matériel, et que, s'ils étaient les premiers à l'honneur, ils étaient également les premiers à la peine pour la défense de la cause de leur peuple.

Vu, le 3 mars 1933 :
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Académie de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

GLOSSAIRE

Alouf. — Chef, conseiller.

Aloufé ha' qehila. — Conseillers de la communauté.

Alya pl. alyoth. — Appel à la lecture de la Loi dans la synagogue.

Arba assar Kahal. — Quatorze du *Kahal*.

Baal-Baillith. — Propriétaire ; chef de famille.

Bar-Mitsva. — Majorité religieuse.

Beth-Dine. — Tribunal.

Brith. — Pacte d'alliance conclu moyennant la circoncision entre le nouveau-né et Dieu.

Borère, pl. borérim. — Electeur définitif.

Cachrouth. — Conformité des aliments aux prescriptions religieuses.

Chadkhan, pl. chadkhanim. — Courtier de mariage.

Chalom aleikhème. — Salut qui signifie : Que la paix soit avec vous !

Chamache. — Serviteur ; huissier ; bedeau

Chamaï, pl. chamaïme. — Taxateur.

Chel. — De.

Chiva. — Sept.

Chofar. — Corne de béliet.

Chohet. — Egoeur.

Chtadlan, pl. chtadlanim. — Défenseur.

Daïane, pl. daïanime. — Juge.

Daïane ha' medina. — Juge provincial.

Daïane ha' yeridime. — Juge forain.

Edime dematha. — Témoins locaux.

Gabbaï, pl. gabbaïme. — Curateur.

Gabbaé beth ha' kenesseth. — Curateurs de la synagogue.

Gabbaï hodchi. — Curator mensis.

Gabbaé nachime. — Curatrices.

Gabbaé talmoud-tora. — Curateurs des écoles.

Gabbaé tsédaga guedola. — Curateurs de la « Grande Bienfaisance ».

Gadol, fém guedola. — Grand, grande.

Haftara. — Terminaison. On appelle Haftara le chapitre des Prophètes par lequel on clôt la lecture du Pentateuque.

Halakha. — Partie du Talmud qui contient les lois religieuses et les discussions qui s'y rattachent (par opposition à Hagada, qui désigne les contes, maximes, etc.).

Hazaqa. — Droit d'ancienneté.

Heqdèche. — Asile.

Hêrême. — Excommunication.

Hevra, pl. *hevroth*. — Société; confrérie.

Hevrath heqdèche. — Confrérie des choses sacrées.

Hevra qadicha. — Sainte confrérie.

Houpa. — Cérémonie de mariage; baldaquin.

Iguereth ha'qlaf. — Ecrit sur parchemin.

Iqar, pl. *iqarime*. — Principal, principaux.

Kahal. — Assemblée, municipalité.

Kahal galil. — Assemblée régionale.

Kacher, pl. *kecharime*. — Prud'homme, s.

Malbiché aroumim. — Habilleurs des nus.

Malqoth. — Anguillades.

Manhig, pl. *manhiguime*. — Chef, s.

Manhig ha'medina. — Chef de la province.

Maoth houpa. — Dot.

Melamède, *melamdime*. — Professeur à l'école primaire.

Melamède dardaqi. — Professeur pour les enfants.

Melamède guemara. — Professeur du Talmud.

Memouné, pl. *memounim*. — Assigné, s.; employé, s.

Miqva, pl. *miqvaoth*. — Bain rituel.

Mitstaref, pl. *mitstarfime*. — Suppléant, s.

Mitstarfime bi'meqom. — Suppléant, s.

Mohel. — Opérateur de la circoncision.

Morenou. — Titre accordé à un rabbin et qui signifie : Notre maître.

Naar. — Apprenti, jeune homme.

Naqran, pl. *naqranime*. — Le *naqran* était chargé de tirer les tendons de la viande et de l'apprêter afin qu'elle devienne rituelle.

Nééman, *néémanime*. — Accrédité, s.

Nikhsbadé ha'ir. — Les honorables de la ville.

Parnass, pl. *parnassime*. — Administrateur, s.; *senior*, s.

Parnassé chouq. — Seniores fori.

Parnass ha'vaad. — Président du Congrès.

Parnass hodèche. — Senior mensis.

Pincas. — Registre.

Pincas ha'medina de'Lita. — Registre (des Juifs) de l'Etat lithuanien.

Poël. — Ouvrier.

Qnass. — Amende.

Rabbi (abrégé, *R.*) — Maître ; rabbin.

Roche, pl. *rachime*. — Senior, s.

Roche-yechiba. — Recteur.

Roê hechbonoth. — Comptables.

Safra. — Secrétaire.

Safra dematha. — Greffier.

Sivlonoth. — Cadeaux de mariage.

Skhoum. — Cens ; somme.

Skhoum benoni. — Cens moyen.

Skhoum gavoah. — Cens élevé.

Skhoum pahoth mi'benoni. — Cens bas.

Taqana, pl. *taqanoth*. — Ordonnance, s.

Tefline. — Phylactères.

Tnaïme. — Fiançailles.

Tohekha. — Partie du Pentateuque contenant des malédictions contre les transgresseurs de la Loi.

Tora. — Livre de la Loi.

Touv, pl. *touvim*. — Bonus vir, boni viri ; échevin.

Touvé ha'ir. — Les *boni viri* de la ville.

Vaad. — Assemblée ; congrès.

Vaad aratsoth. — Congrès des Pays.

Vaad arba aratsoth. — Congrès des Quatre Pays.

Vaad cheloche aratsoth. — Congrès des Trois Pays.

Vaad ha'medina. — Assemblée provinciale ; comitiale.

Vaad ha'medina de'Lita. — Congrès de l'Etat lithuanien.

Vaad hamèche aratsoth. — Congrès des Cinq Pays.

Yechiba, pl. *yechiboth*. — Académie talmudique.

Yichouv, pl. *yichouvime*. — Campagne ; petite localité.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	Pages 7
BIBLIOGRAPHIE	9-12
AVANT-PROPOS	13-14
INTRODUCTION	15-17
CHAPITRE PREMIER. — <i>Aperçu général de l'histoire des Juifs en Pologne.</i>	19-34
CHAPITRE II. — <i>L'autonomie juive et son organe centrale, le Vaad. — Origines de l'Institution.</i>	35-55
CHAPITRE III. — <i>Organisation du judaïsme polonais : le Kahal, les comitala, le Vaad (ou Congrès). Rapports entre le Congrès de Pologne et celui de Lithuanie.</i>	56-112
CHAPITRE IV. — <i>La vie de la communauté juive : vie économique, vie sociale, vie religieuse, vie intellectuelle</i>	113-159
CONCLUSION.	161-163
GLOSSAIRE	164-166

